

Mordons les chiens de garde !

Revue de presse n°36

octobre-décembre 2024

Politique, économie

Table des matières

Une clientèle peu satisfaite.....	4
Le prix du billet unique – pour une unification tarifaire des transports en commun en Wallonie.....	5
Non, le Congo belge n'était pas un modèle d'État providence.....	13
RD Congo. À Goma, les réfugiés tutsis font profil bas.....	16
En Afrique de l'Ouest, le panafricanisme rime désormais avec « dédagisme ».....	20
Afrique : un continent en mouvement.....	25
Algocratie : notre planète brûle et nous likons.....	28
Capitalisme de l'attention : 4 pistes pour reprendre le contrôle.....	31
Des cerveaux humains pour fabriquer des ordinateurs qui dépassent l'intelligence naturelle... FinalSpark donne un coup d'accélérateur au transhumanisme.....	34
Theodore Roszak : l'écologie contre la technocratie.....	38
En finir avec la marchandisation de l'attention.....	40
Nous sommes les méchants.....	43
Lutte contre la corruption : Anticor retrouve enfin son agrément.....	47
Bruno Le Maire condamné : la complicité de l'État avec les grands groupes de distributions est reconnue.....	48
Kamala Harris, ou comment passer de la reine de la justice californienne à valet par défaut.....	49
Comment satisfaire ses clients.....	52
Finlande : l'Alliance de gauche vient de battre l'extrême droite. Entretien avec Li Andersson.....	53
Amérique Latine en Résistance : tensions en Bolivie.....	56
Nos médias, la Catalogne de Puigdemont et les traditions antidémocratiques de l'État espagnol !.....	58
Élections indiennes : la magie de Modi en question.....	59
Plainte contre X.....	65
Sabotage contre la SNCF : « Le réseau ferroviaire est extrêmement vulnérable ».....	73
Appel à désarmer l'empire Bolloré !.....	75
Quelques commentaires après la prestation des petits partis ce jeudi 6 juin lors de la rencontre organisée par Kairos.....	78
Donald Trump prendra-t-il sa revanche ?.....	80
Moi, Albert Arié, égyptien, juif et communiste.....	87
Un crash pour le moins suspect... et horrible !.....	90
Lucie Pinson et Julien Lefournier : « Il est important de repolitiser la finance ».....	96

Une clientèle peu satisfaite

En début d'année, l'association de défense des consommateurs Test-achats a cherché à savoir si les Belges étaient satisfaits de leur banque.

Après 8 400 membres consultés et 15 500 questionnaires étudiés, le constat est sans appel. ING se place en bas du classement avec seulement 52% de clients satisfaits, suivie de près par BNP Paribas Fortis (57% de satisfaction), puis Belfius (60% de satisfaction) et KBC (68% de satisfaction). « Notre enquête révèle notamment que les clients des grandes banques ING Belgique (52%), BNP Paribas Fortis (45%) et Belfius (43%) ont rencontré des problèmes avec leur banque plus souvent que la moyenne », note Testachats. Le sondage note par exemple une remarque récurrente sur les livrets d'épargne où les clients n'ont pas reçu autant d'intérêts que ce qu'ils en attendaient. Pas étonnant vu la difficulté de comprendre comment fonctionne le taux de base et la prime de fidélité.

Mais le problème principal est plus pragmatique : l'accessibilité. Un client sondé sur cinq déplore en effet le manque de réponses à ses questions, bien plus que l'accès à la banque en ligne, rarement critiqué. « Nos résultats montrent que les clients sont généralement satisfaits de l'application bancaire et de l'option de banque à domicile via le site web. En revanche, ils sont moins satisfaits des frais et commissions des banques, ainsi que du service », avance l'association de défense des consommateurs.

Peut-être faudrait-il transmettre ces résultats aux banques qui martèlent que les agences ne sont plus fréquentées et que la grande majorité des clients souhaitent gérer leur argent grâce à la banque en ligne ou sur mobile, raison pour laquelle elles investissent massivement dans le développement informatique et ferment des agences à tour de bras.

Car le sondage de Testachats montre aussi que les plus petites banques ont un bien meilleur taux de satisfaction (80% pour Argenta et vdk banque, par exemple). Le rapport annuel sur l'inclusion financière publié par Financité montre d'ailleurs que le ratio du nombre d'agences par rapport au nombre de clients est bien plus favorable dans les petites banques. Il n'y a pas de hasard.

Dans quelle autre industrie apprendrait-on par la presse que la moitié des clients se disent insatisfaits et continuerait-on à fermer le service que ces derniers disent clairement regretter ?

FINANCITÉ

Le prix du billet unique – pour une unification tarifaire des transports en commun en Wallonie

Messages clés

- o La création de billets uniques (à tarifs uniques) augmente l'attractivité des transports en commun
 - o Les billets uniques diffèrent principalement par leur échelle, leur tarification et la structure de gouvernance chargée de définir les tarifs et d'allouer les recettes des ventes
 - o À l'exception du BruPass, les offres de billet unique existant en Belgique rencontrent assez peu de succès à cause d'un manque de visibilité et d'une trop faible attractivité par rapport aux titres mono-opérateurs
- Pour stimuler la création de billets uniques, il est nécessaire de (1) repenser la gouvernance de la mobilité collective, (2) repenser l'offre de transport et (3) simplifier la billettique

Introduction

Le transport représente près d'1/4 des émissions wallonnes de gaz à effet de serre¹. En particulier, plus de 40% de ces dernières sont liées à l'usage de la voiture individuelle. Le report modal vers les transports en commun constitue l'une des solutions pour réduire ces émissions.

Afin de stimuler ce report modal, les différents gouvernements se sont fixé des objectifs ambitieux. Ainsi le gouvernement wallon vise une augmentation du nombre de kilomètres parcourus de 150% pour le bus (de 4% à 10%) et de 67% pour le train (de 9% à 15%) entre 2017 et 2030. De son côté, le gouvernement fédéral ambitionne un quasi-doublement (de 8% à 15%) de la part modale du train entre 2022 et 2040.

Si la part modale des transports en commun n'a pas été recalculée depuis 2017 (l'enquête succédant à Monitor devant sortir dans les prochaines années), celle-ci ne semble, au regard des chiffres de fréquentation des opérateurs, pas avoir significativement évolué.

Afin d'attirer les voyageurs vers les transports en commun, la littérature scientifique souligne le besoin de travailler en priorité sur l'offre². Or, si l'on remarque en Wallonie une augmentation de l'offre globale en transports en commun, cette offre reste fragmentée entre le bus et train. Cette fragmentation de l'offre rend difficile le passage d'un mode à l'autre, tant pour des raisons opérationnelles (manque de correspondances) que pour des raisons budgétaires (nécessité d'acheter deux titres de transport, à deux tarifs différents).

Améliorer l'attractivité et l'efficacité des transports en commun nécessite d'intégrer les réseaux des différents opérateurs en un seul et même réseau, ce qui implique la création de titres de transport acceptés par l'ensemble des opérateurs (intégration billettique) à un prix unique (intégration tarifaire).

Intégration tarifaire ≠ Intégration billettique

Il existe une confusion entre intégration tarifaire et intégration billettique. Or, si ces deux concepts sont fortement liés, ils n'en demeurent pas moins distincts.

L'intégration billettique consiste en l'utilisation d'un seul billet pour effectuer un trajet via plusieurs opérateurs. Le fait de posséder un même support, telle la carte MOBIB, est une première étape.

L'intégration tarifaire consiste à définir un système de tarification identique pour l'ensemble des opérateurs. Ainsi, voyager d'un point A à un point B se fera à un tarif unique, quel que soit l'opérateur.

Si ces deux concepts vont souvent de pair, il arrive qu'un seul type d'intégration soit pratiqué. Par exemple, les titres combinés Train + TEC sont un exemple d'intégration billettique mais pas tarifaire, leur prix correspondant à la somme du prix des deux abonnements. Il s'agit ici uniquement d'une simplification d'utilisation. Dans l'autre sens, il est également possible d'intégrer les tarifs sans intégrer les billets, ce qui résulte en des tarifs identiques pour tous les opérateurs, mais avec la nécessité d'acheter un billet pour chaque portion de voyage.

Cet article vise à donner des clés de compréhension aux décideurs pour mettre en place une intégration billettique et tarifaire généralisée en Belgique. Sur base d'une analyse comparative de plusieurs systèmes existants, il propose une catégorisation des systèmes intégrés clarifiant les choix de conception effectués par les initiatives d'intégration en Belgique. Il identifie également des pistes de solutions pour franchir les obstacles existants et recommande un ensemble de politiques publiques.

Le billet unique, une réalité plurielle

De nombreuses régions ont déjà mis en place une intégration billettique et tarifaire de leurs transports en commun. Néanmoins, les initiatives existantes diffèrent fortement les unes des autres, formant un écosystème de solutions.

L'échelle, une histoire de taille

Premièrement, les initiatives diffèrent par leurs échelles géographiques : alors que plusieurs initiatives se sont développées récemment au niveau national, comme le Klimaticket Ö en Autriche ou le Deutschlandticket en Allemagne, d'autres se développent à l'échelle locale autour de bassins de mobilités plus ou moins grands, définis comme des zones cohérentes.

L'intégration à ces différentes échelles ne répond pas aux mêmes objectifs : alors que l'intégration au niveau local répond à un besoin de mobilité principalement utilitaire, l'intégration tarifaire nationale répond, elle, bien davantage à un besoin de mobilité interurbaine dont le motif est plus souvent le loisir.

De cette différence d'objectifs découle des formules tarifaires fort différentes : alors que les offres de billet unique au niveau national prennent la forme d'un abonnement qui coexiste avec d'autres offres mono-opérateurs, il arrive souvent que l'intégration tarifaire au niveau local mène à une suppression des titres de transport mono-opérateurs, ne proposant plus aux voyageurs qu'une seule grille tarifaire intégrée, incluant diverses options (titre unitaire, titre multi-voyage, pass journalier, abonnement mensuel ou annuel, etc.) .

Au sein des initiatives locales, la taille de la zone d'intégration peut également fortement varier en fonction des caractéristiques territoriales. Par exemple, si le territoire est souvent organisé autour d'une ville centre, il peut arriver, dans le cas de territoires très denses, qu'un bassin de mobilité soit polycentrique. Il est alors possible de créer un système intégré multiniveaux, comme dans les communautés de transport (« verkehrsverbände ») AVV (Aix-la-Chapelle) ou VRS (Cologne).

De plus, il peut parfois arriver que deux bassins de mobilités se chevauchent partiellement. Afin d'éviter les effets de bord, certains systèmes intégrés permettent de voyager hors de leurs frontières officielles, qui peuvent d'ailleurs aussi être des frontières régionales ou nationales (la communauté de transport VRR (Rhin-Ruhr) dessert par exemple partiellement Venlo, Nimègue ou Arnhem (Pays-Bas)).

Enfin, un tarif intégré peut ne pas donner accès à tous les services. Ainsi, le Deutschland Ticket par exemple n'est valable, à quelques exceptions près, que sur les réseaux locaux (S-Bahn) et régionaux (RE et RB).

La tarification, une question en or

Il existe 3 principaux types de tarifications des transports en commun, différant selon leur manière d'intégrer la distance :

- La tarification basée sur la distance parcourue, qui définit un prix proportionnel à la distance
- La tarification basée sur des zones tarifaires, qui définit le prix comme une fonction en escalier de la distance. On rencontre principalement deux types de zonage : le zonage concentrique (particulièrement adapté pour un réseau centré autour d'une ville) et le zonage alvéolaire (plus adapté pour des réseaux polycentriques). La complexité du zonage varie grandement entre systèmes. La taille, la forme, et le nombre de zones peuvent être définis de manière optimaliste (p.ex. zones isochrones) ou plus pragmatique (p.ex. frontières communales).
- La tarification forfaitaire, qui définit un prix constant, indépendant de la distance. On peut voir cette dernière comme une sous-catégorie de système zonal n'intégrant qu'une seule et unique zone. La durée de validité du titre de transport est limitée afin d'en restreindre l'utilisation.

Dans le cadre d'une tarification intégrée, les tarifs basés sur des zones tarifaires sont de loin les plus communs. Les tarifs kilométriques sont plus rares, une intégration tarifaire sur base kilométrique étant complexe à mettre en place car les différents modes de transport n'ont pas les mêmes coûts marginaux. Ainsi, seules des communautés n'intégrant qu'un seul mode de transport (généralement le bus) utilisent cette alternative.

Outre ces « idéaux-types », il est également possible de croiser des systèmes hybrides. Par exemple, la plupart des villes néerlandaises proposent à la fois un tarif kilométrique (« Saldo ») et des abonnements zonaux.

La gouvernance, entre intérêts privés et service public

L'intégration des transports publics peut être organisée par différentes structures, notamment un opérateur (public) unique, une association d'opérateurs, une autorité organisatrice du transport ou encore une

communauté de transport (« verkehrsverbände »), forme de partenariat public-privé particulièrement répandue dans les pays germanophones³.

Avant 1990, l'ensemble des « verkehrsverbände » allemands étaient issues d'initiatives portées par des opérateurs de transport. Néanmoins, à partir de 1990, et encore plus de la réforme du cadre légal des transports publics en 1996, les autorités publiques ont progressivement pris plus de place dans les « verkehrsverbände », reprenant tout ou partie des fonctions occupées par les opérateurs. En résulte trois principaux types de « verkehrsverbände »⁴ :

- Des communautés d'entreprises (« unternehmensverbände »), gouvernées par un groupe d'opérateurs de transport
- Des communautés d'autorités responsables (« aufgabenträgerverbände »), gouvernées par des autorités publiques (communes)
- Des communautés mixtes (« mischverbände ») composées à la fois d'autorités publiques et d'opérateurs à capitaux publics et/ou privés

S'il est courant que l'intégration des transports publics soit gérée par une seule et même entité, il est également possible de diviser les responsabilités⁵. En Suisse par exemple, la création du plan de transport intégré est coordonnée par une autorité publique (l'Office Fédéral des Transports, OFT) tandis que l'intégration tarifaire est gérée par des associations d'opérateurs, les communautés tarifaires (« tarifverbände »).

La Gouvernance des transports en commun en Belgique

En Belgique, les transports en commun sont gérés par plusieurs niveaux institutionnels :

La compétence ferroviaire est fédérale. Des lignes directrices tarifaires sont définies dans le contrat de service public accordé à l'opérateur (la SNCB jusqu'en 2032), et tout changement doit être validé par le ministre ayant les transports dans ses compétences.

La compétence sur le transport par métro, tram et bus est régionale. En Wallonie, c'est le gouvernement wallon qui définit par arrêté les tarifs appliqués par l'Opérateur de Transport de Wallonie (Le TEC).

Afin de faciliter l'intégration billettique, les 4 opérateurs de transport belges ont créé une filiale commune, BMC (Belgian Mobility Company), qui a été chargée de développer et maintenir le système MoBIB.

En termes d'intégration tarifaire, le principal obstacle tient dans la difficulté à trouver une procédure de distribution des revenus issus de la vente des titres de transport. Cette difficulté est notamment liée aux formules tarifaires très différentes pratiquées par les différents opérateurs : la SNCB utilise principalement une tarification kilométrique, le TEC une tarification hybride zonale/forfaitaire et De Lijn une tarification forfaitaire.

La répartition des revenus, un travail d'équilibriste

L'un des principaux obstacles à l'intégration billettique et tarifaire tient dans la répartition des revenus entre opérateurs. Dans le cadre d'accords bilatéraux, il est encore envisageable de développer une procédure de redistribution directe entre opérateurs. Cette procédure demande toutefois une grande confiance et est difficilement applicable lorsqu'un grand nombre d'opérateurs est impliqué. Ainsi, la plupart des systèmes proposant des titres de transport intégrés comprennent une organisation chargée de collecter et de (re)distribuer les revenus issus de la vente des billets.

Le choix d'une méthode de répartition est un enjeu stratégique pour les opérateurs. En effet, il n'existe pas de méthode standard, et chaque méthode peut avantager certains opérateurs. La recherche d'une méthode de répartition équitable fait donc l'objet d'intenses négociations.

Il existe trois principaux types de répartition des revenus :

- Sur base de la proportion (fixe) des revenus avant intégration
- Sur base de l'offre proposée
- Sur base de la demande

Si les premières initiatives ont pu utiliser une clé de répartition sur base de l'offre, il existe maintenant un large consensus sur l'utilisation de méthodes basées sur la demande, méthodes plus alignées avec la législation européenne sur la concurrence. De plus, la méthode adoptée doit être transparente et non discriminatoire.

Dans le cadre d'une méthode de répartition en fonction de la demande, il est d'abord nécessaire de calculer le revenu associé à un voyage (en particulier pour les abonnements). Il existe pour cela deux principales approches : une approche forfaitaire, divisant le prix du titre de transport par le nombre d'utilisations du titre, et une approche kilométrique, divisant le revenu associé à un voyage entre un revenu de base fixe et un revenu opérationnel variable (dépendant de la distance parcourue).

Ensuite, il est également nécessaire de connaître la part allouée à chaque opérateur dans le cadre d'un voyage impliquant différents opérateurs. Pour cela, une première méthode consiste à calculer la part des revenus au prorata du nombre de zones traversées. Dans ce cas, le revenu associé à une zone où plusieurs opérateurs ont été utilisés est divisé par le nombre d'opérateurs, ou peut alternativement être pondéré par la proportion de kilomètres parcourus avec chaque opérateur. Une deuxième méthode consiste à calculer la part des revenus au prorata des tarifs par zones. Le prix marginal par zone étant souvent décroissant, cette méthode favorise légèrement les opérateurs urbains par rapport à la méthode au prorata du nombre de zones parcourues.

La complexe collecte de données voyageurs

L'accès à des données d'utilisation fiables est crucial pour calculer la répartition des revenus. Les méthodes de répartition choisies utilisent généralement la fréquence d'utilisation d'un titre de transport, le nombre de passagers transportés, ou encore le nombre de passagers-kilomètres. De telles données sont souvent extrapolées sur base d'enquêtes auprès de voyageurs, avec tous les biais que comportent de telles méthodes. Pour compenser ces biais, des méthodes de comptage automatique des passagers sont utilisées, avec plus ou moins de succès, comme :

- des capteurs intégrés au niveau des portes des véhicules (système Dilax testé à Bâle)
- une analyse des vidéos issues des caméras de surveillance.

L'intégration des services peut mener à une baisse des revenus au moment de sa mise en place. Néanmoins, l'expérience allemande montre qu'il n'existe pas de baisse de revenus sur le long terme, les pertes éventuelles étant plus que compensées par une augmentation du nombre de voyageurs.

Quelle que soit la méthode de répartition des revenus choisie, les opérateurs perdent la capacité de définir leur propre stratégie marketing. Outre la difficulté de trouver une méthode de répartition équitable, cette perte d'indépendance en matière de billettique est une des raisons majeures pour expliquer la frilosité de certains opérateurs en matière d'intégration billettique et tarifaire.

Les titres de transport intégrés en Belgique

En Belgique, on peut noter trois initiatives de billets uniques (intégrés) existants ou à venir : le Brupass (et Brupass XL), les City Pass et le Youth Holiday Multimodal.

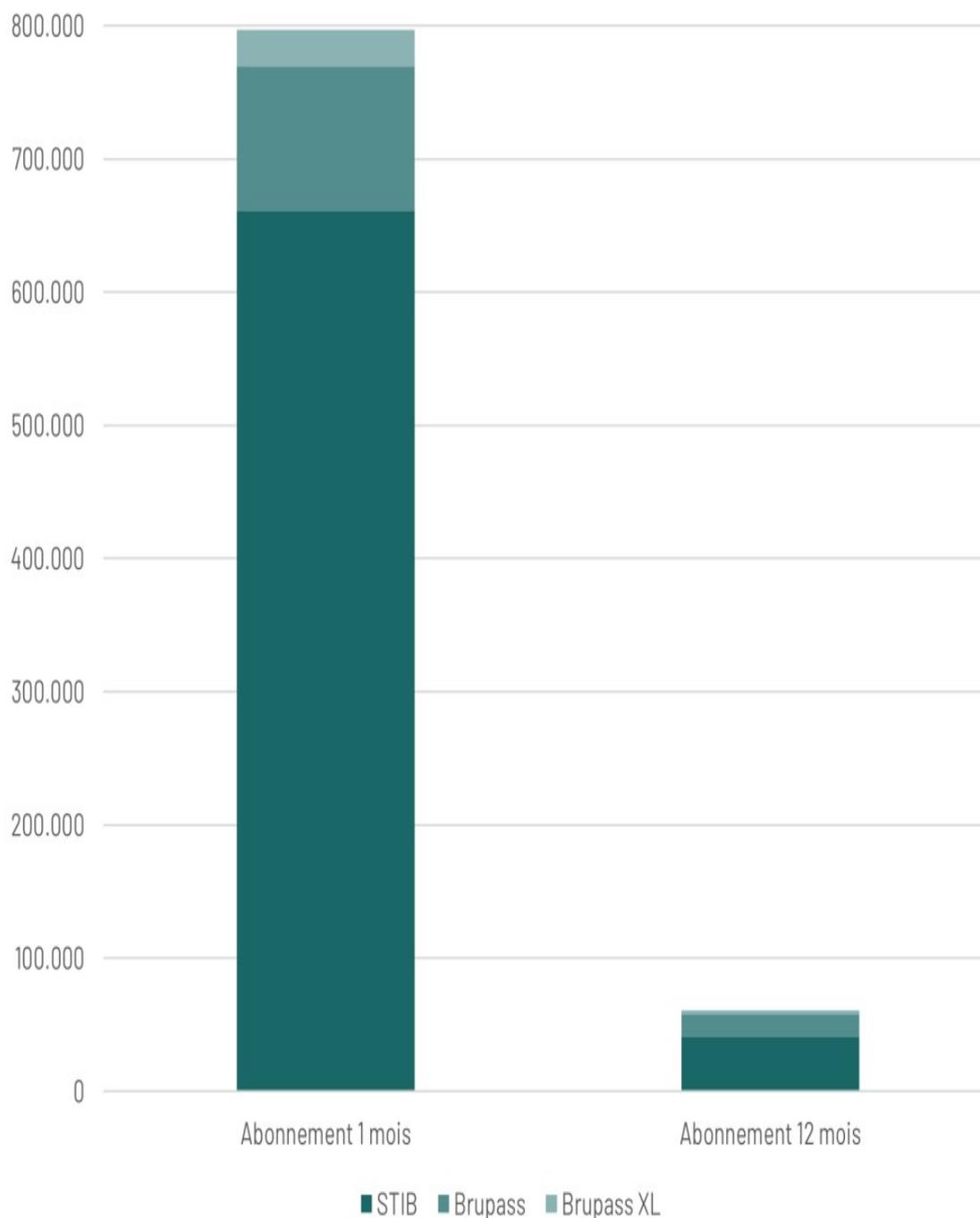
<i>Initiative</i>	<i>Échelle</i>	<i>Nombre d'opérateurs</i>	<i>Type d'intégration</i>	<i>Unitaire</i>	<i>Multi-voyage</i>	<i>Pass journalier</i>	<i>Abonnement mensuel</i>	<i>Abonnement annuel</i>
<i>BruPass (XL)</i>	Locale	4	Zonale concentrique	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
<i>CityPass</i>	Locale	2	Forfaitaire	Non	Non	Oui	Oui	Oui
<i>Youth Holiday Inter-modal</i>	Natio-nale	4	Forfaitaire	Non	Non	Non	Oui	Non

Le Brupass (XL)

Le Brupass est un ensemble de titres de transport permettant de se déplacer avec n'importe lequel des 4 opérateurs publics présents en Belgique (SNCB, STIB, De Lijn et TEC) dans et autour de Bruxelles. Il est organisé autour de deux zones tarifaires concentriques : la zone BruPass, qui regroupe l'ensemble de la Région de Bruxelles-Capitale, et la zone Brupass XL qui s'étend dans un périmètre de 11,5km autour de la Grand-Place.

Mis en place en février 2021, il est le fruit de 20 ans de négociations entre les différents opérateurs de transports, la région bruxelloise et le fédéral. De nombreux acteurs issus tant du monde politique que de la société civile appellent désormais à la création d'une nouvelle zone « Brupass XXL » s'étendant sur un périmètre de 30km autour de la Grand-Place et couvrant donc l'ensemble du périmètre RER (et donc le Brabant-Wallon).

L'arrivée du Brupass a coïncidé avec la suppression des titres de transport unitaires et multi-voyages STIB. Les formules d'abonnement du Brupass restent toutefois en compétition avec des abonnements mono-opérateur (STIB). Malgré cette compétition, on remarque une nette adoption des Brupass, ceux-ci représentant en 2022 près d'un abonnement mensuel sur 5 et d'un abonnement annuel sur 3.



6

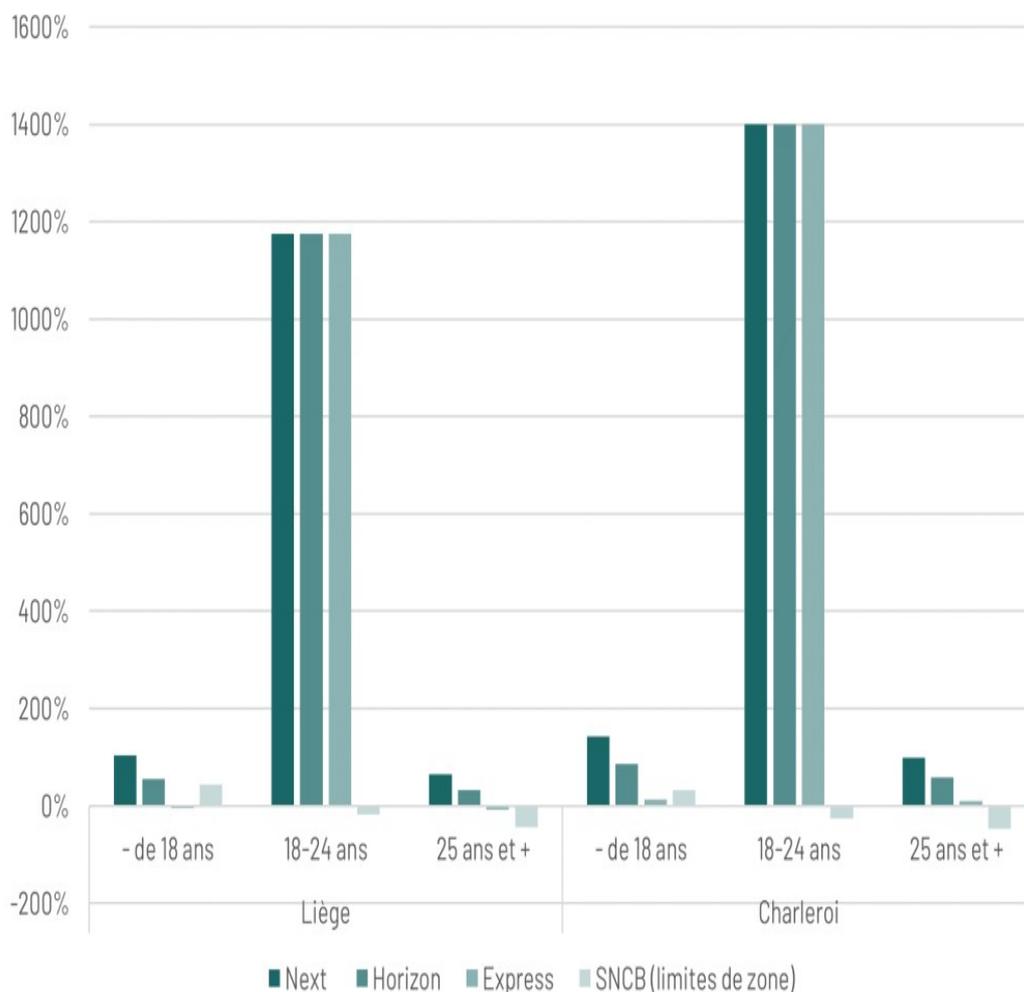
Les City Pass

Les City Pass ont été mis en place en 2018 dans le cadre du projet AnGeLiC visant le développement de réseaux express régionaux (les trains S) à Anvers, Gand, Liège et Bruxelles⁷. Ces City Pass se composent de trois types de titres de transport permettant de combiner les trains de la SNCB et les métro/tram/bus d'une des entreprises de transport régionales (en l'occurrence le TEC en Wallonie) : un pass journalier (City Pass 24h), un abonnement d'1 mois et un abonnement de 12 mois. Les tarifs de ces titres sont forfaitaires.

Contrairement au Brupass, les CityPass ne proposent pas de titres unitaires ou multi-voyage. Cette option était pourtant mentionnée dans les études de faisabilité des réseaux S liégeois et carolo, qui voyaient dans la possibilité de « créer une tarification intégrée à l'unité et en cartes à voyages multiples avec l'offre existante » une opportunité majeure⁸.

Comme souligné dans ces mêmes études, les besoins des voyageurs diffèrent fortement en fonction des motifs de déplacement. Ainsi, le choix a été fait de favoriser les touristes (pass journaliers) et certains voyageurs réguliers (abonnement).

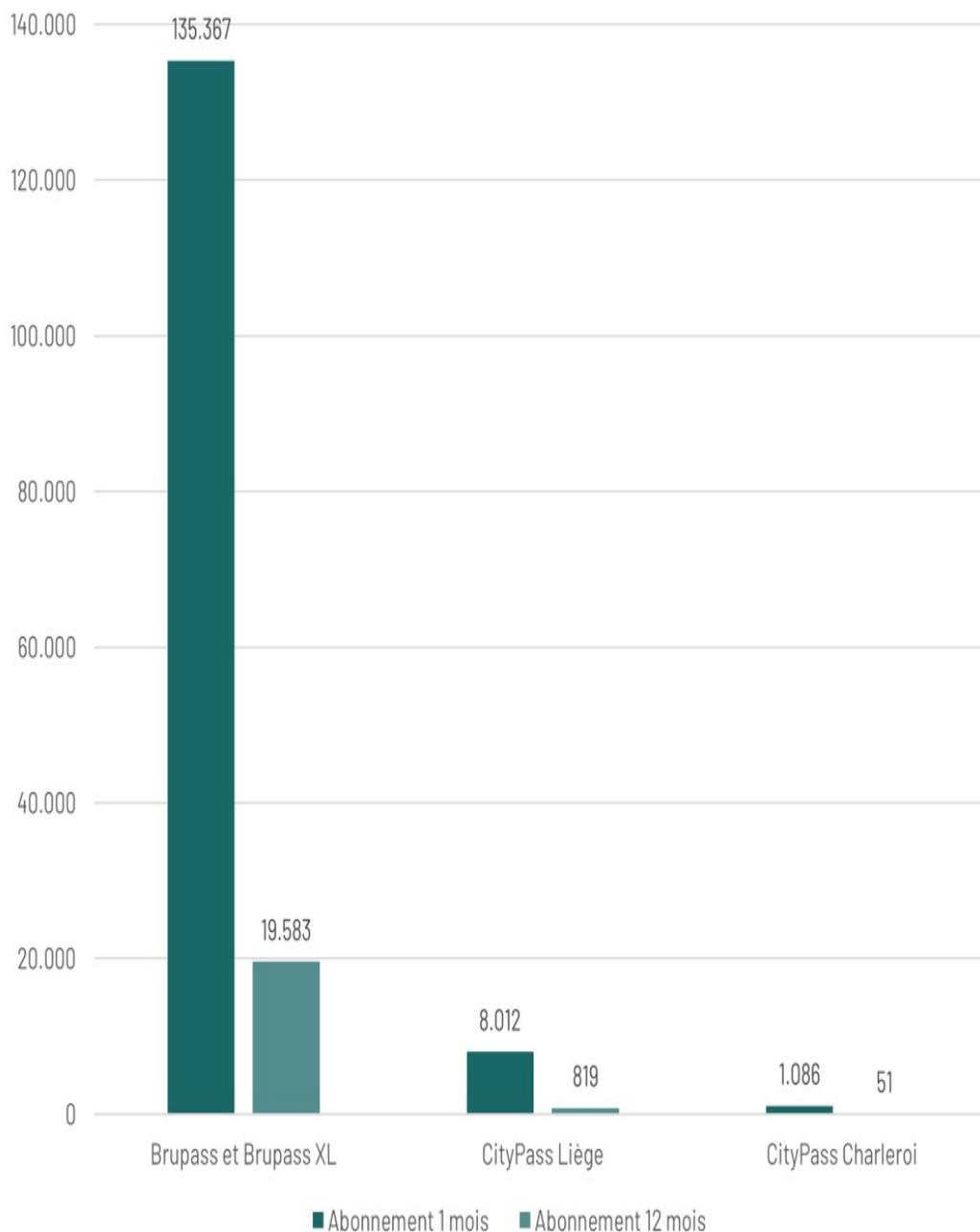
L'offre City Pass n'est toutefois compétitive face aux offres mono-opérateurs concurrentes que pour un nombre réduit de voyageurs réguliers, à savoir les moins de 18 ans et les 25-64 ans devant absolument combiner bus et train, ainsi que les 25-64 ans nécessitant un abonnement de train entre deux gares aux extrémités opposées d'une zone. Le manque de compétitivité est notamment dû à une différence de prix très forte entre le City Pass et l'offre TEC (respectivement 66% et 98% pour des abonnements 12 mois liégeois et carolo, contre 20% pour le Brupass), renforcé pour les 18-24 ans, les 65+ et les personnes bénéficiant du statut BIM par l'accès à un abonnement TEC Express pour 12€ par an.



Intégration tarifaire et GRATUÏTÉ DES transports en commun

Ces dernières années, plusieurs mesures ont été prises en faveur d'une (quasi-) gratuité des transports publics. Malheureusement, ces mesures, prises exclusivement au niveau régional, se sont faites au détriment de l'intégration tarifaire, augmentant le différentiel de prix entre les différentes offres de transport. La gratuité peut aller dans le sens d'une intégration billettique et tarifaire, puisque qu'elle permet l'accès à l'ensemble du réseau de transports en commun pour un même prix (en l'occurrence nul). Ainsi, si la gratuité des transports publics est instaurée, il importe avant tout que celle-ci se fasse à l'ensemble des niveaux institutionnels (c'est-à-dire tant pour le transport régional que fédéral.)

Le manque d'attractivité de l'offre se traduit malheureusement dans les chiffres de vente des City Pass. Ces chiffres sont particulièrement faibles à Charleroi, où l'offre est plus chère (car la zone plus étendue) et donc encore moins compétitive par rapport à l'offre TEC. De plus le plus faible attrait de l'abonnement annuel par rapport à l'abonnement mensuel vis-à-vis de l'offre TEC se retrouve dans les chiffres de vente, l'option annuelle étant relativement moins plébiscitée que l'option mensuelle (comparé au Brupass).



9

Outre sa faible attractivité, l'offre City Pass est également peu connue des voyageurs, probablement à cause d'un manque de communication. Or les études de faisabilité avaient bien mis en garde contre « *la faible visibilité [de l'offre] et donc le faible nombre d'abonnés, ces 2 effets se renforçant mutuellement* »¹⁰.

Au vu des faibles chiffres de vente, les opérateurs de transport viennent de lancer une réflexion afin d'objectiver les faiblesses de ces titres et d'identifier des pistes d'amélioration.

Le Youth Holiday Combi

Le Youth Holiday Combi est un abonnement mensuel permettant de voyager sur l'ensemble des réseaux de transport en commun nationaux. Il s'agit principalement d'un test suite aux pressions tant politiques que de la société civile pour la mise en place d'un équivalent aux tickets « climat » mis en place dans d'autres pays européens. *Néanmoins, on est encore loin des prestations offertes par de tels tickets, le prix de cet abonnement étant plus élevé que celui de ses homologues (59€ par mois contre 49€ pour le Deutschlandticket par exemple) pour une zone géographique plus restreinte, et les conditions d'accès étant bien plus restrictives (limité aux 18-24 ans, limité aux seuls mois de juillet et août 2024). De plus, la communication sur cette initiative, méconnue du grand public, est encore timide à moins d'un mois du lancement de l'offre.*

Vers une meilleure intégration des services

Si l'intégration tarifaire et billettique peut être initiée par des opérateurs, l'expérience allemande montre que l'implication des autorités publiques peut servir de catalyseur et permettre de généraliser cette intégration à l'ensemble du territoire, en particulier dans les zones où les opérateurs n'y voient pas d'intérêt direct. Afin d'augmenter la couverture du territoire wallon par des zones d'intégration tarifaire, il est nécessaire de :

1. Repenser la gouvernance de la mobilité collective

Au niveau local, il importe d'*entériner des bassins de mobilité* définis sur base de « zones cohérentes ». Une fois ces bassins définis, il sera nécessaire dans chaque bassin de *réattribuer la compétence de la définition des tarifs et de la vente de billets* à des structures existantes (OCBM, métropoles chargées d'un plan urbain de mobilité, ...) ou spécialement créées pour cela. Ces structures devront également faire office de chambre de compensation entre opérateurs au niveau local.

Pour l'offre fédérale, il sera nécessaire de *créer une chambre de compensation au sein du SPF Mobilité et Transport* pour redistribuer les revenus des titres de transport intégrés. De plus, une *Autorité Organisatrice du Transport fédérale* devra être créée au sein du SPF Mobilité et Transport afin d'améliorer la collaboration entre les offres régionales et fédérales.

2. Repenser l'offre de transport

La réglementation européenne impose une ouverture à la concurrence du marché des services nationaux de transports de voyageurs par chemin de fer (règlement (UE) 2016/2338). Bien que le monopole soit attribué à la SNCB jusqu'en 2032, le contrat de service public de cette dernière prévoit la possibilité de tester l'ouverture à la concurrence sur deux zones limitées (dont une en Wallonie).

Cette ouverture peut représenter une opportunité pour l'intégration billettique et tarifaire à condition que :

- *Les zones géographiques soumises à appel d'offres correspondent aux bassins de mobilité.* Afin de faciliter la division, il conviendra de bien distinguer l'offre ferroviaire nationale (trains IC) des offres locales (trains S et L). De plus, il conviendra de *réduire la distance parcourue par les trains locaux* et de les limiter aux zones de mobilité concernées. Un budget devra être prévu pour adapter l'infrastructure en ce sens, et la rupture de charge devra être compensée par la mise en place de nœuds de correspondance généralisés aux points d'arrêt limitrophes.
- *Les Régions et pouvoirs locaux soient davantage impliqués dans la définition du cahier des charges, et donc des tarifs.*
- *La grille tarifaire intégrée désirée soit spécifiée dans l'appel d'offres et dans le contrat de service public.*

3. Simplifier la billettique

Afin de simplifier la lisibilité de l'offre, il est nécessaire de prévoir une grille tarifaire intégrée simple d'utilisation, et de *supprimer les titres unitaires mono-opérateurs* dans les zones intégrées.

Une procédure de répartition des recettes issues de la vente de titres de transport devra être prévue. Pour permettre le calcul de cette répartition, les pouvoirs publics accompagneront les opérateurs dans l'acquisition de données d'utilisation fiables, par exemple via le financement de projets pilotes de comptage des voyageurs par analyse des caméras de surveillance, dans le respect de la législation européenne sur les données personnelles. L'ensemble des données collectées devront être rendues publiques via des portails open data.

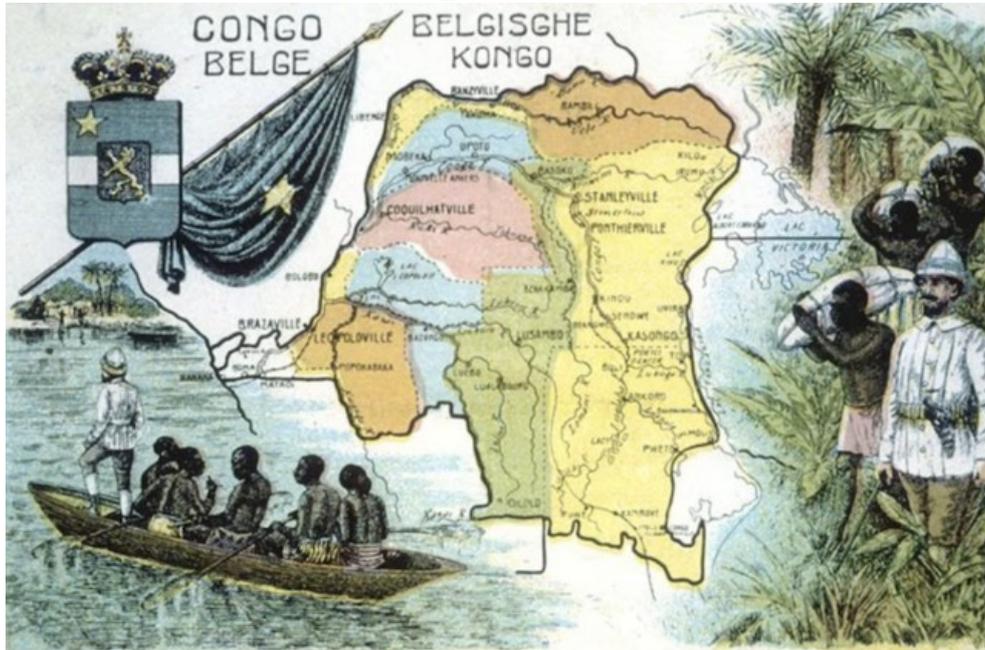
Jean MANSUY
25 juin 2024 (Canopea)

Crédit image d'illustration : Adobe Stock

1. État de l'environnement wallon. (15 février 2022). *Émissions de gaz à effet de serre*
2. Redman et al. (2013). Quality attributes of public transport that attract car users: A research review. *Transport Policy*, 25, 119–127
3. GIZ-STUP. (2018). *Public Transport Integration and Transit Alliances*
4. Cette typologie est tirée de GTZ. (2010). *Transport Alliances : Promoting Cooperation and Integration to offer a more attractive and efficient Public Transport*
5. Le rapport de GIZ-STUP de 2018 (ibid.) cite 6 tâches distinctes : la planification du réseau, la billetterie, les infrastructures aux arrêts, l'horaire, l'information voyageur et la gestion qualité.
6. Parlement Bruxellois. (25 avril 2023). Compte rendu intégral des interpellations et des questions, Commission de la mobilité, chargée des transports publics, des travaux publics et de la sécurité routière.

7. Walckiers, J. (4 juin 2015). *ANGELIC, un projet prometteur de la SNCB*.
8. Aménagement SC. (2013). *Évaluation du potentiel du réseau ferroviaire et scénarios de redéploiement*.
9. Parlement Bruxellois. (25 avril 2023). *Ibid.* Parlement de Wallonie. (11 mai 2023). *Réponse de Philippe Henry à une question écrite du 17/04/23 posée par Julien Matagne*.
10. Aménagement SC. (2013). *Ibid.*

Non, le Congo belge n'était pas un modèle d'État providence



Carte du Congo Belge entre 1885 et 1960. ©Rue des Archives

À l'occasion de l'anniversaire de l'indépendance du Congo « belge » intervenue le 30 juin 1960, nous republions un article collectif sur le passé colonial du Congo.

Le pays accéda à l'indépendance avec une dette extérieure publique qui ne cessera de s'alourdir, à laquelle s'ajoute une dette coloniale illégalement léguée.

Cette carte blanche a été signée par un ensemble de personnalité (voir ci-dessous).

La présente opinion constitue une réaction collective à la contribution externe de l'économiste Emizet François Kisangani, intitulée « Pourquoi le Congo était une colonie modèle » publiée par La Libre Belgique le 7 février 2023. Monsieur Kisangani considère que « le Congo belge était un État providence semblable au même système qui se développait en Belgique. » L'auteur affirme que « Le Congo belge possédait aussi la meilleure infrastructure sanitaire en Afrique subsaharienne. Bien que l'éducation secondaire et tertiaire ne fit pas partie de la politique sociale coloniale, plus de 90 % des enfants congolais en âge de scolarisation étaient inscrits gratuitement à l'école primaire ». Il affirme encore que « Dans les années 1950, les Congolais étaient approvisionnés en eau potable un peu partout et la malnutrition était inconnue ». Pourtant, il suffit de se pencher sur la production de savoir universitaire dans les champs économique et politique concernés pour réaliser le gouffre qui sépare les affirmations citées plus haut de la réalité du Congo belge. Soulignons que la Belgique coloniale souhaitait par l'enseignement primaire produire le consentement et la soumission de la population et donner accès à des rudiments de formation bien utiles pour la poursuite de ses intérêts. Rappelons que les Congolais n'avaient pas droit à un enseignement universitaire sur leur territoire. Par ailleurs, jusqu'à l'indépendance, moins d'une quinzaine de Congolais ont pu faire des études universitaires en Belgique et ce seulement à partir des années 1950. Alors qu'on déclare l'indépendance le 30 juin 1960 à Léopoldville, quatre étudiants congolais sont diplômés d'une université belge.

Monsieur Kisangani affirme que « le développement économique du Congo belge fut possible grâce aux investissements massifs dans des biens publics tels que la stabilité politique, les infrastructures, la santé publique et l'éducation ». Il ne nous dit pas comment étaient financés ces investissements. Il omet également de spécifier que ces investissements avaient pour objectif de poursuivre l'exploitation des ressources naturelles du pays largement destinées aux intérêts coloniaux. C'est dans ce sens que, la Belgique – au nom du Congo belge – tout en remboursant des dettes alors contractées par Léopold II avant 1908, en contractait de nouvelles afin de poursuivre l'exploitation des ressources naturelles du pays. Ainsi la dette publique du Congo belge s'élevait en 1949 à 3,7 milliards de francs.

Au cours des années 1950, la Belgique accumule une dette auprès de la Banque mondiale pour financer des projets dans sa colonie (dans le cadre d'un plan décennal « de développement ») [1]. Ces prêts s'élèvent à près de 120 millions de dollars, dont 105,4 millions ont été dépensés en Belgique [2]. En effet, ces prêts ont presque totalement été dépensés par l'administration coloniale du Congo sous forme d'achat de produits exportés par la Belgique.

L'étude de la situation comptable congolaise de cette décennie avant l'indépendance indique que le Congo déboursa plus de 64 milliards de francs pour financer ce plan de développement. Cela provoqua un accroissement rapide de la dette publique du Congo qui passa en moins de 10 ans, de 3,7 milliards à 46 milliards. Cela s'accompagna également d'une succession de budgets déficitaires à partir de 1957, d'une inflation grave en 1959, de la fuite massive de capitaux vers la Belgique. Finalement, le pouvoir colonial belge, par ce plan décennal qui servit majoritairement ses intérêts, enlisa le Congo belge dans un surendettement qui le conduisit, à la veille de l'indépendance, au bord de la faillite.

Le Congo accéda donc à l'indépendance avec une dette extérieure publique qui ne cessera de s'alourdir, à laquelle s'ajoute une dette coloniale illégalement léguée. Il s'agit bien d'une dette illégale du point de vue du droit international (car issue de la colonisation) et illégitime (car n'ayant pas bénéficié au peuple congolais). Au regard du traité de Versailles de 1919 et de la convention de Vienne de 1978, l'ancienne puissance coloniale (la Belgique) et la Banque mondiale ont agi en violation du droit international en léguant au Congo indépendant une dette qui allait constituer un énorme fardeau.

Ensuite, M. E. François Kisangani explique que « les kleptocrates postcoloniaux ont dilapidé les ressources naturelles du pays sans aucun investissement en faveur de la stabilité politique, des infrastructures, de la santé et de l'éducation. Les dirigeants congolais après l'indépendance ont failli dans le maintien de l'acquis colonial concernant ces biens publics. »

Affirmer cela revient à dire que les seules responsabilités se concentraient dans les mains des dirigeants congolais qui se sont ensuite succédé au pouvoir.

Faut-il rappeler que Patrice Lumumba, qui avait été élu Premier ministre en 1960, a été assassiné avec la participation directe de la Belgique le 17 janvier 1961 ? Après s'être débarrassées de Patrice Lumumba, les puissances occidentales, dont la Belgique, ont activement soutenu la dictature de Mobutu jusqu'à la fin de la guerre froide (Mobutu fuira le Zaïre en 1997). Depuis le coup d'État de Mobutu en 1965, le pays a été plongé dans la spirale de l'endettement en raison de projets pharaoniques qualifiés d'« éléphants blancs » qui n'ont jamais bénéficié à la population congolaise et des détournements d'argent public que Mobutu a effectués pour lui et son clan. Des faits connus des créanciers multilatéraux, le FMI et la Banque mondiale et qui n'ont pourtant pas freiné l'octroi de prêts à cette époque.

Aujourd'hui, le peuple congolais continue de se saigner aux quatre veines pour rembourser une dette qui est en grande partie odieuse et dont les montants initiaux ont été plusieurs fois remboursés. De plus, depuis le début de la Seconde Guerre mondiale et jusqu'à aujourd'hui, les richesses nationales ont été scandaleusement bradées par les gouvernements successifs.

La Belgique vient de perdre une occasion supplémentaire d'adresser des excuses et de proposer de véritables réparations en balayant ces questions économiques dans le cadre du travail mené par la commission spéciale Congo - Passé colonial, qui a achevé ses travaux en décembre 2022 sans parvenir à trouver de consensus sur la formulation des recommandations. Pour alimenter les travaux de cette commission, le CADTM avait adressé une note aux membres de cette commission afin de prendre en compte les aspects économiques et les relations historiques entre la Belgique et la République démocratique du Congo...

Pour conclure, il n'y aura pas en RDC de développement socialement juste et écologiquement soutenable tant que pèsera la chape de plomb de la dette issue de cette période coloniale. Un audit citoyen de la dette coloniale et des dettes qui ont suivi apparaît comme un outil qui permettra de connaître la destination des dettes réclamées au peuple congolais et à son État, les conditions entourant ces dettes, les détournements, etc... Un tel audit pourrait servir non seulement à légitimer l'annulation de la dette mais aussi à demander la rétrocession des biens mal acquis dans un fonds de développement contrôlé démocratiquement par les populations locales. Finalement, cet audit servirait de base pour les réparations des préjudices subis par la population dus à l'exploitation effrénée des riches matières premières, depuis la colonisation jusqu'à aujourd'hui.

d'hui, du fait de contrats léonins signés avec les entreprises occidentales, chinoises ou autres qui organisent le bradage des ressources naturelles de la RDC.

Signataires

Luc Mukendi (enseignant à Lubumbashi, membre de la coordination du CADTM Afrique), Cynthia Mukosa (agent humanitaire, économiste, secrétaire générale au CADTM Lumumbashi), Yvonne Ngoyi (présidente UFDH/CADTM à Mbuji Mayi en RDC), Victor Nzuzi (paysan, NAD/CADTM dans le Bas Congo), Nordine Saïdi (militant Décolonial et membre de Bruxelles Panthères), Mouhad Reghif (membre de Bruxelles Panthère), Georgine Dibua (coordinatrice de BAKUSHINTA), Graziella Vella (Anthropologue – UMONS), Monique Mbeka (Cinéaste et Productrice), Guillermo Kozlowski (Philosophe), Le collectif mémoire coloniale et lutte contre les discriminations (CMCLD), Les Amis du collectif mémoire coloniale (ACM), Anais Carton, Renaud Vivien, Éric Toussaint (docteur en sciences politiques des universités de Liège et de Paris 8, porte-parole du CADTM), Pauline Fonsny, Najla Mulhondi, Céline Beigbeder (metteuse en scène du spectacle Tervuren), Nicolas Luçon, Julie Nathan

Source : La Libre

Notes

[1] Voir Éric Toussaint, Procès d'un homme exemplaire, Éditions Al Dante, Marseille, 2013, p. 28.

[2] Le fait que la Belgique soit bénéficiaire des prêts au Congo belge peut être déduit d'un tableau publié dans le quinzième rapport de la Banque mondiale pour l'année 1959-1960. IBRD (World Bank), Fifteenth Annual Report 1959-1960, Washington DC, p. 12.

[Auteur.e](#)

Éric Toussaint

Docteur en sciences politiques des universités de Liège et de Paris VIII, porte-parole du CADTM international et membre du Conseil scientifique d'ATTAC France. Il est l'auteur des livres, *Banque mondiale - Une histoire critique*, Syllepse, 2022, *Capitulation entre adultes : Grèce 2015, une alternative était possible*, Syllepse, 2020, *Le Système Dette. Histoire des dettes souveraines et de leur répudiation*, Les liens qui libèrent, 2017 ; *Bancocratie*, ADEN, Bruxelles, 2014 ; *Procès d'un homme exemplaire*, Éditions Al Dante, Marseille, 2013 ; *Un coup d'œil dans le rétroviseur. L'idéologie néolibérale des origines jusqu'à aujourd'hui*, Le Cerisier, Mons, 2010. Il est coauteur avec Damien Millet des livres *AAA, Audit, Annulation, Autre politique*, Le Seuil, Paris, 2012 ; *La dette ou la vie*, Aden/CADTM, Bruxelles, 2011. Ce dernier livre a reçu le Prix du livre politique octroyé par la Foire du livre politique de Liège. Il a coordonné les travaux de la Commission pour la Vérité sur la dette publique de la Grèce créée le 4 avril 2015 par la présidente du Parlement grec. Cette commission a fonctionné sous les auspices du parlement entre avril et octobre 2015.

RD Congo. À Goma, les réfugiés tutsis font profil bas

Reportage · Entre les déclarations alarmistes de Kigali et les dénégations de Kinshasa, les déplacés congolais de l'est du pays identifiés comme Tutsis, suspectés de soutenir le M23, sont pris entre plusieurs feux. Dans le camp d'Acogenoki, dit « camp tutsi », tous témoignent d'une situation plus complexe que ne le laissent croire les déclarations officielles.



Le camp d'Acogenoki, dit « camp tutsi », à Goma en mai 2024.
© Vincent Ortiz

Depuis plusieurs mois, Goma, dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC), est encerclée par le M23. Pour fuir le groupe qui a repris les armes en mars 2022, des centaines de milliers de Congolais se sont installés dans des camps situés en banlieue de la capitale du Nord-Kivu. Parmi eux, les 10 000 déplacés du camp d'Acogenoki, dit « camp tutsi », mènent une existence discrète. Contrairement aux autres, ils sont moins des rescapés de la guerre que du « tribalisme », selon leurs propres termes.

Depuis plusieurs années, les Tutsis congolais sont l'objet de discriminations croissantes. Ils subissent les exactions des groupes « d'autodéfense » (Mai-Mai) constitués pour résister à l'avancée du M23, lequel affirme défendre leurs droits et auquel ils sont assimilés. Le parallèle avec le génocide contre les Tutsis rwandais, qui a fait 1 million de morts entre avril et juillet 1994, est régulièrement évoqué, notamment par Kigali. Certains Mai-Mai sont structurés en milices et contrôlent une partie du Nord-Kivu. Ainsi, les griefs des déplacés tutsis concernent notamment les « Nyatura » (« ceux qui frappent fort », en kinyarwanda, une milice congolaise à prédominance hutue) et occasionnellement l'Alliance des patriotes pour un Congo libre et souverain (APCLS, l'un des groupes les plus structurés). Régulièrement pointées du doigt par Kigali, les Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR), créées par d'anciens génocidaires hutus ayant fui en RDC après le génocide de 1994, sont quant à elles très peu citées par les réfugiés d'Acogenoki.

Le spectre de 1994 ?

« *Les discours de haine, la persécution et le nettoyage ethnique des Tutsis congolais atteignent une intensité sans précédent, sous les yeux de la communauté internationale* », déclarait le représentant rwandais au Conseil de sécurité de l'ONU le 27 mars 2024. Il sommait ses homologues de rompre avec « *la passivité face au génocide en cours au Congo* », renvoyant implicitement à la faillite des Nations unies trente ans plus tôt, demeurées attentistes face à l'extermination des Tutsis rwandais.

Aujourd'hui, le spectre de l'année 1994 plane-t-il toujours sur le Kivu ? Pour la chancellerie rwandaise, la réponse ne fait aucun doute. Et le processus génocidaire qui s'y déroulerait est brandi comme une justification des assauts du M23. Si Kigali a toujours nié son soutien au mouvement – important et bien établi¹ –, le discours rwandais légitime constamment son action au nom de la protection de la « *minorité* ».

Côté congolais, on rejette ces accusations qualifiées de fantaisistes. On invoque les appels répétés du président Félix Tshisekedi à dissocier le M23 des Tutsis congolais, le cadre juridique protecteur dont ces derniers bénéficient, ou encore l'intransigeance affichée à l'égard des militaires qui collaboreraient avec les groupes armés anti-Tutsis.

« **J'ai cheminé avec des tueurs** »

Dans le camp d'Acogenoki, les déplacés font valoir un point de vue bien différent de celui des chancelleries. Des tentes de fortune, dans lesquelles logent des familles entières, s'étendent à perte de vue. De modestes infrastructures sanitaires leur permettent de conserver une hygiène minimale. Quelques rares humanitaires y distribuent de la nourriture. Sous les vêtements multicolores suspendus entre les tentes, les plus jeunes courent et rient, contrastant avec certains récits misérabilistes. « *Nous sommes comme immunisés contre la souffrance*, témoigne un adulte qui a souhaité garder l'anonymat. *Il fut un temps où l'on pleurait nos morts. Plus maintenant. C'est un réflexe de survie.* » L'armée congolaise, accusée de maltraitances à l'encontre des déplacés, est absente d'Acogenoki.



Providence, dans le camp d'Acogenoki (mai 2024).
© Vincent Ortiz

Cheveux enturbannés et robe aux couleurs vives, le regard vide et pensif, Providence se remémore comment sa vie quotidienne s'est dégradée. « *Nous voulions rester dans notre village malgré la guerre et malgré la persécution contre les Tutsis. À l'approche du conflit, on s'est mis à nous pointer du doigt, à nous accuser d'être Rwandais. Je me suis rendu compte que l'amour qui nous unissait à nos voisins était en train de disparaître.* » Cette jeune femme d'une trentaine d'années est issue d'un petit village proche de la frontière rwandaise, l'un des premiers à avoir été exposé au conflit. Elle poursuit d'une voix monocorde : « *Un jour, mes deux oncles sont partis à la messe et n'en sont pas revenus. On m'a rapporté la tête de l'un d'entre eux. Plus tard, on a tiré sur ma mère. Elle a succombé à ses blessures.* » Son village était alors en lutte avec le M23, et les habitants identifiés comme Tutsis étaient accusés de collaborer avec l'« envahisseur ».

Providence accuse les Mai-Mai d'avoir instauré un climat de psychose. Elle critique aussi l'attentisme des Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC). Lors de sa fuite vers Goma, elle s'est retrouvée avec d'autres Kivutiens, qui, eux, quittaient la région par crainte du M23. « *J'ai dû cheminer avec des tueurs* », précise-t-elle avant de conclure : « *Si le conflit prend fin et que je peux retourner dans mon village, suis-je censée cohabiter avec ceux qui ont assassiné ma mère ?* »

Providence n'est pas la seule à témoigner du calvaire d'une fuite avec ses bourreaux. « *Avant Goma, je me suis arrêtée dans cinq villages*, raconte Lucie. *À chaque fois, je me suis sentie menacée par des déplacés hostiles aux Tutsis.* » Cette jeune femme enceinte et ses deux enfants se sentent plus en sécurité depuis qu'ils sont à Goma. Du moins dans l'enceinte du camp. « *Lorsque nous allons sur les marchés, les gens nous attrapent, et nous disent que nous sommes des rebelles. Pourtant, nous sommes des déplacés comme eux ! Je n'ai pas demandé à Dieu de naître dans cette tribu, ou avec cette morphologie* », ajoute-t-elle en référence aux préjugés racistes dont sont l'objet les Tutsis – qui seraient grands et minces, au nez fin et à la peau claire.

Des autorités locales bienveillantes

Les déplacés tutsis témoignent de l'ampleur des persécutions dénoncées par Kigali, mais les causes et les protagonistes mis en avant divergent des discours officiels. Plus que toute autre, la milice Nyatura est pointée du doigt. « *Les Nyatura ont toujours été hostiles à notre égard* », rapporte Marie, rescapée de la ville de Kitshanga, dans le Masisi, à l'ouest de Goma. À la faveur du conflit, les Nyatura – aidés selon elle par les FARDC – ont pris un ascendant dans sa région et multiplié les brimades contre les Tutsis. « *Nous avons été confrontés à des discriminations sévères, mais la municipalité nous a protégés autant qu'elle le pouvait.* »

Même dans les zones contrôlées par les Nyatura, et même lorsque ceux-ci bénéficient de la bienveillance des FARDC, il se trouve des autorités – municipales, religieuses, coutumières – qui peuvent en limiter les abus. « *À l'approche du M23, les Nyatura se sont faits de plus en plus menaçants. Ils venaient nous voir sur les marchés et nous disaient : "On va vous couper vos nez", témoigne une autre déplacée du Masisi. Ils nous ont volé nos vaches. Ils ont torturé mon mari. Mais nous avons échappé à la mort grâce à l'intervention des chefs coutumiers hutus.* »

La pluralité institutionnelle de la RDC rend hasardeuse une comparaison entre le Kivu contemporain et le Rwanda de 1994, où tout un État s'était mis au service d'un projet d'extermination. « *Au Congo, il y a 450 communautés ethniques, tempère Onesphore Sematumba, analyste spécialiste de la région des Grands Lacs à l'International Crisis Group, il est donc difficile de parler des Tutsis comme d'une "minorité", contrairement à la situation rwandaise, où deux ethnies se sont fait face en vase clos. Cette fragmentation, facteur de dédramatisation des questions ethniques, est une réalité que l'on peut opposer au discours "minoritariste" de Kigali.* »

« Le M23 ne sert pas la cause des Tutsis »

Surtout, le chercheur souligne le rôle central de la progression du M23 dans l'accroissement des discriminations : « *On a justifié cette guerre au nom de la protection des Tutsis. Mais plus le M23 progresse, plus la communauté tutsie – à qui il est reproché d'être un soutien au groupe – se trouve exposée. C'est tout l'effet pervers de ce conflit. En temps de paix, les Tutsis n'étaient pas persécutés. Ils priaient dans les mêmes églises et se déplaçaient dans les mêmes marchés que les autres.* »

Une analyse qui s'accorde avec plusieurs rapports du Groupe d'experts du Conseil de sécurité de l'ONU² et résonne avec de nombreux témoignages récoltés à Acogenoki. « *Avant la guerre, il n'y avait pas de tribalisme. Le M23 ne nous représente pas et ne sert pas la cause des Tutsis* », rappelle Marie. Lucie, elle, fait état de discriminations antérieures aux assauts du groupe, mais précise que « *c'est lorsque la guerre a éclaté qu'elles se sont fait sentir au point qu'[ils ont] dû fuir* ».



Alice Maombi, responsable du camp d'Acogenoki (mai 2024).
© Vincent Ortiz

« *Depuis un an que nous vivons à Goma, pas une seule personne n'a été lapidée ou séquestrée, rapporte Alice Maombi, la cheffe du « camp tutsi ». La municipalité de Goma a compris qu'il serait dangereux de nous mêler aux autres rescapés, c'est pourquoi elle nous a fourni cet espace protégé.* » Les déplacés rencontrés sont unanimes à louer les efforts des autorités pour les mettre à l'abri des vexations potentielles.

Le spectre de la « cinquième colonne »

Du côté des combattants qui acceptent de nous rencontrer, les questions relatives aux discriminations sont balayées d'un revers de main. « *Les Tutsis congolais sont des citoyens comme les autres. Ce n'est pas une question ethnique* », affirme Aaron, ancien membre de l'APCLS. Comme d'autres, pour illustrer son propos, il énumère spontanément les dirigeants tutsis de premier plan impliqués dans la lutte contre le M23 : « *Le général Obed Rwibasira, le général Innocent Kabundi ou le colonel Innocent Gahizi sont tutsis et ils ont la pleine confiance des autorités et de la population* », explique-t-il avant d'ajouter que « *le M23 est un mouvement étranger* ».

Aaron explique être originaire d'un village du Rutshuru, dans l'est du Nord-Kivu, « *martyrisé par l'armée rwandaise en 1996* »³. Il dit avoir rejoint l'APCLS pour « *combattre le Rwanda* », mais que ce groupe était « *une bande de pilliers qui ne valait pas mieux qu'une autre* ». Il a dû s'acquitter de quelques centaines de dollars pour en partir. Il prête au chef d'État rwandais, Paul Kagame, un grand dessein de reconfiguration de la région des Grands Lacs sur des bases ethniques. Pour lui, ce projet serait à l'œuvre depuis les années 1980 – à l'époque où le Front patriotique rwandais (FPR), le mouvement de Kagame, était en exil dans l'Ouganda voisin et soutenu par le président Yoweri Museveni. Il s'agit d'une relecture conspirationniste de l'histoire des conflits des Grands Lacs maintes fois démentie.

Après avoir siroté deux bières, Aaron finit par confesser son scepticisme quant au patriotisme d'une partie des Tutsis congolais, suspects de constituer une « cinquième colonne » rwandaise. Une ambivalence que l'on retrouve dans d'autres entretiens au cours desquels les officiers tutsis mis en avant pour souligner la volonté d'intégration des autorités congolaises sont ensuite désignés comme autant des menaces potentielles au sein de l'État congolais.

Postures ambivalentes et amalgame

Cette crainte est renforcée par la loyauté douteuse d'anciens rebelles soutenus par le Rwanda et l'Ouganda – pas nécessairement tutsis – reconvertis dans la politique congolaise, à l'instar d'Antipas Mbusa. Ce membre fondateur du RCD en 1998 (un groupe politico-militaire armé par Kigali et Kampala) avait déposé les armes pour accepter d'entrer au gouvernement de Joseph Kabila. Marginalisé en 2012, il avait été parmi les premiers soutiens du M23⁴. Après avoir cherché l'appui de l'Ouganda pour renverser Kabila⁵, il est revenu en grâce avec l'élection de Félix Tshisekedi, qui l'a nommé ministre de l'Intégration régionale. De même, les défections récentes de responsables congolais au profit de coalitions pro-M23 exacerbent les réflexes paranoïaques, comme celle de Corneille Nangaa, ex-président de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni) et leader de l'Alliance fleuve Congo⁶.

L'attitude de certains représentants officiels de la communauté tutsie est également mise en cause. « *Je ne comprends pas pourquoi ils ne sont pas plus clairs quant à leur rapport au M23* », confie un jeune militant du mouvement démocratique et souverainiste Lucha. Ce chercheur du Nord-Kivu, qui arbore un tee-shirt où l'on peut lire, en lettres rouges, « *Rwanda is killing* » (« le Rwanda tue »), préfère parler sous couvert d'anonymat :

Ces dernières années, la figure du « Tutsi patriote » a notamment été incarnée par Muheto Muhizi Umu-nyemera, qui dénonce avec force l'invasion du pays par le M23. Mais, d'un autre côté, Vincent Tengera⁷, président de la jeunesse tutsie dans le Nord-Kivu, a publié [en février] une lettre ouverte pour se désolidariser de l'engagement de Muheto. Pourquoi l'a-t-il fait ? Cette posture maladroite et ambivalente favorise un amalgame qu'il faut éviter.

Quid des FDLR ? « *Les FDLR sont à présent intégrées dans les FARDC au point qu'elles sont presque devenues une seule et même entité* », affirmait Paul Kagame à *Jeune Afrique* en janvier 2023. Selon lui, l'armée congolaise aurait absorbé l'entité génocidaire dans ses rangs. Et elle participerait elle-même à ce « *nettoyage ethnique* ».

Guerre informationnelle

Depuis la rupture de la bonne entente entre Kigali et Kinshasa, cette thèse est ressassée par la diplomatie rwandaise et relayée par une influente nébuleuse para-étatique, comme le montre un récent rapport de trois chercheurs de l'Université Clemson, aux États-Unis. Ce travail documente des opérations d'influence coordonnées sur le réseau social X (ex-Twitter) menées par des centaines de comptes recourant notamment à ChatGPT⁸. L'une d'entre elles visait à générer de multiples messages intégrant les hashtags #Ethnic-CleansingInDRC (« Nettoyage ethnique en RDC ») et #DLFRFatshi (« Fatshi FDLR », en référence au diminutif du président Tshisekedi).

Qu'en est-il réellement des liens entre les forces armées congolaises et les FDLR ? Il est certain que plusieurs unités ont été intégrées dans les FARDC, ainsi que le documentent des rapports onusiens. Mais leurs

effectifs réduits – autour d'un millier en 2023, selon la Mission de l'Organisation des Nations unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (Monusco) – les rendent peu aptes à faire infuser une idéologie anti-Tutsis dans l'armée congolaise. « *Kinshasa fait feu de tout bois, analyse Onesphore Sematumba. Face à l'avancée spectaculaire du M23, de nombreuses forces ont été mobilisées : des mercenaires roumains, l'armée burundaise, la Monusco, ainsi que des groupes armés à connotation ethnique. L'intégration des FDLR doit être comprise comme une réponse à la déferlante du M23, bien davantage que comme un gage donné aux forces anti-Tutsis.* »

Le spectre d'un génocide est-il instrumentalisé par Kigali pour légitimer son ingérence et prévenir toute critique sur sa politique⁹ ? Aux yeux du Groupe d'experts du Conseil de sécurité de l'ONU, cette accusation ne fait qu'accroître l'hostilité à l'égard des Tutsis : « *La manipulation du discours de génocide par le M23 et les autorités rwandaises a considérablement augmenté le risque d'attaques contre des civils* », indiquait-il en juin 2023.

L'accusation de « *génocide imminent* », ajoutait-il, a « *créé un terrain dangereusement fertile pour l'incitation à la peur, les discours haineux et les représailles violentes* ». Cette instrumentalisation mémorielle génère les mêmes craintes chez Onesphore Sematumba : « *On a vu dans la région se dérouler un génocide. Le gouvernement rwandais sait mieux que quiconque qu'il est dangereux de galvauder un terme si chargé.* »

Vincent ORTIZ

Vincent Ortiz est doctorant en économie. Il est par ailleurs rédacteur en chef adjoint du média *Le Vent Se Lève*.

<https://afriquexxi.info/RD-Congo-A-Goma-les-refugies-tutsis>

« Les jeunes ne veulent plus de dirigeants corrompus, et surtout ils ne veulent plus de la Françafrique »

En Afrique de l'Ouest, le panafricanisme rime désormais avec « dédagisme »

Le 6 juillet dernier, le Mali, le Niger et le Burkina Faso, qui avaient déjà fondé l'Alliance des États du Sahel, ont annoncé la création d'une « confédération ». Rejetant la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (Cedeao), jugée pro-occidentale, ils revendiquent panafricanisme et défense de la souveraineté. Repris un peu partout sur le continent, ces mots sont aussi forts qu'ambigus.

Élu sur une promesse de rupture, c'est néanmoins paré de tous les atours de la respectabilité – costume et cravate bleus, écharpe verte de grand-croix de l'ordre national du lion et collier en or du grade de grand-maître – que M. Bassirou Diomaye Faye a prêté serment devant un parterre de chefs d'État et de gouvernement africains le 2 avril dernier (1). Le nouveau président sénégalais, le plus jeune de l'histoire du pays (44 ans), vainqueur dès le premier tour du scrutin avec plus de 54 % des suffrages, est resté serein derrière son pupitre. Ni fanfaronnade, ni anathème : son discours minimaliste d'une dizaine de minutes ne tranche en rien avec ceux de ses pairs d'Afrique de l'Ouest : « *démocratie* », « *liberté* », « *progrès* », « *souveraineté* » mais pas de « *rupture* », et encore moins de « *révolution* ». Il n'a pas non plus parlé de la jeunesse, celle qui l'a porté au pouvoir à l'issue d'une succession de manifestations réprimées dans le sang par le régime de M. Macky Sall (au moins cinquante-six morts depuis 2021 selon Amnesty International). Il a tout de même consenti à rappeler que « *les résultats sortis des urnes expriment un profond désir de changement systémique* ».

Une semaine plus tôt, le 25 mars, une fois sa victoire acquise, le candidat des Patriotes africains du Sénégal pour le travail, l'éthique et la fraternité (Pastef) avait pourtant mis un mot chargé en symbole sur cette envie de changement : « *Je suis porteur d'un panafricanisme de gauche* », avait-il lancé à ses partisans. Le seul panafricanisme qui vaille, selon ses conseillers. « *C'est ce pour quoi nous nous battons depuis le début, assure l'un d'eux. Nous luttons pour un Sénégal libre, dans une Afrique libre, dans un monde libre.* » La victoire du Pastef, veut croire ce dernier, est une « *étape fondamentale* » dans le renouveau de cette grande idée que beaucoup pensaient obsolète, à force de dévoiement.

Le panafricanisme est « *une énigme historique* », estime l'historien Amzat Boukari-Yabara, qui rappelle que « *sa date et son lieu de naissance divergent en fonction des critères retenus pour le définir* », et que « *sa définition même varie* » (2). La plus courante le décrit comme un mouvement d'émancipation politique et d'affirmation culturelle des peuples africains et afro-descendants, contre les discours colonisateurs et racistes des Européens. Georges Padmore, l'une des figures historiques de ce courant, l'avait défini en 1960 comme une idée visant « *à réaliser le gouvernement des Africains par des Africains pour les Africains* » (3).

Un réenchâtement de la politique

Sa première vie – ce que le sociologue Saïd Bouamama appelle le « *premier âge* » (4) – se déroule essentiellement sur le continent américain durant la première moitié du xx^e siècle : il s'agit pour les descendants d'esclaves de se réapproprier leur histoire et leur identité afin de s'émanciper de la domination blanche. S'apparentant alors au pan-négrisme, il promeut la solidarité raciale et la revalorisation culturelle de l'Afrique et des Noirs. Il se structure autour de plusieurs intellectuels empruntant des voies différentes. Deux d'entre eux ont laissé une empreinte durable : l'universitaire américain William Edward Burghardt Du Bois (dit W.E.B. Du Bois) et le militant jamaïcain Marcus Garvey. Le premier revendique l'égalité des droits aux États-Unis tout en défendant l'indépendance des colonies. Il participe notamment à la première conférence panafricaine en 1900 à Londres, puis il organise cinq congrès panafricains entre 1919 et 1945. Le second promeut le retour des descendants d'esclaves sur le continent africain – ce que l'on appelle le « *sionisme noir* ». Il soutient l'idée de « *racas pures* » et la nécessité de les séparer.

L'un et l'autre ont permis au panafricanisme de se distinguer du pan-négrisme en transformant la conscience raciale en un projet politique et géographique visant à libérer l'Afrique du joug colonial. Après la seconde guerre mondiale, les mouvements de libération s'en sont emparés pour en faire un outil de lutte contre les impérialismes. C'est le « *deuxième âge* ». De nouvelles figures émergent alors. La plus connue est Kwame Nkrumah, le dirigeant politique ghanéen qui croit possible la constitution des « *États-Unis d'Afrique* », une union à ses yeux indispensable pour résister à l'emprise des anciennes métropoles et des deux grandes puissances soviétique et américaine. Dans ce panthéon se trouvent également le psychiatre et militant martiniquais Frantz Fanon, l'historien sénégalais Cheikh Anta Diop ou encore le héros de l'indépendance du Congo Patrice Lumumba. Tous mettent en garde contre le risque de balkanisation et le néocolonialisme. S'ils prennent soin de ne pas s'aligner sur le bloc communiste, ils se rangent dans le camp des révolutionnaires et développent un discours anticapitaliste. Nkrumah défend notamment l'idée d'un socialisme ancré dans la tradition africaine précoloniale – ce qu'il appelle le « *consciencisme* » – qui vise à « *rendre à l'Afrique ses principes sociaux humanistes et égalitaires* » (5). Mais ceux qui tentent de passer à l'acte sont renversés ou impitoyablement éliminés avec l'aide des Occidentaux : assassinat de Lumumba en 1961, coup d'État contre Nkrumah en 1966, etc. Certes, l'Organisation de l'unité africaine (OUA, devenue Union africaine en 2002) voit le jour en 1963, mais il s'agit d'« *une alliance entre dirigeants qui (...) cherchent à défendre leur pouvoir* », selon Boukari-Yabara.

D'autres révolutionnaires incarnent l'idéal panafricain au cours des décennies suivantes : le Tanzanien Julius Nyerere, le Bissau-Guinéen Amílcar Cabral, le Burkinabé Thomas Sankara... Mais avec la chute du mur de Berlin en 1989 s'ouvre une parenthèse durant laquelle le panafricanisme est vidé de sa substance. Dans les années 1990 et 2000, tout le monde s'en réclame : le Libyen Mouammar Khadafi, qui finance des projets pharaoniques en Afrique subsaharienne tout en soutenant des rébellions armées dans certains pays ; le Sénégalais Abdoulaye Wade, qui fait construire le Monument de la renaissance africaine à Dakar tout en menant une politique ultralibérale... L'instrumentalisation atteint son paroxysme quand le président français Emmanuel Macron croit judicieux d'affirmer, en marge du XVIII^e Sommet de la francophonie en Tunisie en novembre 2022, que le français est « *la vraie langue universelle du continent africain* » et qu'en ce sens, « *la francophonie, c'est la langue du panafricanisme* ».

Ainsi, au début du XXI^e siècle, le panafricanisme ne fait plus peur à personne. Même les institutions de Bretton Woods, le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale tirent profit d'un discours remettant en cause les frontières pour abolir les barrières douanières. L'Union africaine fait ainsi référence dans son acte constitutif aux « *nobles idéaux qui ont guidé les pères fondateurs de [son] organisation continentale et des générations de panafricanistes* », tout en lançant le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (Nepad), son programme-phare, qui vise à développer et unifier le continent sur le modèle néolibéral promu (et souvent imposé) par les institutions financières internationales et les partenaires occidentaux. Le défenseur des droits humains nigérian Moussa Tchangari en parle alors comme du « *boubou africain du néolibéralisme* ». Au Nepad succèdent d'autres projets de la même veine : l'Agenda 2063 ou encore la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf). Cette initiative, promue par le président rwandais Paul Kagamé, est entrée en vigueur en 2021. Elle prévoit la création d'un marché unique de

l'Afrique pour les marchandises et les services englobant les cinquante-quatre États du continent. Ce « panafricanisme de droite » s'exprime également dans les congrès panafricains officiels, très éloignés du grand événement de 1900 à Londres. Après les éditions de 1974, 1994 et 2015, le neuvième congrès doit se dérouler en octobre et novembre prochains au Togo. Instrumentalisé par des chefs d'État, ce rendez-vous a fini par ne plus susciter l'enthousiasme des militants.

Face à ce rouleau compresseur, de rares partis et associations, des artistes et quelques collectifs de chercheurs et d'intellectuels (plus nombreux mais éparpillés) font en sorte de maintenir la flamme. Le politiste Aziz Salmone Fall est de ceux-là. En 1984, ce fils d'un diplomate sénégalais et d'une universitaire égyptienne a fondé avec d'autres militants le Groupe de recherche et d'initiative pour la libération de l'Afrique (Grila). Depuis quarante ans, ils prônent un « *panafricanisme de rupture* » en opposition au « *panafricanisme institutionnel* ». Après une longue traversée du désert, ils constatent « *un réel engouement* ». Mais Fall ne cache pas son inquiétude quant à cette nouvelle génération qui n'a connu que le libéralisme et n'a jamais lu ni Nkrumah ni Padmore.

À l'université Cheikh-Anta-Diop de Dakar, Oumar Dia, maître de conférences en philosophie, constate chaque jour la popularité grandissante des « héros » du panafricanisme, à commencer par Diop et Sankara. « *Après les indépendances, il y a eu un désenchantement, explique-t-il. On assiste aujourd'hui à un réenchantement, et il gagne surtout la jeunesse.* » Certains parlent d'une « *nouvelle vie* » ou, comme Bouama, d'un « *troisième âge* ». S'il reprend les grandes lignes du panafricanisme historique, celui-ci se démarque sur deux points majeurs. Tout d'abord, il ne vient plus des élites, comme durant le XX^e siècle. « *On constate qu'aux niveaux diplomatique et politique, et même académique, il n'y a pas vraiment d'évolution, hormis quelques rares exceptions. Je ne vois pas beaucoup de chefs d'État ou de partis s'en revendiquer. C'est plus du côté des peuples, au Sahel notamment, et dans les diasporas, que l'on entend ce discours* », souligne l'économiste sénégalais Ndongo Samba Sylla. Ensuite, ce nouveau panafricanisme est souvent confus et hétérogène.

Chercheur à l'Institut fondamental d'Afrique noire (IFAN) à Dakar, le sociologue Mouhamed Abdallah Ly s'amuse à observer cette nouvelle génération de militants particulièrement engagés : « *une jeunesse hétéroclite* » allant « *du doctorant qui parle un français impeccable au vendeur ambulancier qui ne parle que le wolof* ». Ce phénomène serait porté par la soif de souveraineté et l'avènement des réseaux sociaux, qui facilitent la transmission sinon du savoir, du moins des slogans. Mais aussi par un travail de conscientisation mené depuis une dizaine d'années par des organisations autonomes mobilisant la jeunesse.

C'est le rôle joué par le mouvement Y en a marre (YAM) au Sénégal, né en janvier 2011 lorsqu'un groupe de journalistes et de rappeurs décident, au milieu d'une énième coupure de courant, d'en finir avec les délestages, la gabegie et la hausse des prix (6). Leurs discours radicaux et leurs actions menées au plus près du terrain en font les porte-voix de la nouvelle génération – celle qui, quelques années plus tôt, a commencé à prendre la mer au péril de sa vie pour rejoindre l'Europe. Le succès est immédiat et, un an plus tard, les membres de YAM jouent un rôle majeur dans les manifestations contre la tentative du président Wade de se maintenir au pouvoir en modifiant la Constitution.

Au même moment, un mouvement similaire voit le jour en République démocratique du Congo (RDC) : Lucha. Et quelques mois plus tard, le Balai citoyen fait une apparition fracassante au Burkina Faso. Créé en 2013 par des intellectuels et des artistes, il se réclame de Sankara. Le révolutionnaire, au pouvoir de 1983 à 1987, revient sur le devant de la scène au grand dam de celui qui l'a renversé : le président Blaise Compaoré. En 2014, le « Balai » est au cœur de l'insurrection qui contraint le chef de l'État à fuir le pays après vingt-sept ans de règne (7).

À cette époque, il est déjà évident que ces mouvements marquent une rupture. Ils sont le résultat tout à la fois de l'évolution démographique des pays africains (60 % de la population avait moins de 24 ans en 2020, selon les Nations unies), de la détérioration de la situation économique et sociale, marquée par les manifestations contre la vie chère en 2008, et de la crise de confiance vis-à-vis des partis et plus largement du système électoral. « *Le facteur générationnel n'explique pas tout, loin s'en faut, mais il s'avère central, écrivent alors les politistes Augustin Loada et Mathieu Hilgers à propos du succès du Balai citoyen. Cette jeune génération devient adulte dans un système politique verrouillé et, pour la majorité qui n'appartient pas au clan du pouvoir, avec le sentiment de ne pas être prise en considération* (8). »

Très vite, le discours évolue. Au milieu des années 2010, on assiste à une bascule : le rejet du néocolonialisme prend le dessus. Un exemple : au Burkina Faso, le Collectif antiréférendum (CAR) (9), un mouvement de la jeunesse d'opposition à M. Compaoré, garde le même acronyme après la chute de son régime mais devient le mouvement Citoyen africain pour la renaissance. Son fondateur, M. Hervé Ouattara, inscrit en 2017 son combat dans la mouvance panafricaniste et fait de la lutte contre le franc CFA sa nouvelle priorité.

Au Sénégal, alors que YAM s'essouffle, un collectif d'organisations lance le Front pour une révolution anti-impérialiste, populaire et panafricaine (Frapp) en 2017, avec un slogan qui se répand comme une traînée de poudre : « France, dégage ! » Certes, le Frapp lutte contre la vie chère, réclame des moyens pour l'éducation et exige la renégociation des accords de partenariat économiques (APE) qui lient les pays africains à l'Union européenne. Il a en outre entrepris de s'allier à d'autres organisations de la sous-région, au sein de la West Africa Peoples Organisation (WAPO), créée en 2022. Mais sa priorité porte surtout sur la « *souveraineté économique et populaire* » du Sénégal : il exige la fin du franc CFA et le départ de l'armée française, qui dispose d'une base à Dakar depuis l'indépendance. Son leader, M. Guy Marius Sagna, se fait remarquer par ses diatribes violentes contre l'ancienne puissance coloniale et la « *bourgeoisie bureaucratique parasitaire sénégalaise, soumise à l'impérialisme en général* (10) ». « *C'est ce que la jeunesse veut entendre, elle veut reprendre son destin en main* », explique M. Souleymane Gueye, l'un des membres fondateurs du Frapp. Selon lui, la lutte contre l'impérialisme s'inscrit pleinement dans l'idéal panafricain.

L'un des principaux arguments des nouveaux panafricanistes porte d'ailleurs sur la nécessité d'acquérir une « *seconde indépendance* », ou une « *vraie indépendance* ». « *Les jeunes ont le sentiment que le travail n'a pas été fini en 1960, que le colonialisme n'a jamais cessé, et qu'il est même de plus en plus prégnant* », indique Ly. Or il est, au Sénégal comme dans toutes les anciennes colonies françaises, avant tout perçu comme venant de Paris. Pour l'économiste Samba Sylla, ce panafricanisme « 2.0 » se démarque des précédents dans le sens où « *il est moins question de fédéralisme que de dégaisme. Les jeunes ne veulent plus des dirigeants corrompus, et surtout ils ne veulent plus de la Françafrique* ».

Ces dernières années, de nombreuses organisations se sont ainsi fait un nom sur ce que l'on appelle abusivement dans l'Hexagone le « sentiment antifrçais », qui s'apparente en réalité à un rejet de la politique menée par Paris en Afrique. D'autres ont fini par intégrer ce combat, et par en faire une priorité, alors que ce n'était pas leur objectif initial. Des figures, parfois qualifiées de « néo-panafricanistes », se sont également imposées sur les réseaux sociaux, mais aussi dans le champ politique. La plus célèbre dans la sphère francophone, la plus clivante également, est probablement M. Kemi Seba.

Fils de Béninois installés en France, M. Stellio Capo Chichi (son vrai nom) s'est fait connaître au milieu des années 2000 en fondant diverses organisations défendant des thèses suprémacistes noires ou séparatistes, dont Tribu Ka (dissoute en 2006 par le gouvernement de Jacques Chirac pour incitation à la haine raciale). Condamné à plusieurs reprises en France, il a fait quelques séjours en prison. « *Nous étions dans l'excès* », reconnaît-il tout en ajoutant : « *Nous étions la sanction de nos ancêtres* » (11). En 2011, il quitte la France et s'installe au Sénégal. C'est là qu'il change de posture en se lançant corps et âme dans le combat contre le néocolonialisme et pour un « *panafricanisme révolutionnaire* ». En 2017, il se fait un nom au-delà du Sénégal en brûlant un billet de 5 000 francs CFA (7,60 euros) lors d'un rassemblement public. Dans la foulée, il est arrêté, expulsé vers la France, puis il s'installe au Bénin où il crée Urgences panafricanistes, une organisation non gouvernementale (ONG) qu'il présente comme « *citoyenne, géopolitique, traditionaliste et souverainiste* ».

Récupération par les juntes

Depuis lors, l'activiste – déchu de sa nationalité française le 9 juillet dernier à l'issue d'une procédure extrêmement rare – fait feu de tout bois, appelant à en finir avec le franc CFA et à chasser les militaires français. Comme un grand nombre de « néo-panafricanistes », il a applaudi les coups d'État menés par des militaires au Mali en 2020, en Guinée en 2021, au Burkina Faso en 2022 et au Niger en 2023. Il soutient avec force les chefs d'État qui rompent avec Paris et critique avec véhémence ceux qu'il qualifie de « *valets* » de la France, tels l'Ivoirien Alassane Ouattara ou le Béninois Patrice Talon. Très influent sur le continent mais aussi dans l'Hexagone et les territoires ultramarins français, il compte 1,3 million d'abonnés sur Facebook, 306 000 sur Instagram et 268 000 sur X.

M. Seba symbolise les tensions et les contradictions qui traversent les milieux panafricanistes. Nombre de militants dénoncent son orientation prorusse ou encore son discours suprémaciste et viriliste. Mais pour la plupart, il appartient malgré tout à la « famille » panafricaine – tendance Garvey : conservatrice, raciale et même fasciste, un terme dont le Jamaïcain se revendiquait. Pour le journaliste et écrivain sénégalais El Hadj Souleymane Gassama (dit Elgas), M. Seba n'est qu'un « *fossoyeur* ». Il dénonce l'« *enfermement sectaire* » dont seraient prisonniers les nouveaux panafricanistes, leur « *confusionnisme* », et parle d'un « *héritage travesti* » (12). Sans citer de noms, le politiste Fall ne cache pas, pour sa part, sa crainte de voir le panafricanisme historique dévoyé. « *Beaucoup font du sankarisme sans connaître Sankara* », estime-t-il. Il déplore une instrumentalisation par des mouvements « *néosouverainistes* », réactionnaires et nationalistes, qui jouent sur les peurs et l'ignorance pour imposer leurs idées.

Au Mali, au Niger, en Guinée et au Burkina Faso, les dirigeants putschistes ont très vite compris l'intérêt de récupérer ce discours. Dénoncer l'impérialisme français, mettre l'accent sur le souverainisme, et donc s'ins-

crire dans l'idéal panafricain sont les recettes les plus sûres pour eux de gagner en popularité. Et de fait, c'est la mobilisation populaire qui leur a permis, entre autres, de s'éterniser au pouvoir et de résister aux pressions internationales. Au début, aucun d'eux n'était connu pour ses idées révolutionnaires. Mais tous ont fini par se réclamer opportunément de cette mouvance, souvent abusivement.

Le colonel Assimi Goïta, au Mali, accueille régulièrement des délégations dites « panafricanistes » (il a reçu MM. Sagna et Seba notamment), et évoque la « *vocation panafricaniste du Mali* » dans ses discours. Dans le même temps, il fait arrêter toutes les voix critiques, verrouille le débat public et loue les services de la milice russe Wagner pour mener la guerre contre les groupes djihadistes. Au Burkina Faso, c'est le filon Sankara que le capitaine Ibrahim Traoré exploite. Toutes les occasions sont bonnes : un jour, il fait rebaptiser le boulevard Charles-de-Gaulle en boulevard Thomas-Sankara ; un autre, il élève le révolutionnaire au rang de « héros national »... Il prétend vouloir poursuivre « *le même combat* » que le dirigeant assassiné en 1987 et il n'est pas rare qu'il conclue ses discours comme lui d'un : « *La patrie ou la mort, nous vaincrons !* » Mais lui non plus ne laisse aucune place à la critique, et enferme ou étouffe toutes les voix discordantes. Quant au maître du Niger, le général Abdourahamane Tiani, il a entonné le refrain de l'anti-impérialisme dès sa prise du pouvoir en juillet 2023, en exigeant le départ des troupes françaises, puis des troupes américaines. Pourtant, avant cela, il n'éprouvait aucune difficulté, en tant que commandant de la garde présidentielle, à travailler avec les militaires occidentaux. Début août 2024, la nomination de M. Seba à un poste de conseiller spécial à Niamey a été perçue par la France comme une nouvelle provocation.

Ces dirigeants ont entrepris quelques réformes économiques, visant à répondre aux attentes des populations. Ils ont notamment révisé les codes miniers et renégocié certains des contrats signés avec des multinationales occidentales. Le Niger a ainsi décidé de retirer au groupe français Orano (ex-Areva) le permis d'exploitation du gisement d'uranium d'Imouraren en juin 2024. Au Burkina Faso, le capitaine Traoré a également mis l'accent sur la souveraineté alimentaire : il a lancé une « offensive agropastorale » qui a permis de faire pousser du blé pour la première fois depuis longtemps dans le pays. Mais on est loin du « grand soir » promu par les panafricanistes post indépendance : aucun n'a remis en cause les intérêts de la grande bourgeoisie, ni n'a rompu avec le FMI ou la Banque mondiale. Rares ont été les initiatives visant à augmenter les salaires des plus pauvres ou à lutter contre la corruption. Et tous s'inscrivent dans une forme de conservatisme social : contrairement à Sankara, les droits des femmes et les questions environnementales sont loin d'être une préoccupation pour eux.

En d'autres circonstances, ces régimes autoritaires ne seraient pas forcément bien vus par la gauche panafricaniste – elle pourrait même les combattre. Pourtant, après avoir tour à tour exigé de l'armée française qu'elle retire ses troupes, rompu leurs relations diplomatiques avec Paris, quitté la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (Cedeao) – perçue par beaucoup comme un instrument au service de l'impérialisme –, fondé leur propre « confédération », l'Alliance des États du Sahel (AES), affiché leur volonté de « mutualiser » leurs moyens dans les domaines sécuritaire, agricole ou énergétique et enfin fait part de leur volonté de sortir du franc CFA et de battre une nouvelle monnaie commune, ils bénéficient d'une cote au plus haut dans la galaxie panafricaniste. Alors que certains de leurs camarades sont emprisonnés dans ces pays, de nombreux militants louent le courage des militaires et les présentent comme des exemples à suivre. Pour Pierre Sané, l'ancien secrétaire général d'Amnesty International (1992-2001), « *ce n'est pas parce qu'ils portent l'uniforme qu'ils ne sont pas panafricanistes* ».

Dans ce que l'historien Boukari-Yabara appelle une « *bouillabaisse* » idéologique, il n'est pas simple de s'y retrouver. Les questions sont nombreuses : qui est panafricain, qui ne l'est pas ? Quelles sont les limites de cette « *lame de fond* » (terme employé par beaucoup d'interlocuteurs) ? Mettra-t-elle un terme définitif à l'influence française ?... Nombreux sont ceux qui se demandent si le Pastef du nouveau président sénégalais suscitera des vocations, ou si les pays de l'AES arriveront à modifier l'équilibre des forces dans la sous-région. Mais une autre question se pose : le panafricanisme « 2.0 », qui s'apparente parfois à un messianisme politique mystificateur, pourrait-il aboutir à une forme de fascisme, ou à une dérive identitaire alimentée par ce que le sociologue Bouamama appelle la « *fétichisation de l'Afrique antécoloniale* », une sorte de maladie infantile du panafricanisme qui consiste à présenter l'Afrique ancestrale comme un paradis égalitaire ? Voilà qui inquiète les gardiens du temple. « *L'Afrique n'échappe pas aux phénomènes que l'on retrouve ailleurs dans le monde*, souligne l'un d'eux, qui a souhaité rester anonyme. *Partout, la question identitaire s'impose, et partout, la place des anciennes puissances coloniales et de ce que l'on appelle l'“Occident” est remise en cause. Le rejet des formes modernes de l'impérialisme est une étape inévitable, indispensable. Elle ne peut être que radicale, voire violente, puisque les puissances impériales comme la France n'entendent pas partir d'elles-mêmes. Mais si l'on perd de vue que le panafricanisme est avant tout un internationalisme qui promeut la solidarité des peuples par-delà les frontières et les origines, on va droit dans le mur.* »

- (1) Lire Francis Laloupo, « Résilience du modèle sénégalais », *Le Monde diplomatique*, avril 2024.
- (2) Amzat Boukari-Yabara, *Africa Unite ! Une histoire du panafricanisme*, La Découverte, Paris, 2014.
- (3) Georges Padmore, *Panafricanisme ou communisme ?*, Présence africaine, Paris, 1960.
- (4) Saïd Bouamama, *Pour un panafricanisme révolutionnaire. Pistes pour une espérance politique continentale*, Syllepse, Paris, 2023.
- (5) Kwame Nkrumah, *Le Consciencisme*, Présence africaine, 2009. (1^{re} éd. : Payot, Paris, 1964).
- (6) Lire Jacques Denis, « “Taper sur un monde creux pour le faire résonner” », *Le Monde diplomatique*, avril 2015.
- (7) Lire David Commeillas, « Coup de Balai citoyen au Burkina Faso », *Le Monde diplomatique*, avril 2015.
- (8) Mathieu Hilgers et Augustin Loada, « Tensions et protestations dans un régime semi-autoritaire : croissance des révoltes populaires et maintien du pouvoir au Burkina Faso », *Politique africaine*, vol. 3, n° 131, Paris, 2013.
- (9) Lire « Au Burkina Faso, deux conceptions de la révolution », *Le Monde diplomatique*, janvier 2018.
- (10) Lire Florian Bobin, « Au Sénégal, sortir du borbier néocolonial », *Mots d’Afrique*, Les blogs du « Diplo », 7 mai 2021.
- (11) Kemi Seba, *Supra-négritude*, tome 1, Fiat Lux, Marseille, 2018 (1^{re} éd. : 2013).
- (12) Elgas, *Les Bons Ressentiments. Essai sur le malaise post-colonial*, Riveneuve, Paris, 2023.

Afrique : un continent en mouvement



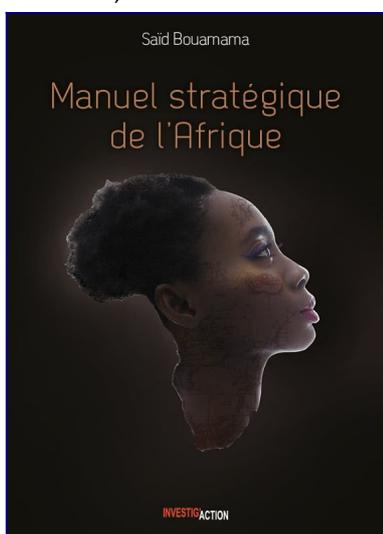
L’Afrique connaît actuellement d’importants bouleversements dont, notamment, la fin de ladite « Françafrique », vestige du colonialisme français et le retour d’un esprit de solidarité internationaliste illustré par la démarche sud-africaine auprès de la Cour Internationale de justice à propos des pratiques génocidaires d’Israël. Nous sommes devant un continent tiraillé par ses contradictions internes et par les tensions internationales. Tentative de panorama via quelques pays.

Niger : poursuite d’un processus d’émancipation risqué

Le samedi 16 mars dernier, les dirigeants du Niger répudient l’accord de coopération sécuritaire conclu avec Washington. Dans la soirée, le porte-parole du Conseil National pour la Sauvegarde de la Patrie (CNSP), le colonel Amadou Abdramane, n’hésite pas à déclarer à la télévision nationale que cet accord n’était rien d’autre qu’une « simple note verbale », imposée unilatéralement par les USA. En outre, les Tchadiens se plaignent de n’avoir aucune information à propos des opérations américaines sur leur territoire, tout comme à propos des effectifs et du matériel déployé.

La décision de Niamey doit être insérée dans un enchaînement de faits. Entre le mardi 12 et le jeudi 14 mars, une délégation venue de Washington a rencontré des membres du CNSP. Le colonel Abdramane a fustigé cette rencontre, qu'il n'a pas hésité à qualifier d'irrespectueuse des usages diplomatiques et d'imposée. Il a ajouté que les membres de cette délégation avaient fait preuve de condescendance à l'égard des Ni-gériens. Ils les auraient vitupérés et menacés de représailles pour avoir conclu des accords secrets dans le domaine sécuritaire avec la Russie et dans celui du nucléaire avec l'Iran. Le CNSP a répondu que les partenariats avec Moscou et Téhéran respectaient le droit international et a ajouté qu'en revanche des avions américains survolaient illégalement son territoire.

Après la France, c'est au tour des États-Unis d'essayer un important revers. Pendant longtemps, ils avaient ménagé le CNSP, espérant le prendre sous leur aile. Ils avaient attendu deux mois, de juillet à septembre 2023, pour qualifier la prise du pouvoir par le commandant Abdourahmane Tchiani de coup d'État. Il faut dire que, comme le *New York Times* lui-même le souligne, le pays est considéré comme une pièce maîtresse par Washington à la fois pour des raisons stratégiques (avoir un œil sur le Sahel sous prétexte de lutter contre les groupes islamistes) et économiques (avec ses importantes réserves de matières premières). De surcroît, les USA avaient environ 1 000 hommes présents sur place, regroupés dans la base 201 à Agadez. Cette base avait une valeur financière de 110 millions de dollars et était d'une importance vitale pour les services de renseignements US (avec son système de communication par satellite et sa flotte de drones). La fin de l'accord, conclu en 2012, signifie sa fermeture. Une gifle.



Le Sénégal : un modèle solide, mais équivoque

Dimanche 24 mars, des élections présidentielles ont eu lieu. Au grand soulagement de nombreux habitants, dans le calme. Les principaux partis politiques ainsi que les mouvements sociaux ont dépêché des représentants dans les bureaux de vote à travers le pays, afin de garantir l'acceptation finale du résultat.

Il faut dire que les raisons de craindre un déraillement étaient légion. Le 3 juillet 2023, le président Macky Sall avait annoncé qu'il renonçait à briguer un troisième mandat. Il avait ainsi mis fin à un intense suspense accompagné de fortes tensions politiques. Mais, alors que la crainte du dérapage semblait dissipée, il affirmait ce 3 février son intention de reporter l'élection présidentielle du 24 mars au 15 décembre. Il faut dire que les sondages concernant son candidat, le Premier ministre Amadou Ba, étaient très défavorables. Sans oublier la crainte d'une victoire de Bassirou Diomaye Faye, du mouvement Patriotes africains du Sénégal pour le travail, l'éthique et la fraternité (Pastef), fondé par le très populaire Ous-

mane Sonko, lequel prône l'indépendance nationale ainsi que la sortie du franc CFA, était inéligible en raison de plusieurs condamnations judiciaires.

Nouveau coup de théâtre : le 15 février, le Conseil constitutionnel invalide la décision de report au 15 décembre. Après quelques jours de silence, Sall annonce qu'il se soumet à la décision du Conseil. À partir de là, les événements s'accélérent. Le 6 mars, le parlement de Dakar vote une loi d'amnistie. Parmi les bénéficiaires figurent Sonko et Faye, libérés après huit mois de détention.

Le Sénégal a longtemps été célébré comme une « exception démocratique ». Cette image est à nuancer. Après des années d'un despotisme relativement éclairé, celui de Léopold Sédar Senghor, le multipartisme a été peu à peu instauré. Mais cela n'a pas empêché le pays de connaître des moments de répression. Au lendemain de l'élection présidentielle de 1988, qui avait porté au pouvoir le contesté dauphin de Senghor, Abou Diouf, son principal opposant, Abdoulaye Wade, avait été incarcéré avec d'autres dirigeants de l'opposition et l'état d'urgence proclamé. Et depuis 2021 la répression des manifestations a fait des dizaines de morts et de blessés. Il n'empêche, ce qui fascine, c'est que les Sénégalais, face à ces problèmes, ont mis en place des mécanismes de sortie de crise sophistiqués et uniques en leur genre en Afrique francophone. Ces mécanismes illustrent leur attachement à une certaine idée de la démocratie. Qu'en auraient pensé Tocqueville et Castoriadis ?

Une fois élu président, Faye a nommé Sonko Premier ministre. Les défis sont énormes. La pauvreté et les injustices sociales demeurent galopantes. L'objectif d'indépendance nationale est périlleux face à l'Occident. Et la question de la répartition des bénéfices de l'exploitation prochaine des gisements de pétrole et de gaz, découverts il y a peu, agite la société.

Le Rwanda, mercenaire du bloc occidental

Le 19 février, l'Union européenne et le Rwanda ont conclu un accord « *pour favoriser le développement de chaînes de valeur durables et résilientes pour les matières premières critiques* ». Dans les six mois qui suivent, les deux parties signataires devront élaborer « *une feuille de route comportant des mesures concrètes pour mettre en œuvre le partenariat stratégique* ».

Étrange lorsque l'on sait que ce petit pays d'Afrique centrale n'a quasiment rien comme matières premières sur son territoire. Alors qu'il ne possède aucune mine de coltan ni de tantale, il est devenu respectivement le premier et le troisième exportateur mondial de ces minerais. En revanche, son voisin, le Congo-Kinshasa, voit l'est de son territoire – au sous-sol incommensurablement riche – gangrené par la violence depuis un quart de siècle. Plusieurs rapports de l'ONU pointent sans ambiguïtés le régime de Paul Kagame comme le responsable de ces violences qui connaissent une nouvelle flambée depuis janvier 2024. Lorsque des militaires rwandais n'y prennent pas directement part, cela se fait par l'intermédiaire de groupes armés comme le M23. Selon l'OCHA, plus de 25,4 millions de personnes – soit un quart de la population du pays – souffrent d'insécurité alimentaire sévère, dont 3,5 millions sont en situation d'urgence alimentaire. La violence et l'insécurité dans les provinces orientales y sont pour beaucoup : elles compromettent le relèvement économique d'un pays ravagé par le mobutisme. Et il y a fort à parier que les récents accords conclus avec l'UE vont aggraver la situation.



Amzat Boukari-Yabara : « Les États d'Afrique francophone restent des néocolonies »

Mais il est un autre dossier où Kigali joue le rôle de mercenaire des Occidentaux : les migrants. À la mi-avril 2022, le Premier ministre Boris Johnson a annoncé la conclusion d'un deal : 120 millions de livres au Rwanda si celui-ci accepte l'envoi de migrants « en situation irrégulière » au Royaume-Uni. En décembre 2022, la Haute Cour a déclaré que ce deal était légal. Le 29 juin 2023, la Cour d'appel a en revanche estimé que l'expulsion vers le Rwanda de personnes arrivées de façon dite « irrégulière » était illégale. Cette décision se base sur le fait qu'étant donné les lacunes de son système d'asile le petit pays ne pouvait être considéré comme sûr. Le gouvernement Rishi Sunak a déclaré qu'il entendait faire appel de cette décision devant la Cour suprême. Celle-ci a émis un jugement semblable en novembre. Cela a amené Sunak à présenter un projet de loi faisant du Rwanda un pays sûr, comme par enchantement. Il doit encore être approuvé par les deux chambres. Certains le critiquent déjà par ce qu'il est en porte-à-faux avec les conventions internationales, d'autres lui reprochent de ne pas aller assez loin...

L'Afrique du Sud, au nom de l'universalisme

En décembre 2023, Pretoria a saisi la Cour Internationale de Justice contre Israël pour génocide à Gaza. Dernier pays colonisé d'Afrique, sous la férule de l'apartheid, l'Afrique du Sud a une légitimité incontestable. Son attachement à la cause palestinienne est ancien. Le dossier constitué s'attache à répondre avec minutie aux critères constitutifs du crime de génocide. Les soutiens politiques à son initiative viennent de plus de cinquante pays du monde entier. Mais aucun du monde occidental, pourtant si prompt à condamner la Russie. Deux poids deux mesures...

Gregory D'HALLEWIN, 18 juin 2024

Sources : Le Drapeau Rouge et Investig'Action

Algocratie : notre planète brûle et nous likons

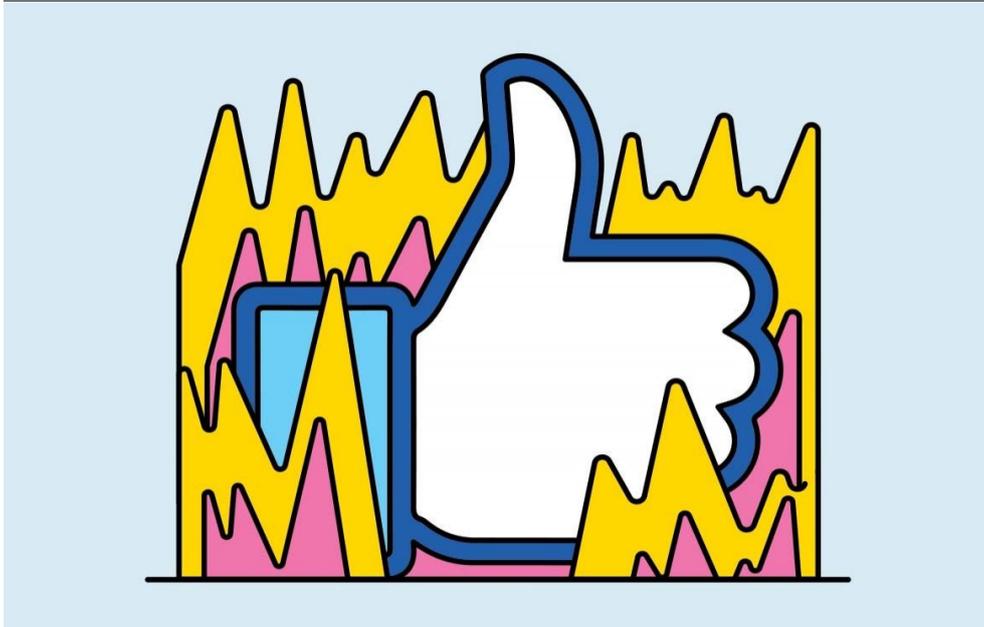


Illustration : Théophile Sutter

Ingénieur de formation, Arthur Grimonpont a rejoint Reporters sans frontières en 2023, après avoir participé à la création de la Charte de Paris sur l'IA et le journalisme, initiée par l'association. Dans son essai, *Algocratie* (Actes Sud, 2022), il montre comment les algorithmes de recommandation sapent l'espace du débat démocratique.

En 1990, Tim Berners-Lee, chercheur au CERN, remet à son patron une note intitulée « Gestion de l'information : une proposition ». Le texte dresse une esquisse de ce qui deviendra le World Wide Web. Son supérieur qualifie le document de « *vague mais prometteur* », appréciation marquant le coup d'envoi de la construction du premier site Internet. Trente ans plus tard, cinq milliards d'humains passent en moyenne sept heures par jour sur Internet. Ils y travaillent, y socialisent, y étudient, y font leurs courses et s'y divertissent. La virtualité de nos vies dépasse ce qu'avaient pu anticiper les scénarios de science-fiction les plus extravagants du XX^e siècle. Mais les services que nous rend Internet ne suffisent pas à expliquer le temps démesuré que nous y passons.

La conquête du Web ressemble à celle du Far West. S'y lancent d'abord quelques idéalistes, bandits et gagne-misère. Suivent sans tarder des prospecteurs avisés en quête de terres et de ressources inexploitées. S'installent alors des compagnies à capitaux privés s'appropriant tout ce qu'elles peuvent et remodelant le paysage selon leurs intérêts. Mais à l'horizon, pas un filon de houille, pas une goutte de pétrole : rien que des octets à perte de vue. Les géants Google et Facebook, fondés au tournant du millénaire, peinent plusieurs années avant de trouver un modèle profitable. Leur richesse était pourtant sous leurs pieds.

Comme le prophétisait le politologue Herbert Simon en 1971, « *l'abondance d'information implique [...] une pénurie de ce que l'information consomme, et ce que l'information consomme est évident : il s'agit de l'attention de ses destinataires. Par conséquent, une abondance d'information crée une rareté d'attention.* »

L'extractivisme – le fait d'accaparer une ressource inexploitée pour la transformer en marchandise – se déploie dans le virtuel avec la même avidité que dans le réel. Notre attention est une ressource finie, matière première sur laquelle se sont bâtis les empires publicitaires des entreprises les plus puissantes de la planète : Alphabet (90% de revenus d'origine publicitaire), compagnie mère de Google et YouTube, et Meta (98% de revenus d'origine publicitaire), compagnie mère de Facebook et Instagram. Les autres réseaux sociaux ont, eux aussi, des revenus presque exclusivement publicitaires. Tous se livrent une guerre féroce pour capter notre temps de cerveau disponible. C'est ce qu'on appelle l'économie de l'attention.

L'économie de l'attention précède les réseaux sociaux : c'est le modèle économique de nombreux journaux, radios et télévisions privées. Mais les réseaux sociaux ont une capacité hors du commun à connaître, cibler et influencer nos comportements pour capter notre attention. Leur principal atout réside dans leurs algorithmes de recommandation. Il s'agit de systèmes d'intelligence artificielle rudimentaires qui utilisent nos traces numériques pour prédire, dans l'océan de contenus disponibles, ceux ayant les meilleures

chances de retenir notre attention à un instant donné. C'est grâce à ces algorithmes que les réseaux sociaux se sont hissés, en seulement dix ans, au rang de premier usage du Web, en temps passé comme en nombre d'utilisateurs. Nous consacrons en moyenne deux heures et demie par jour à scroller sur X et Facebook ou à enchaîner des vidéos sur YouTube, TikTok, Instagram et Snapchat. Rien que sur YouTube, plus d'un milliard d'heures de vidéos sont visionnées quotidiennement, soit en cumulé 120 000 ans par jour. Les trois quarts d'entre elles nous sont recommandées par un algorithme.

Les dirigeants présentent leurs plateformes comme des « places de village planétaires ». En réalité elles fonctionnent comme des régimes autoritaires.

Concrètement, cela signifie qu'une poignée d'algorithmes mus par des intérêts privés structurent l'accès à l'information de la moitié de l'humanité. Les dirigeants de ces entreprises présentent volontiers leurs plateformes comme les « places de village planétaires ». Mais la réalité est plus prosaïque : elles fonctionnent comme des régimes autoritaires dirigés par des autocrates. Pour étendre leurs empires, ces derniers organisent la marchandisation de notre vie sociale, politique et culturelle, sans considération pour notre santé mentale, le droit à l'information fiable et la démocratie.

Les conséquences psychologiques de l'économie de l'attention sont désastreuses. D'abord, à l'échelle individuelle. Les élèves des pays de l'OCDE passent trois fois plus de temps sur les écrans qu'à l'école. Les jeunes enfants développent des troubles de l'attention et des retards de développement du langage. Les adolescents sont victimes d'une augmentation historique de problèmes psychiatriques : isolement, dépression, voire comportements suicidaires. L'addiction ne doit pas être vue comme une conséquence indésirable des plateformes sociales : c'est le premier objectif qu'elles visent.

Pourtant, les conséquences les plus graves de l'économie de l'attention ne se situent pas à l'échelle individuelle, mais collective. Le philosophe Michel Serres disait : « *Chaque fois qu'une révolution de l'information intervient, les civilisations basculent et se mettent en place de manière nouvelle* ». La révolution de l'information que nous traversons est d'une ampleur comparable, et peut être supérieure, à celles qui l'ont précédée : Internet, l'imprimerie, et peut-être même l'écriture. Les algorithmes structurent désormais la diffusion mondiale de l'information, y compris celle des médias traditionnels. En Occident, les moteurs de recherche (très principalement Google) et les réseaux sociaux (très principalement Facebook) fournissent environ deux tiers de leur audience aux sites d'information en ligne.

Penser user de sa liberté d'opinion sur un réseau social, c'est comme accepter de limiter sa liberté d'aller et venir à un centre commercial géant. Tout est fait pour retenir notre attention, sans égard pour nos intentions. Or, ce qui capte notre attention instantanée n'a rien à voir avec notre intention profonde. Maria Ressa, journaliste philippine et lauréate du prix Nobel de la paix en 2021, a déclaré lors de son discours de remise du prix : « *Nos vies sont aspirées dans une base de données, organisées par intelligence artificielle puis vendues au plus offrant. Ce micro-ciblage ultra rentable est conçu pour saper la volonté humaine.* »

L'économie de l'attention accorde un avantage systématique au mensonge, au sensationnalisme et à la haine. Pas parce que des ingénieurs malveillants en ont décidé ainsi, mais simplement parce que ce type de contenu retient davantage l'attention. Sur X, le faux se propage six fois plus vite que le vrai. À chaque terme insultant ajouté à un tweet, celui-ci a 20 % de chances supplémentaires d'être retweeté. Les algorithmes nous divisent et nous radicalisent. Ils nous enferment dans des chambres d'écho, microcosmes numériques parallèles où nous n'accédons qu'à un angle de vue restreint sur une sélection biaisée d'informations confirmant nos a priori. Notre socle de connaissances et de croyances communes s'érode, et le contrat social avec lui. En 2016, YouTube a directement contribué à faire élire Donald Trump en lui octroyant une visibilité disproportionnée : sur cette plateforme comptant 150 millions d'utilisateurs américains réguliers (l'élection ne s'était jouée qu'à 80 000 voix), 80 % de contenus lui étaient favorables. En 2020, les habitants de la première puissance économique mondiale n'étaient même plus capables de se mettre d'accord sur l'issue des élections et des partisans d'une théorie complotiste invraisemblable (QAnon) prenaient d'assaut le capitol. Hannah Arendt a dit : « *Quand tout le monde vous ment en permanence, le résultat n'est pas que vous croyez ces mensonges mais que plus personne ne croit plus rien. [...] Et avec un tel peuple, vous pouvez faire ce que vous voulez.* »

Mais un problème possiblement encore plus grave que la désinformation réside dans le détournement systématique de notre attention. Nous nous laissons emporter dans un fleuve de distractions futiles au lieu de nous concentrer sur ce qui compte. L'asservissement de l'information à des intérêts privés nous empêche de poursuivre notre intérêt collectif de long terme.

En 1945, peu après les bombardements d'Hiroshima et Nagasaki, un groupe d'éminents scientifiques s'est réuni pour alerter l'opinion sur les implications existentielles de l'arme atomique pour notre espèce. L'organisation ainsi créée, le Bulletin of the atomic scientists, a été soutenue par plus de quarante lauréats du prix Nobel, dont Albert Einstein et Richard Oppenheimer. L'objectif du Bulletin était (et reste) d'alerter sur

les menaces existentielles d'origine humaine. Après s'être intéressé à l'arme nucléaire et au changement climatique, le Bulletin a ajouté en 2022 une nouvelle menace globale : « *un paysage de l'information corrompu empêchant toute prise de décision rationnelle* ».

Dans le paysage de l'information actuel, nous n'avons aucune chance d'apporter une réponse collective intelligente aux grands défis de notre époque. Une analyse conduite en 2019 sur les 200 vidéos de YouTube les plus visionnées au sujet du changement climatique a montré que plus de la moitié des vues étaient associées à des vidéos propageant des thèses climatosceptiques ou complotistes.

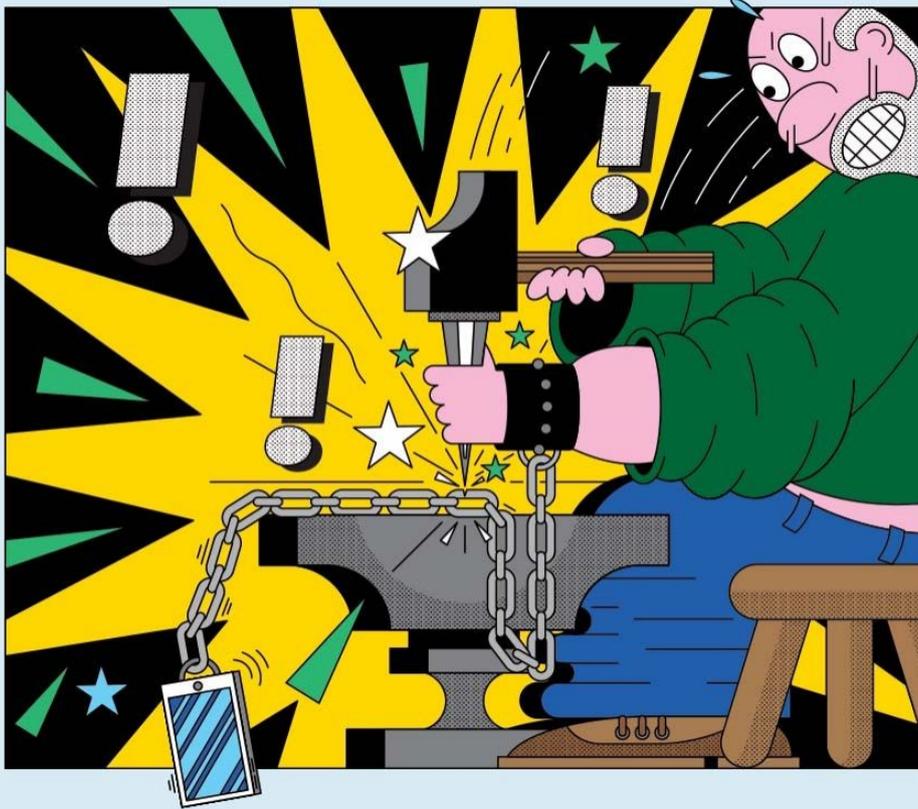
Alors que faire ? Face au chaos informationnel, une recommandation est devenue consensuelle : l'éducation aux médias et à l'information. Au point d'être inscrite au programme scolaire dans plusieurs pays européens dont la France. Une aubaine pour les plateformes, puisqu'il s'agit de déplacer la responsabilité des multinationales qui structurent le marché de l'information aux individus qui la consomment. C'est l'équivalent des écogestes face au changement climatique : faites du vélo mais ne taxez pas le kérosène.

On ne résout pas un problème de société par la vertu individuelle. Les prises de conscience ne sont utiles que si elles débouchent sur un changement structurel. C'est ce à quoi l'Europe commence à s'atteler à travers l'adoption récente de lois contraignantes : le règlement sur les services numériques (Digital Services Act) et la législation sur l'IA (AI Act). Bien sûr, les Gafam exercent à Bruxelles un lobbying à la hauteur de leurs moyens. Les sommes que ces entreprises dépensent en influence dépassent désormais celles des industries pétrogazière et pharmaceutique. Conséquence : ces lois visent juste mais ne frappent pas assez fort. Quoiqu'il en soit, les fondements d'une régulation démocratique des plateformes sont en place. Il était temps : après avoir transformé la diffusion de l'information, l'IA générative s'apprête à bouleverser sa production.

Arthur GRIMONPONT , publié le 24 juin 2024

Ingénieur de formation, Arthur Grimonpont a rejoint Reporters sans frontières en 2023, après avoir participé à la création de la Charte de Paris sur l'IA et le journalisme, initiée par l'association. Dans son essai, Algocratie (Actes Sud, 2022), il montre comment les algorithmes de recommandation sapent l'espace du débat démocratique.

Capitalisme de l'attention : 4 pistes pour reprendre le contrôle



Illustrations : Théophile Sutter

Et si le silence, comme le fait de ne pas être interrompu, n'était plus seulement un luxe mais un droit auquel tout le monde pouvait prétendre ? Pour lutter contre l'épidémie de distraction qui se propage à l'ère du big data, Socialter explore quatre pistes de leviers à actionner pour libérer l'attention des intérêts du privé.

Pour un droit individuel à la protection de l'attention

*« Dans une culture saturée par des technologies visant à capter notre attention, notre vie mentale est radicalement exposée à se transformer en ressource exploitable », écrit le philosophe Matthew B. Crawford dans son essai *Contact* (La Découverte, 2016). Pour s'en protéger, le collectif Attention, qui rassemble plusieurs associations engagées pour sortir de la dépendance aux écrans, propose d'instituer un « droit à la protection de l'attention ». À la base de ce droit : la reconnaissance de l'attention comme un bien commun à défendre, au même titre que l'eau ou l'air. Avec ce droit, Florent Souillot, cofondateur de l'association Lève les yeux ! espère protéger l'attention des plus vulnérables « via de la prévention systématique auprès des familles et des enfants, mais surtout par l'interdiction de la vente de smartphones, de l'accès aux réseaux sociaux avant un certain âge et des écrans à l'intérieur des écoles ».*

Du côté des utilisateurs, ce droit pourrait s'inspirer des principes du règlement général sur la protection des données (RGPD). « Sur la transparence des données, les plateformes pourraient rendre visibles aux utilisateurs le temps d'utilisation du service, la quantité de données concédée, ou encore, quels contenus ont généré des revenus publicitaires », poursuit-il. Des mesures pratiques qui s'inscriraient, selon la juriste Célia Zolynski, co-auteurice de l'ouvrage *Pour une nouvelle culture de l'attention* (Odile Jacob, 2024), dans un véritable « droit du paramétrage ».

L'idée ? Légiférer pour contraindre les plateformes numériques à rendre lisibles et accessibles leurs paramètres, en sanctionnant par exemple l'usage de *dark patterns*, ces interfaces trompeuses qui orientent la navigation. « Pour cela, les plateformes peuvent s'appuyer sur les travaux de recherches des Designers éthiques ou de la fondation Panoptykon qui recommandent des conceptions plus éthiques », souligne la juriste. Pour Karl Pineau, le cofondateur de l'association des Designers éthiques, il s'agit plus globalement de changer l'échelle des paramètres : « Accepter ou non les cookies publicitaires devrait pouvoir se faire en

une seule fois, au moment de l'installation de son ordinateur ou d'un nouveau navigateur par exemple, et plus à l'échelle de chaque site ou application comme c'est le cas aujourd'hui».

Une autre piste juridique, cette fois-ci du côté des travailleurs, a été imaginée par l'association Halte au contrôle numérique, via la création d'un statut d'« objecteur du numérique ». Il permettrait par exemple aux salariés des plateformes d'exercer un droit de retrait – en cas d'une évolution de l'entreprise contraire aux valeurs de leur métier – ou encore via un droit de veto sur la production ou la manière de produire. Plus largement, ces droits octroieraient une protection à tout citoyen soumis à l'obligation d'utiliser le numérique : *« Dans l'éducation, cela pourrait permettre aux enseignants de contourner certaines obligations, comme refuser de remplir les bulletins en ligne ou passer par des convocations papier »,* explique Agnès Bayle, membre de l'association qui a participé aux réflexions. Un statut que l'association voudrait faire reconnaître, au même titre que l'objecteur de conscience qui permettrait à l'époque aux citoyens qui le souhaitaient d'échapper à leur année de service à l'armée.

Promouvoir la déconnexion

« Sois plus smart que ton phone : range-le », « éteins ton smartphone et le monde s'allume », « l'abus de smartphone nuit à la santé ». Au théâtre de l'Escabeau, dans le Loiret, ou au Social Bar du 12^e arrondissement de Paris, il est vivement conseillé de passer le pas de la porte sans smartphone. À l'initiative des slogans affichés à l'entrée, l'association Lève les yeux !, qui décide en 2018 de créer un label pour les bars, les restaurants, les salles de concerts et les théâtres afin de promouvoir des lieux de déconnexion. *« L'idée de départ était de leur proposer un éventail de solutions, de l'affichage de slogans à l'animation de débats ou de soirées thématiques, jusqu'à une consigne pour déposer son téléphone à l'entrée »,* explique Florent Souillot, le cofondateur de l'association. Une trentaine de lieux en France ont accepté d'utiliser ce label, comme le théâtre de l'Escabeau *« qui met régulièrement des pièces sur le sujet à l'honneur et en profite pour faire de la prévention avant les spectacles ».*

Pour ne plus être captif, trouver des lieux qui font explicitement la promotion de la déconnexion – voire interdisent l'usage du téléphone – aide à maintenir son attention hors des griffes des Gafam, mais la déconnexion peut aussi être un choix radical appliqué au quotidien. Karine Mauvilly en a fait l'expérience pendant quatre ans. En 2012, elle décide de se passer de téléphone portable et en fait une ligne de conduite qu'elle nommera « le cyberminimalisme », dans un livre éponyme paru en 2019.

Selon l'autrice, le cyberminimalisme se définit par la volonté de minimiser la place prise par la cybernétique, cet *« art de diriger à partir de l'information disponible ».* Cela passe par réaliser la matérialité du numérique – et donc le nombre d'objets connectés en sa possession –, se questionner sur l'âge des premiers usages du numérique, refuser de se laisser remplacer par des logiciels, fournir le minimum de données, ne plus enregistrer chaque concert ou photographier chaque arc-en-ciel croisé sur son chemin ou encore *« pratiquer la cyberpolitesse ».* En d'autres termes, se fixer quelques règles, à l'image de la méthode des « 4 pas » (pas d'écran au réveil, pendant les repas, avant de dormir et dans la chambre), inventée par la psychologue Sabine Duflo.

Reste que dans un contexte professionnel, ce choix n'est pas toujours possible. Il existe pourtant un « droit à la déconnexion », intégré dans le code du travail et mis en application depuis 2017. *« Dans le code du travail, il n'y a pas de définition précise du droit à la déconnexion. Celui-ci doit cependant être négocié avec l'employeur dans le cadre de la négociation annuelle obligatoire sur l'égalité entre les femmes et les hommes et la qualité de vie au travail et, en cas d'absence d'accord, faire l'objet d'une charte. Or, cette obligation s'impose uniquement aux entreprises de plus de 50 salariés »,* indique Caroline Diard, professeure associée à TBS éducation.

Dans les faits, la mise en œuvre de ce droit est tout aussi floue. Selon une étude de 2023 menée par l'Observatoire du télétravail, organisé par la CGT sur près de 7 000 répondants, *« seulement 36 % bénéficient d'un dispositif de droit à la déconnexion, alors même que ce droit se trouve dans le code du travail ».* Il y a pourtant des moyens de renforcer ce droit : *« On pourrait très bien imaginer délimiter les temps d'interactions numériques – quitte à bloquer l'accès à certaines applications passé une certaine heure – ou cartographier les risques d'hyperconnectivité liés aux différents secteurs d'activité »,* cite Caroline Diard. Bref : poser à l'écrit un cadre plus précis pour rendre enfin ce droit effectif.

Contre la « merdification » d'Internet, socialiser les outils numériques

Loin de ses promesses utopiques de partage de la connaissance et d'horizontalité, l'Internet de 2024 est synonyme de surveillance, d'hyper-concentration et de verticalité. Il s'est *« emmerdifié »,* selon l'expression du journaliste canadien Cory Doctorow. En cause ? Le modèle économique des grands conglomérats du nu-

mérique qui se sont, au fil du temps, constitués en oligopoles, devenant des citadelles imprenables auxquelles sont assujettis les utilisateurs, prisonniers du Web des solutions propriétaires fermées.

La principale conséquence du processus de « merdification » est la dégradation inexorable des services numériques rendus par les plateformes, bien que celles-ci nous maintiennent dans un état de captivité. En effet, le coût de sortie du système demeure trop élevé : on ne souhaite pas tourner le dos à ses « amis » Facebook, ni abandonner les précieux capteurs de veille posés sur X ou scroller les 18 pages d'Amazon qui nous conduiront au produit recherché au bon prix.

Dès lors, comment sortir de ces enclos numériques qui semblent toujours plus proches de la prison panoptique ? En imposant l'interopérabilité des systèmes, c'est-à-dire la possibilité pour différents protocoles et infrastructures de fonctionner ensemble, de façon ouverte. Tordre le bras des plateformes en ce sens, en partie grâce à l'action concertée des États, est l'un des piliers de l'Internet écosocialiste tel que l'appelle de ses vœux le chercheur Michael Kwet. Massifier l'usage de logiciels libres et open source (comme les outils développés par Framasoft), des licences Creative Commons et des Fédivers, ces réseaux de serveurs décentralisés qui servent notamment d'alternatives aux principaux réseaux sociaux, est également une piste incontournable. Ce qui sous-entend de les rendre opérationnels et désirables comme solutions par défaut.

Aux Pays-Bas, la communauté expérimentale du *permacomputing* entend « réensauvager le Web » grâce aux outils de la permaculture. Réutilisation d'anciennes cartouches de jeux vidéo, réparation des outils, utilisation de serveurs fonctionnant à l'énergie solaire... Cet ensemble de pratiques incarne la possibilité d'un numérique sobre et décroissant qui se réapproprie la notion de limite.

Plus radicales, certaines approches entendent changer le logiciel même de l'Internet contemporain. « *Je ne veux pas rétablir le "bon vieux" web. Je veux que nous ayons un "bon nouveau" web* », énonce Cory Doctorow. « *Il nous faut penser d'autres technologies et non plus simplement penser un autre usage des technologies capitalistes* », complète le sociologue Juan Sebastian Carbonell, qui défend l'idée d'un « *communisme technologique* ». Comment ? En parvenant à socialiser l'intégralité de la chaîne de valeur du secteur numérique, depuis l'infrastructure (data centers, câbles sous-marins, réseau de fibre optique) jusqu'aux logiciels, algorithmes et outils finaux. Bientôt un Grand Soir de l'Internet ?

Préserver l'espace public : vers plus de communs low-tech ?

Dans les gares, le long des routes ou encore dans le métro parisien, les écrans publicitaires ont peu à peu envahi l'espace public. Ce procédé énergivore et irrésistible pour l'attention, l'association Résistance à l'agression publicitaire (RAP) en a fait son cheval de bataille. À l'époque de sa création en 1992, il n'y avait pas d'écran numérique dans l'espace public. Le but était de lutter contre les effets négatifs directs et indirects de l'activité publicitaire. Mais depuis l'apparition des écrans publicitaires dans l'espace public, le collectif est vent debout : « *Pour nous, c'est le summum de l'agression publicitaire. Si l'on peut éviter la publicité, on peut choisir les médias qu'on consulte ou mettre un "stoppub" sur sa boîte aux lettres, mais on ne peut pas éviter l'espace public* », constate Thomas Bourgenot, chargé de plaidoyer pour l'association.

Si les membres ne sont pas contre le fait de rendre publiques certaines informations, ils militent pour favoriser une « *démarche active* », en réservant par exemple des espaces dédiés où les citoyens pourraient s'informer et en choisissant « *des panneaux plus petits parallèles à la circulation et non plus perpendiculaires* ». Pour le moment, seules quelques villes ont interdit les écrans dans l'espace public, comme Paris en 2011 ou Lyon en 2023. « *Il y a cependant une limite à ces interdictions, car le code de l'environnement ne s'intéresse qu'à l'affichage dit "extérieur". Dès que l'écran publicitaire est à l'intérieur d'un local, même s'il est visible de l'espace public, le code de l'environnement n'est pas compétent. Nous militons pour que les pouvoirs publics encadrent la publicité des vitrines des magasins et celles dans les transports en commun* », précise Thomas Bourgenot, sachant qu'en 2019, l'Ademe estimait le nombre d'écrans publicitaires visibles de l'espace public à l'intérieur des commerces à 55 000 en France.

Pour retrouver la liberté de ne pas posséder d'objets numériques, certains veulent réhabiliter l'usage des cabines téléphoniques dans l'espace public. C'est le cas de l'Observatoire international pour la réinstallation des cabines téléphoniques qui, au printemps 2022, a installé la première cabine téléphonique depuis leur démantèlement par Orange, à Grenoble, dans le parc Marliave. « *Nous avons installé un téléphone fixe qui fonctionnait sur batterie avec une carte sim où les gens pouvaient prendre le combiné, composer un numéro sans emporter le téléphone* », explique Vincent, membre de l'OICT.

Si la cabine est utilisée des dizaines de fois par jour, et malgré le succès ressenti par les membres de l'observatoire, l'expérimentation a pris fin l'année qui suit à cause de frais supplémentaires dus à des dépassements de forfait. « *Nous voulions réclamer le droit de pouvoir vivre sans téléphone et smartphone, sans pour autant nous transformer en opérateur téléphonique* », confie Vincent. Message entendu. L'opérateur TeleCoop et le service de location d'objets numériques Commown s'apprêtent à installer une première cabine téléphonique à Strasbourg.

Cabines nouvelle génération, munies d'une tablette avec accès à Internet, appels et sms gratuits, « elles pourraient servir aux personnes en grande précarité pour accéder gratuitement à certains sites et communiquer avec leurs proches », ou encore « être installées à la demande de collectifs de parents d'élèves devant des écoles et collèges afin de repousser le moment d'équiper leur enfant d'un smartphone, ou simplement de pallier une batterie déchargée », peut-on lire sur leur site. L'objectif : en faire « un bien partagé et sobre » à l'image « d'un temps où notre attention n'était pas autant accaparée par les écrans de nos smartphones ».

Léa DANG et Nastasia HADJADJI, publié le 25 juin 2024
Léa Dang est journaliste chez Socialter et Nastasia Hadjadji est journaliste indépendante.

Des cerveaux humains pour fabriquer des ordinateurs qui dépassent l'intelligence naturelle... FinalSpark donne un coup d'accélérateur au transhumanisme

Le « Wetware computing » mélange biologique et informatique

Article publié sur [Essentiel.news](https://essentiel.news)

Le thème récurrent de la science-fiction où le cerveau humain alimente la machine prend le chemin de la réalité ! Basée à Vevey en Suisse, la société FinalSpark co-fondée par Fred Jordan et Martin Kutter, entend développer l'IA en utilisant des mini-cerveaux humains artificiels appelés « organoïdes cérébraux », créés à partir de réelles cellules humaines, pour concurrencer les ordinateurs classiques, qui fonctionnent avec des puces en silicium.

FinalSpark développe son « ordinateur vivant » ou bio-processeur en utilisant 16 organoïdes cérébraux, des billes de cellules constituées en laboratoire à partir de cellules souches dans l'intention de reproduire certaines capacités du cerveau. Les ressources exceptionnelles du cerveau humain font rêver les scientifiques depuis longtemps, et le secteur de l'informatique ne fait pas exception.

En effet, l'un des angles de recherche dans le développement de l'intelligence artificielle tente d'imiter le fonctionnement du cerveau pour l'appliquer à l'informatique. Dans ce sens, FinalSpark espère que les organoïdes cérébraux sauront reproduire le fonctionnement des neurones dans le traitement de l'information grâce à leurs activités électriques :

Le cerveau humain est une centrale électrique dotée de 86 milliards de neurones et n'utilisant que 20 watts de puissance pour un calcul efficace.

Le concept de la start-up intègre certaines idées que l'on retrouve dans le transhumanisme, notamment cette symbiose entre l'homme et la machine. En cela, ce type de technologies, qui en est encore à ses débuts*, pose de sérieuses questions éthiques. Selon les mots de FinalSpark :

« Notre laboratoire biologique travaille activement à reproduire et surpasser le succès de la nature ».

Créer un ordinateur capable de surpasser l'intelligence humaine, tel est le rêve de l'industrie de l'intelligence artificielle et du mouvement transhumaniste.

Un mélange de biologie humaine et de techniques informatiques

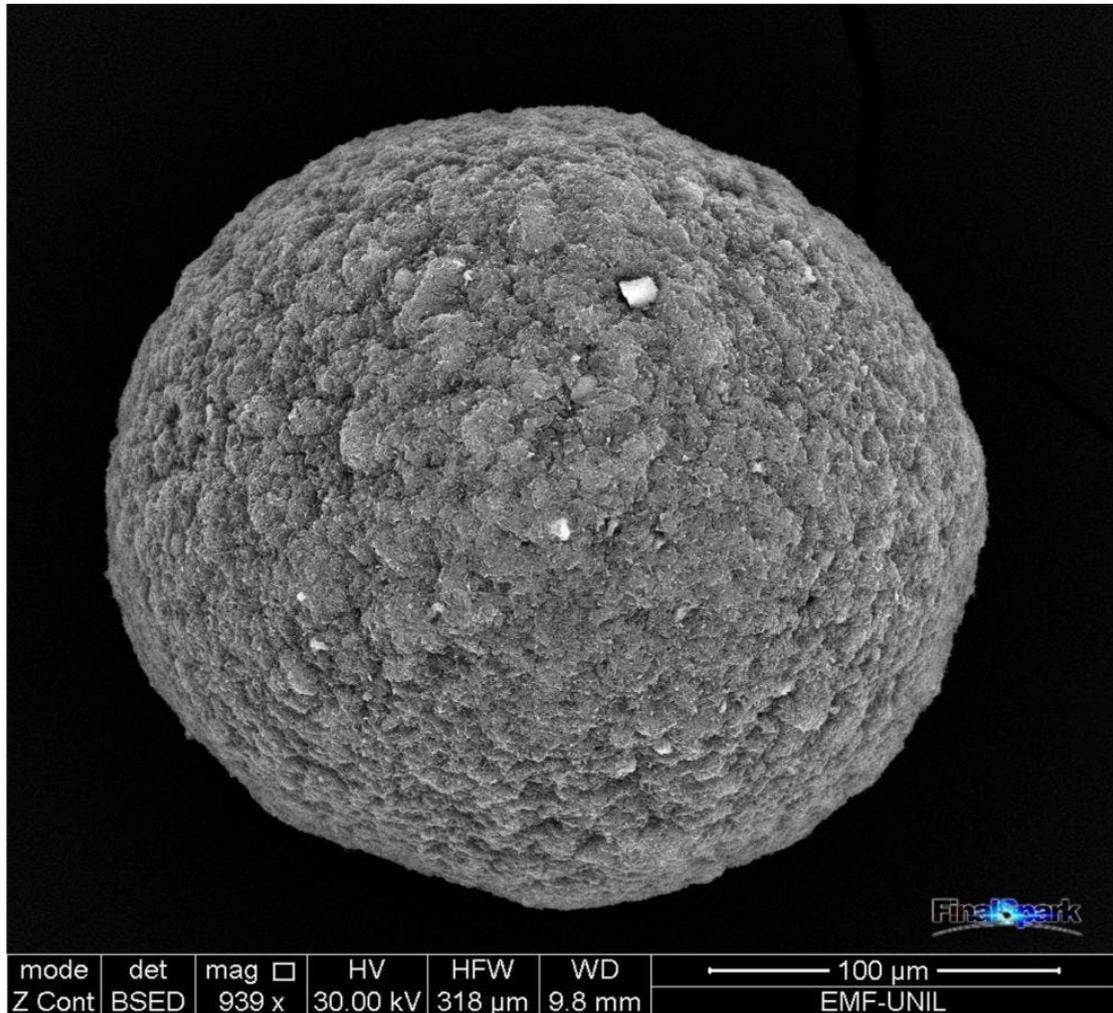
Les organoïdes cérébraux de Final Spark sont composés d'un mélange de neurones et de cellules gliales. Ces cellules sont cultivées artificiellement dans un environnement spécial où elles vont former un organoïde cérébral ou « mini-cerveau », l'équivalent de quelques 10 000 neurones agglomérés dans une sphère d'un demi-millimètre de diamètre appelée une neurosphère :

« Dans notre laboratoire, nous utilisons des neurosphères, des structures rondes constituées de milliers de neurones vivants, que nous entraînons aux calculs. »

Il s'agit d'un objectif d'ingénierie purement non médical : construire un nouveau type de processeurs informatiques. Les neurosphères sont conservées sur des appareils électriques pour permettre l'envoi et la réception de signaux électriques vers et depuis les neurones.

Afin d'atteindre son but, FinalSpark relie ces organoïdes à des électrodes pour créer ce que la start-up nomme du « wetware computing », une structure mélangeant de la matière biologique et du matériel informatique. Ceci permet de transformer l'activité neuronale en information numérique, grâce au traitement informatique et à la conversion numérique analogique:

Le défi à résoudre pour concevoir un bio-processeur, c'est de réussir à traiter du signal, donc des informations, par des neurones biologiques.





Source image: FinalSpark

En s'appuyant sur l'activité électrique et les capacités du cerveau humain, FinalSpark exploite le concept selon lequel le bit, l'unité d'information qui sous-tend le monde numérique, pourrait être stocké et traité par de la matière organique, en particulier par les neurones. L'entreprise suisse a annoncé en février 2023 la réalisation de son premier bit biologique.

Plateforme en ligne

FinalSpark a créé également une plateforme informatique ouverte aux scientifiques et aux institutions de recherche afin d'accélérer les découvertes dans le secteur des bioprocédés.

Baptisée Neuroplatform, cette plateforme en ligne propose un accès à distance aux expériences sur ces 16 organoïdes cérébraux et une interaction directe avec les neurones biologiques in vitro. La start-up précise :

« Nous avons créé le premier processeur biologique au monde doté de capacités d'apprentissage et de traitement de l'information en utilisant des réseaux neuronaux biologiques in vitro.

Nous sommes la seule organisation au monde à fournir des données de mesures électrophysiologiques en direct sur le Web et en temps réel. »

La carte de l'économie d'énergie

Pour faire la promotion de cette technologie à l'éthique discutable, FinalSpark utilise la carte de l'économie d'énergie. Selon l'entreprise, utiliser des éléments du corps humain pour alimenter les machines serait une solution écologique pour réduire l'impact environnemental puisque:

Ce bio-processeur consomme un million de fois moins d'énergie que les processeurs numériques conventionnels.

En effet, les systèmes d'intelligence artificielle traditionnels nécessitent énormément de données informatiques pour fonctionner et consomment une quantité d'énergie astronomique. L'année dernière, une étude suggérait que les systèmes d'intelligence artificielle pourraient consommer près de 4% de l'électricité globale en 2030.

FinalSpark relève que :

« L'un des inconvénients du progrès technologique actuel réside dans les coûts énergétiques élevés nécessaires au traitement de l'information numérique. Pour créer des modèles d'IA à l'aide de processeurs à base de silicium, nous devons les entraîner avec d'énormes quantités de données. Plus il y a de données, meilleur est le modèle. Ceci est parfaitement illustré par le succès actuel des grands modèles de langage, comme

ChatGPT. Les capacités impressionnantes de ces modèles sont dues au fait que d'énormes quantités de données ont été utilisées pour leur formation.

Plus nous utilisons de données pour enseigner l'IA numérique, plus elle s'améliore, mais aussi plus la puissance de calcul est nécessaire. »

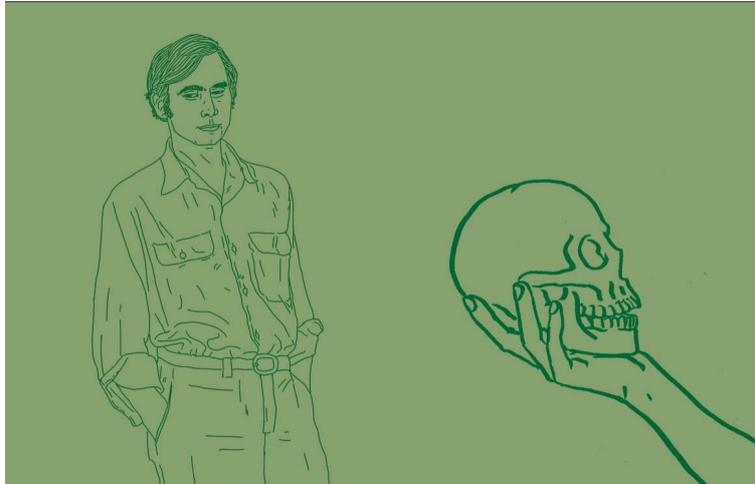
Ainsi, plutôt que de remettre en question la nécessité du développement de l'intelligence artificielle, notamment pour protéger l'environnement et l'intégrité humaine, les héritiers de la Silicon Valley préfèrent exploiter le corps humain. Dès lors, peut-être verrons-nous se déployer dans les années à venir de nouveaux arguments qui présenteront l'alimentation des machines et des ordinateurs par le corps humain telle une véritable cause écologique ?

À noter:

*L'australien Cortical Labs avait déjà réalisé une démonstration en 2022 d'un système de neurones biologiques capable de jouer au jeu Pong.

Senta DEPUYDT, 17 juillet 2024

Theodore Roszak : l'écologie contre la technocratie



Pendant que la jeunesse américaine des années 1960 s'opposait à la guerre au Vietnam et refusait de rentrer dans le rang de la société de consommation, l'historien Theodore Roszak (1933-2011) s'est attelé à analyser cette contre-culture émergente. Profondément écologiste, il souhaitait concilier respect de la Terre et émancipation des êtres humains.

Lors du festival de Woodstock en août 1969, rassemblant un demi-million de personnes, Theodore Roszak avait 35 ans et parcourait depuis plusieurs années déjà les campus universitaires. Professeur d'histoire à l'université d'État de Californie, à Berkeley, il avait à cœur de saisir l'effervescence qui secouait alors une partie de la jeunesse américaine, mélange de contestation politique, d'aspiration à des modes de vie alternatifs et de revendications écologistes.

Né en 1933 à Chicago, dans l'Illinois, fils d'un ébéniste et d'une mère au foyer de confession catholique, Theodore Roszak obtient en 1958 un doctorat d'histoire à l'Université de Princeton. Lors de séjours en Angleterre au début des années 1960, participant à la rédaction du journal *Peace News*, il fréquente les rassemblements pacifistes et rencontre cette jeunesse contestataire qui deviendra par la suite son sujet d'étude. Homme de terrain, de retour aux États-Unis, il écrit pour divers journaux ancrés à gauche, comme l'hebdomadaire *The Nation*, traitant de cette contre-culture qu'il contribuera à faire connaître.

Car au-delà du refus de la guerre du Vietnam, de la libération sexuelle, de la musique pop et du mouvement hippie, l'historien y perçoit le rejet de la « technocratie », dominée par des experts, « totalitarisme perfectionné, dont les techniques se font plus subliminales au fil du temps », comme il la définit dans son ouvrage phare *La Naissance d'une contre-culture. Réflexions sur la société technocratique et l'opposition de la jeunesse*, publié en 1969 et réédité par les éditions La Lenteur en 2021.

La révolte des « enfants de la technocratie »

Cette technocratie, « idéal auquel songent d'ordinaire les hommes lorsqu'ils parlent de modernisation, de rationalisation, de planification » et qui allie dépendance à la technologie et au rationalisme scientifique, objectifs individualistes, autoritarisme et accumulation de richesses, emporte tout sur son passage. Elle ne pourrait se développer que dans la démesure, que Roszak nomme le « gigantisme des choses » ; dès lors, les êtres humains comme la nature seraient seulement des ressources utiles à son expansion illimitée. « L'échelle démesurée de l'entreprise industrielle, qui broie les Hommes et les réduit en une poussière statistique utilisable sur la place du marché et comme main-d'œuvre, détraque en même temps la biosphère de plus de mille manières imprévues », souligne Roszak dans *L'Homme planète. La désintégration créative de la société industrielle*, publié en 1978.

Roszak voyait dans les choix de vie alternatifs des jeunes contestataires des années 1960 et 1970 l'esquisse d'une résistance à la caste des experts et sa « quantification de la vie ».

Face à ce monde vide de sens où « la science est l'unique horizon », les « enfants de la technocratie », jeunesse urbaine et de la classe moyenne américaine, décident de rompre avec leurs parents en proclamant de nouvelles valeurs sociales et environnementales. Le 14 janvier 1967, lors du happening « Human Be-In » à

San Francisco, l'essayiste Timothy Leary invite les milliers de personnes présentes à « *drop out* » (décrocher), c'est-à-dire s'émanciper de la société contemporaine. Inspirés par les écrivains de la *Beat generation*, qui dans les années 1950 quittent l'*American way of life* pour expérimenter une vie de bohème, les hippies vivent alors en communauté, prônent la paix et la non-violence, ainsi que le retour à la nature, mêlant vie à la campagne, consommation de produits bio, manifestations contre la pollution et le nucléaire, création et réparation des objets du quotidien.

Relier les humains et la Terre

Si Roszak voit dans cette jeunesse « *la matrice où un avenir différent, bien qu'encore extrêmement fragile, prend forme* », il n'en reste pas moins lucide. Il pointe du doigt la déconnexion de cette jeunesse contestataire avec les classes défavorisées, entraînant donc une compréhension partielle des enjeux sociaux contemporains, la récupération de la contre-culture par la logique marchande, devenant ainsi une mode passagère, et la consommation de drogues, faisant sombrer les jeunes dans un « *infini de pacotille* ».

À partir de la fin des années 1970, la contre-culture est balayée et c'est une culture néoconservatrice qui gagne les États-Unis, établissant une « *économie de marché globale* », la « *domination incontestée par la richesse et par les armes* » et les Américains triomphalistes se considérant « *comme une avant-garde messianique ayant pour tâche de monter la voie vers l'avenir* ». Alors que la guerre en Irak a officiellement débuté en 2003, Roszak analyse ce tournant politique dans son ouvrage *La Menace américaine. Le triomphalisme américain à l'âge du terrorisme*, publié en 2004, dont il refusa qu'il soit publié aux États-Unis. L'historien espérait alerter l'opinion publique sur cette démesure qu'il passa sa vie à dénoncer. Il se consacre aussi à l'écriture de romans, comme *Puces* (1981) ou *La Conspiration des ténèbres* (1991), où la question de l'aliénation et des leurres techniques est bien présente.

Sans être complaisant avec son sujet d'étude, Roszak voyait dans les choix de vie alternatifs des jeunes contestataires des années 1960 et 1970 l'esquisse d'une résistance à la caste des experts et sa « *quantification de la vie* », responsable de la « *psyché détériorée* » de l'être humain. La contre-culture est « *la recherche, à la fois désespérée et joyeuse d'un nouveau principe de réalité* », tournée vers la simplicité volontaire, d'une écologie engagée où le respect de la Terre et la santé de ses habitants sont intimement liés. L'historien, méfiant à l'égard de la politique traditionnelle, s'employa à théoriser l'écopsychologie, renforcement du lien entre les Hommes et la Terre, visant à transformer sa conscience et à apprendre à vivre en harmonie avec la nature.

Quelques années avant de prendre sa retraite en 1998, il devient le promoteur de cette discipline, publiant en 1992 *The Voice of the Earth: An exploration of ecopsychology*, et édité en français en janvier 2025 par les éditions Wildproject sous le titre *La Voix de la Terre*. « *La crise écologique n'est pas seulement un problème de disparition de la biodiversité, elle concerne aussi nos âmes*, souligne Baptiste Lanaspèze, fondateur des éditions Wildproject. *La Voix de la Terre est un livre d'une très grande ambition qui critique l'attitude scientifique et invite à un intime changement dans notre rapport au monde. Ce livre arrive assez tard dans la carrière de Roszak mais il savait que l'écologie était le sujet du siècle.* »

Plutôt que de se contenter d'une écologie faite de mesures politiques, Theodore Roszak nous invite à réinventer notre relation au monde, où le bien-être des humains et la nature s'articulent parfaitement.

Blandine DOAZAN, publié le 01 août 2024
Blandine Doazan est journaliste et pige à Marianne.

En finir avec la marchandisation de l'attention



Illustrations : Théophile Sutter

La marchandisation de l'attention humaine n'est pas née avec Internet. Mais elle a atteint un stade inédit avec le numérique ubiquitaire, qui permet la captation de notre attention partout et tout le temps, au profit des géants de la publicité digitale. Cette emprise du technocapitalisme, longtemps banalisée, soulève de plus en plus de critiques. Le temps serait-il venu de reprendre la main sur notre environnement attentionnel ? « *Vivre sans temps morts* », réclamait un joyeux slogan de Mai-68. Il semble que nous y sommes. Nous ne rêvassons plus dans les transports ou dans les files d'attente. Avec la généralisation de l'usage du smartphone, la part de personnes naviguant sur Internet au moindre flottement a fait un bond de 40 points en 10 ans pour atteindre 70 %, selon le Baromètre du numérique¹. La moitié des répondants déclarent regarder des vidéos ou jouer à des jeux vidéo dans les moments d'attente, tandis que la lecture sur papier, la conversation ou l'observation décroissent. Selon une autre étude menée auprès de 21 000 personnes², un tiers des répondants utilisent leur smartphone à table et même aux toilettes. Et il est désormais possible d'acheter des housses imperméables pour continuer à regarder un épisode de série sous la douche.

Fatigue informationnelle, « *binge watching* », « *doom scrolling* »³... Les réseaux sociaux, les applis, les jeux et les séries dévorent notre temps de cerveau disponible. À tel point que la frénésie de connexion est devenue une source de malaise : 4 personnes sur 10 jugent, d'après l'étude déjà citée, qu'elles y passent trop de temps (57 % chez les adultes de moins de 40 ans). Et 39 % essaient sans succès de s'en détacher. Le « seuil de nocivité » du smartphone, pour reprendre les mots d'Ivan Illich dans *La Convivialité* (1973), semble atteint : « *Passé un certain seuil, l'outil de serviteur devient despote.* ».

Longtemps consensuelle, cette invasion du quotidien soulève désormais une inquiétude diffuse. Mais l'hypnose collective est souvent réduite dans les débats publics à un problème d'« addiction », touchant principalement les enfants. Or l'hyperconnexion n'a rien d'une déviance : c'est le cœur même du modèle économique des plateformes.

L'ère de l'extractivisme attentionnel

Selon le philosophe Yves Citton, il est impératif d'« *envisager l'attention comme un phénomène essentiellement collectif* : « *je* » ne suis attentif qu'à ce à quoi nous prêtons collectivement attention ». Principe sélectif aux multiples modes – vigilance, attention flottante, concentration – notre attention individuelle est façonnée par la sensibilité et les exigences de l'époque, les cadres collectifs (classe, salle de spectacle, travail à la chaîne...) et les environnements médiatiques dans lesquels nous baignons. Or, poursuit Yves Citton, dans son ouvrage de référence *Pour une écologie de l'attention* (Seuil, 2014), il est indispensable « *de mesurer à*

quel point les modes de production et de subjectivation instaurés par le capitalisme contemporain conditionnent en profondeur le fonctionnement ainsi que les objets de notre attention.»

La marchandisation de l'attention humaine a émergé au XIX^e siècle avec la presse de masse. À Paris en 1836, des crieurs de rue vendent les quotidiens *Le Siècle* et *La Presse* pour la moitié du prix de leurs concurrents. Le secret de ces titres ? Compléter leurs recettes par la vente d'encarts publicitaires. Le fondateur de *La Presse*, Émile de Girardin, formalise à l'époque la loi du « double marché » : les journaux sont en concurrence à la fois pour attirer l'attention du public et l'intérêt des annonceurs, le succès sur le premier marché conditionnant la réussite sur le second. Et le modèle du journalisme sensationnel, feuilletonnant les faits divers et la vie des célébrités, fait bientôt la fortune de certains titres comme *Le Petit Journal*, qui s'écoule à un million d'exemplaires en 1890.

Un siècle plus tard, l'emprise des logiques de marché sur l'environnement médiatique entre en France dans une nouvelle phase, avec l'essor de médias intégralement financés par la publicité. Longtemps monopole d'État, le « petit écran » connaît en effet un véritable bouleversement à la fin des années 1980, en plein tournant néolibéral. Après la création de deux premières chaînes privées, La Cinq et TV6, le gouvernement de droite de Jacques Chirac cède en 1986 la principale chaîne française, TFI, au groupe Bouygues. Ces entreprises transforment le paysage audiovisuel, en calibrant leurs émissions, y compris le JT, en fonction d'un seul critère : l'audience, qui définit le prix de vente des spots publicitaires. Une réalité qu'exprime crûment en 2004 le PDG de TFI Patrick Le Lay dans un entretien qui fait alors scandale : « *Ce que nous vendons à Coca-Cola, c'est du temps de cerveau humain disponible.* »

L'art de la captation du « temps de cerveau humain » est aujourd'hui entré dans une phase inédite qu'Yves Citton qualifie d'« *extractivisme attentionnel* ». YouTube, Facebook, Instagram, X (ex-Twitter) : dès lors que la publicité constitue le cœur du modèle économique du capitalisme de plateforme, ces dernières sont poussées à recourir à une « captologie » finement dissimulée pour attirer, retenir et monétiser l'attention. Car « *la marchandisation de l'attention est devenue le mode de financement prévalent dans nos systèmes de communication* » (*Angles morts du numérique ubiquitaire*, Presses du réel, 2023). Au point d'envisager, comme l'a fait le réseau social TikTok Lite, de récompenser sous forme de bons d'achat Amazon le visionnage massif de vidéos suggérées par l'algorithme. Un dispositif, suspendu en avril 2024, après que la Commission européenne a menacé de sanction le groupe en raison du « risque d'addiction » pour les usagers.

Quand le numérique fait écran

Si nous sommes si « accros » à nos smartphones, c'est aussi que les acteurs du technocapitalisme se sont emparés, avec leurs séduisantes solutions gratuites, de la trame même de nos relations. Au point de faire du téléphone connecté un objet « torride » aux yeux d'Yves Citton, condensant l'ensemble de nos affections sociales. « *Depuis les nouvelles lointaines d'une catastrophe ou d'une fluctuation boursière jusqu'à l'appel à l'aide d'un collègue surmené ou d'un enfant malade, en passant par la réponse attendue à une candidature d'emploi ou par le message faisant miroiter la possibilité d'une rencontre sexuelle, l'écran de nos téléphones portables condense [...] toutes les stimulations qui nous relient à nos semblables.* »

Cette hyperconnexion contribue pourtant paradoxalement à dégrader la qualité de nos échanges. Comme lorsqu'une conversation en face-à-face est interrompue par une notification, ou le besoin compulsif de l'interlocuteur de surveiller ses réseaux. Au-delà de ce phénomène de « technoférence » (interférence technologique), l'emprise des services numériques altère selon Alain Damasio les liens de manière plus insidieuse. « *Telle qu'elle a été développée, la tech grand public, celle du smartphone et des réseaux, est d'abord une machine sociale à dilater nos égocentres* », résume l'écrivain dans *Vallée du silicium* (Seuil, 2024). Des selfies aux bulles de filtre, elle active en continu des processus de renforcement identitaire. Enfermés dans nos « technococons », de plus en plus retranchés dans nos espaces domestiques, nous perdons, aux yeux de l'auteur de *La Horde du Contrevent*, notre capacité à nous confronter à l'altérité. « *Les Gafam n'ont pas tué les liens, ne les ont pas tranchés au couteau ou à la hache. [...] Ça sonne plutôt comme le dégât collatéral d'une guerre qui n'a même pas eu lieu. Ils ont dévitalisé ces liens. Ils les ont édulcorés et neutralisés.* » L'emprise numérique conduit aussi à renforcer notre coupure avec le monde sensuel, comme si le stade de développement ultime de l'humain devait conduire, poursuit Alain Damasio, à un « *largage du corps physique et au rapatriement intégral dans son système nerveux central* ». Une réflexion qui rejoint celle du philosophe David Abram (voir entretien), qui invite dans *Devenir animal* (Édition Dehors, 2024) à réapprendre à éprouver le monde avec notre corps. Érodant nos liens, conjurant le sensible, la technologie appauvrit enfin certaines de nos capacités attentionnelles. « *Exactement comme on a externalisé nos dépenses physiques à la voiture ou à l'ascenseur, on externalise depuis vingt ans nos capacités cognitives : notre mémoire dans les moteurs de recherche, notre capacité d'orientation au GPS...* » À chaque fois, le gain de

pouvoir se fait selon Alain Damasio au prix d'une perte de puissance, définie comme « *la capacité de faire, de déployer l'action par soi-même, directement* ».

La fin du consensus numérique ?

Longtemps inébranlable, le consensus sur les bienfaits de la numérisation du monde semble aujourd'hui se fissurer. Les discours technocritiques, longtemps diffusés par de petites maisons d'édition pugnaces, comme L'échappée ou La Lenteur, sortent peu à peu de la marginalité en France, comme en témoigne le succès en librairie des essais du docteur en neurosciences Michel Desmurget (*La Fabrique du crétin digital*, plus de 40 000 exemplaires vendus), ou du directeur d'Arte, Bruno Patino (*La Civilisation du poisson rouge*, 50 000 exemplaires vendus). Est-il pour autant possible d'envisager une « désescalade technologique » ? Depuis 2018, l'association Lève les yeux ! créée par Yves Marry, auteur de *Numérique. On arrête tout et on réfléchit !* (Rue de l'Échiquier, 2023), prône des mesures coercitives, à l'image de la réglementation du tabagisme ou des OGM : « *Pour sanctuariser des espaces et des temps avant qu'il ne soit trop tard, il faut s'autoriser à interdire.* » L'activisme du collectif Attention, qui fédère autour de Lève les yeux ! une dizaine d'acteurs engagés dans la lutte contre la surexposition aux écrans (dont Agir pour l'Environnement, ou Halte à l'Obsolescence programmée), a contribué à mettre la question à l'agenda politique.

Au point de conduire le président de la « start-up nation » à commander en janvier dernier un rapport d'experts sur le sujet de la protection des enfants, rendu public en avril 2024. « *Nous ne pouvons accepter que les enfants deviennent des marchandises, cibles de notifications infinies, scotchés à des systèmes de récompense pensés par des experts en sciences du comportement pour être irrésistibles, avec un temps libre qui devient fortement digitalisé* », écrivent les dix scientifiques mandatés – dressant le constat d'une « hyperconnexion subie » qui pourrait valoir aussi bien pour les adultes. Parmi leurs propositions fortes : interdire les designs addictifs et l'accès aux réseaux sociaux aux mineurs de moins de 15 ans. « *Une rupture avec l'ère du déni* », aux yeux du collectif Attention pour qui « *il revient désormais au gouvernement de mettre en œuvre ces propositions, en résistant aux pressions qui ne manqueront pas de s'exercer de la part des lobbys du numérique* ».

On peut douter qu'une régulation substantielle de nos environnements attentionnels puisse venir d'un président technolâtre, qui avait balayé en 2020 la proposition de la Convention citoyenne d'un moratoire sur la 5G. Seule une puissante volonté politique pourrait malmener sérieusement les grands acteurs de la tech, qui ne lésinent pas sur les moyens pour défendre leurs intérêts. En 2023, selon les ONG Corporate Europe Observatory et LobbyControl, ces derniers ont dépensé 100 millions d'euros en lobbying à Bruxelles, dont 5,5 millions pour Google (propriétaire de Youtube) et 8 millions d'euros pour Meta (maison mère de Facebook et d'Instagram). De quoi, sans doute, détourner l'attention de quelques eurodéputés.

Elsa GAUTIER, publié le 17 juin 2024 (Socialter)
Elsa Gautier est rédactrice en chef du magazine Socialter.

1. Baromètre du numérique, édition 2022.
2. « Étude sur l'addiction aux écrans Observatoire santé PRO BTP, en partenariat avec le Centre de recherche de l'Institut Rafaël », janvier 2024.
3. *Binge watching*: visionnage boulimique de vidéos ou épisodes de série. *Doom scrolling*: fait de s'absorber dans le défilement d'un fil d'actualités anxigènes.

Nous sommes les méchants



Soit nous résistons à nos propres systèmes de gouvernance, soit nous sommes complices.

Dans Meurtre à Samarcande, je raconte comment, en tant qu'ambassadeur britannique, lorsque j'ai découvert toute l'étendue de notre complicité dans la torture pendant la guerre contre le terrorisme, j'ai pensé qu'il s'agissait d'une opération malhonnête et qu'il me suffisait d'informer les ministres et les hauts fonctionnaires pour qu'ils y mettent un terme.

Lorsque j'ai été blâmé et qu'on m'a officiellement dit que la réception de renseignements obtenus sous la torture dans le cadre de la « guerre contre le terrorisme » avait été approuvée par le Premier ministre et le ministre des Affaires étrangères, et qu'il m'est apparu clairement que l'on encourageait délibérément, par la torture, la production de faux renseignements qui exacerbaient la menace d'Al-Qaïda pour justifier la politique militaire en Afghanistan et en Asie centrale, ma vision du monde a été gravement ébranlée.

D'une manière ou d'une autre, j'ai mentalement considéré qu'il s'agissait d'une aberration, due à une réaction excessive au 11 septembre et au narcissisme et à la méchanceté sans pareils du Premier ministre de l'époque, Tony Blair.

Je n'ai pas perdu la foi en la démocratie occidentale ni l'idée que les puissances occidentales, dans l'ensemble, constituent une force positive par rapport à d'autres puissances.

Il est difficile de renoncer à l'ensemble du système de croyances dans lequel vous avez été élevé – en particulier si, comme moi, vous avez eu une vie très heureuse depuis votre enfance et que vous avez très bien réussi dans le cadre du système gouvernemental.

Cependant, j'ai enfin perdu mes dernières illusions et je dois reconnaître que le système dont je fais partie – appelez-le « Occident », « démocratie libérale », « capitalisme », « néolibéralisme », « néoconservatisme », « impérialisme », « nouvel ordre mondial » – appelez-le comme vous voulez : c'est en fait une force du mal.

Gaza a été un catalyseur important. Je ne manque pas d'empathie, mais ce que je sais de l'horrible boucherie perpétrée par les puissances occidentales en Irak, en Afghanistan ou en Libye est un savoir intellectuel, et non une expérience vécue.



Syrte, Libye, après la « libération » de l'OTAN

La technologie nous a apporté le génocide de Gaza – qui a jusqu'à présent tué moins de monde que tous ces massacres perpétrés par les membres de l'OTAN – avec des détails qui nous arrachent les tripes. Je viens de regarder des sacs de 75 kg de viande humaine mélangée remis à des proches en lieu et place d'un cadavre identifiable, et je suis en état de choc.

Ce n'est pas le pire que nous ayons vu à Gaza.

Si la population de Mossoul et de Falloujah avait eu accès à la technologie moderne des téléphones portables, de quelles horreurs aurions-nous été témoins ?

J'ai d'ailleurs essayé de trouver des images de la destruction massive de Mossoul et de Falloujah par les États-Unis en 2002-2004, mais Google n'en propose aucune. En revanche, il propose des milliers d'images des combats contre l'État islamique en 2017. Ce qui confirme mon point de vue sur le manque flagrant d'images de la deuxième guerre d'Irak.

En ce qui concerne le génocide actuel à Gaza, je me suis à nouveau surpris à penser naïvement qu'à un moment donné, cela s'arrêterait. Que les hommes politiques occidentaux ne cautionneraient pas l'anéantissement total de la bande de Gaza.

Qu'il y aurait une limite au nombre de morts civils palestiniens acceptable, au nombre d'installations de l'ONU, d'écoles et d'hôpitaux détruits, au nombre de petits enfants déchiquetés.

Je pensais qu'à un stade, la décence humaine ne pouvait que l'emporter sur l'argent des lobbies sionistes. Mais je me suis trompé.

A journalist asked me how I "feel" about Gaza today. How am I supposed to feel in the face of a Western-sponsored army relentlessly butchering people trapped in what resembles a circle of Dante's Hell?

I feel sick.

 حسام شبات  @HossamShabat

On these days, I was supposed to be walking the stage, graduating from college. Instead, I'm picking up bags of charred, dismembered bodies of women and children who were killed by Israeli occupation forces.



8:13 PM · Aug 10, 2024



<https://x.com/FranceskAlbs/status/1822335529108582547>

L'attaque ukrainienne sur Kursk

L'attaque ukrainienne sur Kursk suscite également une profonde résonance émotionnelle. La bataille de Kursk a sans doute été le coup le plus important porté à l'Allemagne nazie, la plus grande bataille de chars de l'histoire du monde, et de loin.

Le gouvernement ukrainien a détruit tous les monuments à la gloire de l'Armée rouge et dénigre les Ukrainiens qui se sont battus contre le fascisme.

En revanche, il honore les composantes ukrainiennes considérables des forces nazies, y compris, mais sans s'y limiter, la 14e division SS (galicienne) et ses dirigeants.

Koursk est donc un lieu très symbolique pour l'Ukraine qui veut maintenant attaquer la Russie, y compris avec de l'artillerie et des blindés allemands.

Les politiciens allemands semblent avoir un besoin atavique d'attaquer la Russie, et soutiennent le génocide des Palestiniens à un degré stupéfiant.

L'Allemagne a d'ailleurs mis fin à toute liberté d'expression sur la Palestine, en interdisant les conférences d'éminents conférenciers et en rendant illégal tout discours pro-palestinien. L'Allemagne est intervenue aux côtés d'Israël dans l'affaire du génocide devant la CIJ et à la CPI pour s'opposer à un mandat d'arrêt à l'encontre de Netanyahu.

Combien de civils assassinés assouviraient la soif des Allemands du sang expiatoire des Palestiniens ? 500 000 ? 1 million ? 2 millions ?

Ou peut-être 6 millions ?

L'Occident n'est pas le bon. Nos soi-disant « systèmes démocratiques » ne nous permettent pas de voter pour quiconque pourrait accéder au pouvoir sans soutenir le génocide et la politique étrangère impérialiste. Ce n'est ni un accident ni le génie qui fait qu'un homme-enfant comme Elon Musk vaut 100 milliards de dollars. Les structures de pouvoir de la société sont délibérément conçues par les détenteurs de richesses pour favoriser la concentration massive de ces richesses en faveur de ceux qui les possèdent déjà, en exploitant et en privant de pouvoir le reste de la société.

La montée en puissance des multimilliardaires n'est pas le fruit du hasard. C'est un programme, et la mauvaise répartition des ressources plus que suffisantes est à l'origine de la pauvreté. Le rejet de la responsabilité sur les populations désespérées des vagues d'immigration forcées par la destruction d'autres pays par l'Occident est également systématique.

Les médias ne laissent plus de place à la dissidence pour s'opposer à tout cela.

Au Royaume-Uni, ce sont les nations celtes qui tentent de briser l'État, un organe impérialiste subalterne mais important. Les voies de la résistance sont diverses, selon l'endroit où l'on se trouve.

Mais trouvez-en une, et suivez-la.

Craig MURRAY
14 août 2024

Sources : Consortiumnews et Investig'ation.

Traduction : spirit of free speech

<https://investigaction.net/nous-sommes-les-mechants/>

URL de cet article 39809 : <https://www.legrandsoir.info/nous-sommes-les-mechants.html>

Lutte contre la corruption : Anticor retrouve enfin son agrément

Victoire importante dans la lutte contre la corruption version hexagonale. En conflit depuis plusieurs mois avec le gouvernement, Anticor a finalement retrouvé son agrément jeudi. Une décision forcée prise par Attal, juste avant qu'il ne quitte ses fonctions.

L'arrêté signé par feu le premier ministre marquera l'un de ses derniers actes. Il intervient après que la justice ait sommé le gouvernement, la veille, de réexaminer sous 24 heures la demande d'agrément sous peine d'une astreinte financière de 1 000 euros par jour de retard. En effet, le tribunal administratif de Paris avait, dès le 9 août, ordonné le réexamen dans un délai de quinze jours, chose qui n'avait pas été exécutée, poussant la justice à demander des sanctions financières afin de forcer la décision.

Selon l'arrêté rendu public, Anticor remplit bien les conditions nécessaires pour obtenir cet agrément, agrément désormais renouvelé pour une durée de trois ans. Il permet à l'association d'exercer les droits reconnus à la partie civile, en intervenant dans des procédures judiciaires, en cas notamment d'inaction du parquet, un pouvoir clé dans certaines formes de corruption. « Cette décision récompense le combat acharné que nous menons devant les juridictions administratives depuis tant de mois. C'est une victoire pour la société civile », a déclaré Vincent Brengarth, l'avocat d'Anticor.

Créée en 2002 afin de lutter contre la « corruption » et restaurer une forme d'éthique politique, Anticor avait perdu son agrément en juin 2023 suite à une décision du tribunal administratif, confirmée depuis en appel. Depuis 2015, l'agrément permettait à l'association de se constituer partie civile dans certaines affaires sensibles, un rôle exercé déjà dans de nombreuses procédures, notamment celles liées à l'attribution controversée de la Coupe du monde de football 2022 au Qatar, l'enquête pour prise illégale d'intérêts visant Alexis Kohler, secrétaire général de l'Élysée, ou encore la vente de la branche énergie d'Alstom à General Electric.

Quelques sujets embarrassants pour le pouvoir...

Cette suspension d'agrément avait suscité de vives critiques. Emmanuel Macron s'était d'ailleurs exprimé de manière critique à l'égard de l'association devenue gênante. En 2023, lors de l'émission « Complément d'enquête », le président avait fustigé Anticor, affirmant que l'association menait des procédures à répétition, pouvant nuire à la réputation des personnes visées, même en l'absence de condamnation.

Anticor, qui revendique quelque 7 000 adhérents, avait déposé une première demande de renouvellement de son agrément en juin 2023, demande à laquelle le gouvernement n'avait pas répondu, et qui de fait valait refus implicite. Contestant par la suite cette non-réponse devant le Conseil d'État et le tribunal administratif. Puis en janvier, une nouvelle demande d'agrément avait été introduite, mais une fois encore, le silence radio du gouvernement qui conduit une fois encore à un refus tacite. Finalement, le tribunal administratif avait été ressaisi par l'association en août, un refus qui finit par une décision favorable en ce début septembre.

Une issue perçue comme avancée majeure dans la lutte contre la « corruption ». L'association Sherpa, également impliquée dans ce combat face aux crimes économiques, a salué cette victoire sur X, en soulignant l'importance pour la société civile de la transparence des institutions publiques.

G.L

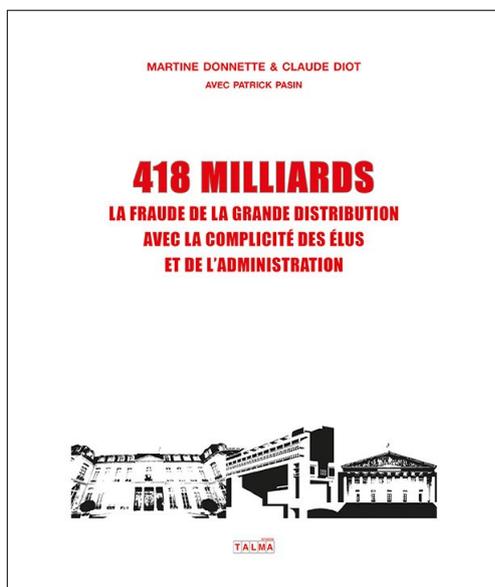
Publié le 06 septembre 2024

Bruno Le Maire condamné : la complicité de l'État avec les grands groupes de distributions est reconnue



Bruno Le Maire, ministre de l'Économie, condamné après une plainte de l'association En Toute Franchise.
© F. Froger / Z9, pour France-Soir

AFFAIRE DES SURFACES ILLICITES – C'est une nouvelle victoire pour l'association En Toute Franchise : « Le ministre de l'Économie est condamné puisque l'on a fait le travail à sa place », se félicite Martine Donnette, sa présidente, suite à la décision de justice du tribunal administratif. Depuis décembre 2023, avec Claude Diot, trésorier de l'association, ils ont réussi à faire condamner plusieurs préfets ayant laissé s'installer des grandes surfaces de manière frauduleuses, comme les magasins Babou, Grand Frais ou Marie Blachère. Le contrôle des préfets à ce sujet est de la responsabilité du ministère de l'Économie qui n'a pas entamé les « poursuites juridiques nécessaires de ces fraudes » selon l'association, qui obtient par cette décision la possibilité de saisir directement ce tribunal, à l'avenir, « à chaque fois que l'association demandera que des surfaces illicites soient fermées et que le préfet n'agit pas ».



Entretien avec Martine Donnette & Claude Diot :

Par ce biais, le tribunal administratif, reconnaît la crédibilité de l'association pour poursuivre ces actions : « Les carences des services de l'État ont porté atteinte à la crédibilité des actions de l'association », peut-on lire sur la décision de justice. Pour rappel, En Toute Franchise dénonce des affaires par lesquelles les grandes surfaces s'installent illégalement avec « la complicité des élus et de l'État » (voir le livre 418 milliards) : « On espère toujours qu'ils soient condamnés pour faute lourde, car ce sont eux les complices », affirme Martine Donnette.

Par cette décision, Bruno Le Maire est également condamné à verser des indemnités. Claude Diot regrette que malgré les condamnations, les obligations de fermeture de ces enseignes ne soient pas encore appliquées : « Babou et Grand Frais sont toujours ouverts, bien que le tribunal administratif ait fait condamner le préfet pour l'obliger à demander la fermeture

de ces magasins. Moralité, on peut se demander où est l'État de droit ».

Le ministre de l'Économie n'a pas encore demandé à faire appel de cette décision, qui reconnaît la complicité de l'État avec les grands groupes de distributions. S'il venait à demander un second acte juridique, Bruno Le Maire pourrait s'exposer à une faute lourde de l'État : « Si le ministre fait appel, on a les pièces pour prouver la faute lourde », concluent Martine Donnette et Claude Diot.

Romain PAUC, pour France-Soir, publié le 26 juin 2024

Kamala Harris, ou comment passer de la reine de la justice californienne à valet par défaut



Kamala Harris, ou comment passer de la reine de la justice californienne à valet par défaut
© Elijah Nouvelage AFP

PORTRAIT CRACHE - Samedi 27 juillet, la vice-présidente américaine Kamala Harris a officialisé sa candidature à la présidence des États-Unis, une semaine après le retrait de Joe Biden. Sous l'ombre bienveillante de son mentor Willie Brown, elle a gravi les échelons politiques californiens... Qui aurait cru que la féroce procureure de San Francisco puis de Californie, connue pour ses poursuites implacables et ses condamnations massives pour des délits mineurs, deviendrait une vice-présidente aussi insipide ?

Kamala Harris, autrefois redoutée pour sa poigne de fer, semble avoir perdu tout son mordant en accédant aux hautes sphères du pouvoir. Incapable de s'affirmer sur des dossiers cruciaux, elle est devenue l'ombre de Joe Biden affichant une mollesse proverbiale, des interventions médiatiques souvent maladroitement et une gestion chaotique du personnel. Ironiquement, celle qui a bâti sa carrière sur des décisions controversées et des alliances stratégiques se retrouve aujourd'hui à la tête d'une campagne présidentielle par défaut, faute de mieux pour le parti démocrate. Sera-t-elle capable de convaincre les électeurs avec son bilan controversé et ses abus de pouvoir, ou son ascension s'arrêtera-t-elle à la porte de la Maison Blanche, par inconsistance et de manque de charisme ?

Des postes clés après des discussions sur l'oreiller

Après des études en sciences politiques et en droit, Kamala Harris intègre le barreau de Californie. Sa carrière débute en 1990 comme procureur adjoint du district d'Alameda County. La jeune femme de 26 ans est décrite comme « compétente et en pleine ascension » par ses collègues mais ne fait parler d'elle ni par sa jeunesse ni par ses performances. Les Californiens font la connaissance de cette procureure adjoint, de mère indienne et père jamaïcain, à sa nomination à la Commission d'appel de l'assurance-chômage.

C'est en 1994 et Kamala Harris sort avec Willie Brown, trente ans son aîné, président de l'Assemblée de Californie qui l'a nommée à ce poste. Elle démissionne six mois plus tard et son compagnon la nomme cette fois-ci à la tête de la Commission d'assistance médicale. Leur relation fait couler beaucoup d'encre. Les salaires annuels de sa nouvelle compagne évoluant entre 72 000 et 97 000 dollars. Un revenu généreux pour un poste à mi-temps, voire moins, puisque la Commission d'assistance médicale se réunit une fois par mois. La presse en fait ses choux gras. Willie Brown est accusé de favoritisme et reçoit les critiques acerbes des républicains, tandis que la compétence et la légitimité de Kamala Harris, chargée de négocier des contrats entre l'État de Californie et les hôpitaux, sont remises en cause.

C'est donc à sa relation amoureuse qu'elle doit son entrée en politique, et à son amoureux son ascension dans les années qui suivent. En 1998, la voici procureur adjoint à San Francisco. Elle est en charge de la division criminelle et gère les affaires d'homicide, de vol et d'agressions sexuelles. Son aventure prend rapidement fin après un bras de fer avec l'assistant du procureur à propos de la « proposition 21 », qui prévoit de juger certains délinquants mineurs par la justice pénale pour adultes.

Après sa démission, elle est de nouveau repêchée par son « ex », Willie Brown, devenu entre-temps maire de San Francisco. À la mairie, Kamala Harris dirige la division des services à la famille et à l'enfance. Elle fait

un retour en fanfare à partir de 2002, toujours sous l'aile de son ancien amant. Elle brigue le poste de Procureur de San Francisco et le comité californien du parti démocrate est appelé à ne pas soutenir le procureur en poste, Terence Hallinan.

Tous coupables malgré la preuve du contraire ... sauf les banques !

Elle mène une campagne virulente contre son ancien patron mais ses adversaires pointent encore du doigt sa proximité avec Willie Brown. « Sa carrière est terminée, je serai en vie et en pleine forme pendant les 40 prochaines années. Je ne lui dois rien », se défend-elle. Oh, si, tu lui dois beaucoup... Kamala Harris devient la première femme et la première personne de couleur à occuper ce poste. Son bilan est entaché de nombreuses polémiques, liées à ses contradictions. Elle s'oppose à la peine de mort à San Francisco mais la soutient dans les affaires fédérales. Elle fait condamner près de 2 000 personnes pour des délits liés à la marijuana et instaure la condamnation de parents pour l'absentéisme scolaire de leurs enfants, notamment les parents de jeunes délinquants. Elle est, sans véritable opposition, réélue en 2007 pour un autre mandat de 4 ans.

Kamala Harris se sent pousser des ailes et poursuit son ascension. Elle veut devenir le Procureur général de Californie et parvient, là encore, à être la première femme « afro-américaine » à occuper le poste. Sa gestion du National Mortgage Settlement, un accord conclu après la crise des subprimes entre le gouvernement, les 49 procureurs généraux d'État et les cinq plus grandes banques de services hypothécaires dans le pays, déçoit les propriétaires désabusés.

L'accord visait à mettre fin aux accusations portées contre ces banques concernant des pratiques abusives liées aux saisies immobilières. Kamala Harris, qui s'est retirée des négociations nationales, est accusée d'avoir trop cédé aux banques, particulièrement dans son accord séparé avec Wells Fargo, JPMorgan Chase et Bank of America. Si cet arrangement prévoit une réduction de dette de 12 milliards pour des propriétaires californiens, avec au total 18 milliards d'aides financières, aucun banquier n'a été inquiété par la justice.

Sa frivolité, ou plutôt ses proximités malsaines se confirment en 2012 lorsqu'elle empêche une plainte civile contre OneWest Bank, détenue par un groupe d'investissement dirigé par Steven Mnuchin et tout aussi accusée de saisies immobilières abusives. Une enquête menée par le bureau du procureur général de Californie révèle plus d'un millier de violations des lois. Les procureurs de l'État recommandent à Kamala Harris de poursuivre OneWest Bank en justice pour ces violations. Cependant, Harris a décidé de ne pas engager de poursuites civiles contre la banque.

Elle justifie toutes ses décisions par « les preuves à sa disposition ». Il s'est surtout avéré que Kamala Harris ne pourrait pas se priver des dons de ces banques pour ses campagnes, comme ceux de ce même Steven Mnuchin pour sa campagne sénatoriale. Autre tâche dans son bilan comme procureur général : sa décision de maintenir en prison plusieurs accusés malgré l'absence de preuves de leur culpabilité ou la disponibilité de preuves de leur innocence.

Citons George Cage, un électricien au casier judiciaire vierge accusé d'abus sexuel sur sa belle-fille, Johnny Baca pour meurtre, Kevin Cooper, condamné à mort à l'issue d'un procès entaché de graves problèmes de corruption avant d'être empêché de procéder à des tests ADN avancés par Kamala Harris, ou encore Daniel Larsen, accusé de possession d'arme dissimulée et dont les preuves l'innocentaient.

Une sénatrice persécutrice mais une vice-présidente mollassonne

Dès 2015, Kamala Harris brigue un siège au Sénat pour les élections de 2017. La primaire se déroule sans difficultés majeures, tant elle a été bien introduite chez les Dems par Willie Brown, son ange-gardien. Ce dernier n'hésite d'ailleurs pas à s'immiscer dans la campagne de sa protégée, appelant même le rival de Kamala Harris à quitter la course « par loyauté » à son égard. Après avoir reçu le soutien du président sortant, Barack Obama, et de son vice-président, Joe Biden, elle remporte la primaire. L'attention est monopolisée par les élections présidentielles opposant Hillary Clinton à Donald Trump et la campagne de l'ancienne Procureur général de Californie est terne. Elle est élue sénatrice en 2017, en étant la deuxième « afro-américain » à le faire et la première d'origine indo-américaine.

Elle est membre de plusieurs commissions, l'une après l'autre, comme celles du renseignement ou de la Sécurité intérieure, et se fait remarquer par son hostilité envers l'administration Trump. Elle s'oppose même à la nomination de Steven Mnuchin comme secrétaire du Trésor, celui-là même qui a fait un don pour sa campagne sénatoriale ... Ses interventions irritent le président Trump en personne, qui lui reproche, avec les Républicains, un manque de respect à l'égard des personnes interrogées. Kamala Harris confond-elle son rôle de sénatrice avec celui de Procureur qui maintient les personnes en prison malgré des preuves de leur innocence ?

Comme à son accoutumée, Kamala Harris brille par ses incohérences, aussi bien politiques qu'éthiques. Opposée à la légalisation de la marijuana depuis son passage à San Francisco, elle finit par soutenir cette cause. Son revirement est jugé opportuniste. À l'opposé, elle soutient d'abord le programme Medicare for All avant de se tourner vers une approche hybride incluant des options d'assurance privée, suscitant des critiques pour son manque de constance. Mais celles-ci sont plus virulentes lorsqu'il s'agit de financement de campagne. La Sénatrice avait promis de ne pas accepter d'argent de Wall Street, mais a fini par accepter des fonds pour sa campagne présidentielle. Ses positions sur l'immigration ont également changé, notamment en ce qui concerne la décriminalisation des entrées illégales aux États-Unis.

Harris démissionne en janvier 2021 de son siège, après son élection comme vice-présidente de Joe Biden. Mais c'est la Maison Blanche qu'elle vise au début de la campagne démocrate. Considérée comme la favorite, elle n'hésite même pas à réprimander son rival, Joe Biden, pour son bilan de vice-président, histoire de gagner des points dans les sondages. Le candidat la lui rend bien, lui rappelant son bilan en tant que procureur à San Francisco et en Californie, particulièrement ses poursuites liées à la marijuana ainsi que le blocage de tests ADN de condamnés à mort. Elle chute dans les sondages et se retire, « par manque de fonds ».

Candidate par défaut ...

Elle est néanmoins choisie par Biden comme colistière et candidate à la vice-présidence en août 2020. Kamala Harris ne dévoilera pas un visage différent de celui de la procureure et de la sénatrice. Les critiques pleuvent sur ses performances. Elle ne réussit pas à s'imposer sur des dossiers clés et manque d'influence sur les politiques de l'administration Biden. Peu visible et considéré comme ayant peu d'impact, on rapporte des problèmes de gestion du personnel et un taux de rotation élevé parmi ses collaborateurs.

Ses sorties médiatiques ne jouent pas en sa faveur, et Kamala Harris se voit reprocher des déclarations maladroites ou des interventions peu préparées. Sa gestion des frontières et de l'épineux dossier de l'immigration a fini par provoquer une crise majeure entre plusieurs États frontaliers et républicains, avec le gouvernement fédéral, qui s'est manifestée par un bras de fer de plusieurs mois au Congrès. Autant de lacunes qui ont alimenté les doutes sur sa capacité à assumer des responsabilités présidentielles.

Mais la voici finalement, candidate à la Maison Blanche après le retrait de Joe Biden dépassé par sa santé dégradante, ses trous de mémoire et les appels des démocrates à abandonner la course. Pour les démocrates, faute de grives, même séniles, on mange des merles. Faute d'alternatives et dans un souci de continuité de l'administration Biden, leur choix s'abat sur Kamala. Elle reçoit très vite le soutien des siens et des figures importantes du parti. À cela s'ajoute sa capacité à drainer les dons de Wall Street et à redynamiser une campagne à la traîne.

Ainsi, l'ascension politique de Kamala Harris illustre un parcours marqué par l'opportunisme, les contradictions et les controverses. Propulsée par ses relations intimes, elle se retrouve aujourd'hui à la tête du ticket démocrate par défaut. Comble du cynisme et de l'ironie, celle qui a bâti sa carrière sur des condamnations à outrances et de l'inconsistance politique, se présente désormais comme le visage de la continuité et du changement. Reste à savoir si les électeurs américains, face à ce parcours controversé, choisiront de tourner la page Biden en confiant les clés de la Maison Blanche à sa controversée vice-présidente, ou s'ils préféreront chercher ailleurs un nouveau chapitre pour leur nation...

FRANCE-SOIR
Publié le 03 août 2024

Comment satisfaire ses client·e·s

Pour mieux satisfaire ses client·e·s, la banque Belfius a pris il y a quelques jours une décision révolutionnaires : les accueillir.

L'institution financière, détenue à 100% par l'État, est suffisamment fière de sa trouvaille pour convoquer la presse afin de leur faire part de ce qui pourrait tomber sous le sens. Accueillir les client·e·s en agence sans les forcer à prendre rendez-vous ? Mais quelle petite révolution. « *Nous avons remarqué ces derniers temps que la satisfaction de nos clients était mise sous pression par un manque d'accessibilité. C'est pourquoi nous nous engageons à travailler sur cette problématique* », fait remarquer un responsable de la banque à l'agence de presse Belga.

Et pour répondre à cette problématique, Belfius a trouvé une parade à laquelle nous n'aurions sûrement jamais pensé : ses agences urbaines sont désormais accessibles sans rendez-vous tous les jours de la semaine. Ou comment présenter un service qui marchait bien avant comme une révolution pour être toujours plus à l'écoute de ceux et celles qui nous confient leur argent.

On se demande bien combien de réunions stratégiques il a fallu pour arriver à ce constat : les client·e·s souhaitent accéder aux agences bancaires. Une chose est certaine, il aura fallu du temps. Car les banques, qui ont fermé leurs agences pendant la crise sanitaire, sont bien les seules à n'avoir plus ouvert leurs portes. La poste a rouvert ses guichets, les commerces ont accueilli les acheteurs·euses, mais les banques, elles, ont préféré jouer la carte de la « prudence ». À l'époque, le virus se transmettait visiblement plus vite au sein d'une agence bancaire qu'ailleurs.

Peut-être que les dizaines de client·e·s mécontent·e·s de ne pas pouvoir accéder à leur agence chaque jour, les employé·e·s parfois agressé·e·s par des client·e·s excédé·e·s, les insultes des personnes qui ont attendu des heures pour entendre une voix ou bout du fil du call center... ont fini par trouver une oreille attentive.

« *Belfius va œuvrer à rendre ses services plus accessibles, principalement pour les personnes n'utilisant pas ses services en ligne* », annonce fièrement la banque. Pour ce faire, elle promet aussi l'installation d'une machine « cashless » à partir d'avril 2025. Ces automates permettent par exemple d'effectuer des virements ou de consulter son solde. Cela ressemble étrangement aux machines que l'on pouvait trouver en agence et qui contentaient une bonne partie de la clientèle plus âgée qui ne se fait guère aux opérations bancaires sur smartphone mais que la banque avait choisi de supprimer, par soucis de modernité sûrement. Mais ne soyons pas mauvaise langue.

FINANCITÉ

Finlande : l'Alliance de gauche vient de battre l'extrême droite. Entretien avec Li Andersson



Illustration : Wikimedia Commons.

Les élections européennes ont vu les partis d'extrême droite gagner du terrain, mais en Finlande c'est l'Alliance de gauche [gauche radicale] qui a réussi une percée, en réalisant un score de 17 %, tandis que l'extrême droite (le Parti des Finlandais) régressait de 13,8% à 7,6%. La dirigeante de l'Alliance de gauche, Li Andersson, explique dans cet entretien les raisons de son succès et comment son parti a fait reculer l'extrême droite.

Les forces politiques xénophobes et racistes ont progressé dans une grande partie de l'Union européenne, notamment en France et en Autriche. Ces partis contrôlent désormais collectivement près d'un quart des sièges, y compris ceux qui ont des liens avec les néo-nazis, comme l'*Alternative für Deutschland* (AfD) en Allemagne et le Front National Populaire (ELAM) à Chypre.

L'Europe du Nord s'est démarquée de cette sinistre tendance, et les nouvelles en provenance de Finlande ont été particulièrement intéressantes. Alors que le Parti des Finlandais d'extrême droite est une composante du gouvernement depuis un an, le grand vainqueur du scrutin de dimanche se situe à l'autre extrémité de l'échiquier politique. L'Alliance de Gauche socialiste a obtenu 17,3 % des voix et a envoyé trois députés au Parlement européens, ce qui la place en deuxième position derrière le Parti de la Coalition Nationale de centre-droit. Le Parti des Finlandais a perdu un siège, passant de 13,8 à 7,6 % des voix.

La dirigeante de l'Alliance de Gauche, Li Andersson, a obtenu 247 600 voix, soit une voix sur sept de tous les suffrages exprimés en Finlande. C'est le plus grand nombre de voix qu'un.e candidat.e aux législatives finlandaises ait jamais obtenu, et le meilleur score de la gauche radicale finlandaise depuis 1979. Sans surprise pour une candidate de gauche, elle a fermement rejeté les attaques incessantes contre les travailleurs.es et les immigré.es en Finlande et dans toute l'Europe.

Mais sa campagne victorieuse a également appelé à des sanctions contre Israël pour sa guerre contre Gaza, à des restrictions sur les armes nucléaires et à l'apaisement des relations entre la Finlande et la Chine. Bien qu'elle ait lancé des appels qui ont mis en colère la presse de droite – comme le fait d'autoriser les députés de l'Alliance de Gauche à voter librement au Parlement sur l'adhésion de la Finlande à l'OTAN – 25 % des électeurs et des électrices de Finlande la considèrent comme la dirigeante de parti la plus compétente du pays.

Chris Dite, de *Jacobin*, s'est entretenu avec Li Andersson au sujet du défi lancé par l'Alliance de Gauche à l'extrême droite, de la menace de guerre et de la construction d'une alternative internationale de gauche.

*

CHRIS DITE : Beaucoup de gens en Europe vont regarder vos résultats [en Finlande] avec envie. Comment avez-vous fait ?

LI ANDERSSON : Tous les partis rouges et verts ont obtenu de très bons résultats en Finlande, au Danemark et en Suède. Beaucoup de travail a été fait dans les pays nordiques pour créer et construire des partis modernes qui combinent une politique environnementale et climatique ambitieuse avec les thèmes traditionnels de la gauche : les droits des travailleurs, l'investissement dans les services sociaux, l'égalité de la répartition des revenus, etc.

On peut vraiment voir que la gauche est en train de changer. Ces partis s'affirment comme de véritables acteurs de pouvoir à part entière, et non comme de simples partis de soutien aux sociaux-démocrates. En Finlande et au Danemark, les partis rouge-vert ont obtenu plus de voix que les partis sociaux-démocrates traditionnels. Cela montre qu'ils deviennent pour de nombreux électeurs une sorte de « première alternative » à gauche.

CHRIS DITE : Le vote pour l'extrême droite finlandaise s'est effondré lors de ces élections. Les électeurs punissent-ils le Parti des Finlandais pour les mesures d'austérité qu'il a prises depuis qu'il est au pouvoir ?

LI ANDERSSON : Les partis d'extrême droite sont actuellement au pouvoir en Finlande et en Suède, ils travaillent avec la droite traditionnelle et influencent la politique. Les électeurs ont vu ce qu'ils font lorsqu'ils sont au pouvoir.

En Finlande, ils ont trahi presque toutes les promesses électorales sur lesquelles ils avaient fait campagne. Les politiques économiques qu'ils mettent en œuvre sont exactement les mêmes, voire pires, que celles des partis de droite traditionnels. Nous avons assisté à des réductions historiques des revenus et de la sécurité sociale pour de nombreux travailleurs et travailleuses à faibles revenus, ainsi qu'à des attaques historiques contre les syndicats et les droits des travailleurs et des travailleuses.

Tout au long de notre campagne, le message que nous avons adressé aux électeurs et aux électrices était que nous devons nous assurer que ce même type de changement politique ne se produise pas au niveau européen. Ainsi, parce que les électeurs et les électrices savent ce que signifie la collaboration entre l'extrême droite et la droite traditionnelle, ils et elles ont abandonné l'extrême droite. Le Parti des Finlandais a connu de très mauvais résultats à ces élections, et les Démocrates de Suède, d'extrême-droite, ont également perdu gros.

CHRIS DITE : Certains des partis avec lesquels vous serez en contact au Parlement européen ont à peine caché leurs liens avec les néonazis. Votre expérience avec le Parti des Finlandais vous a-t-elle préparé à cela ? Quelle est la meilleure façon de contrer l'attrait de l'extrême droite ?

LI ANDERSSON : Ces partis peuvent se dire « nationalistes », mais l'expérience finlandaise montre que l'arrivée au pouvoir de l'extrême droite a des conséquences terribles pour les gens ordinaires. Le Parti des Finlandais a trahi tous les citoyens ordinaires qui ont voté pour lui, sur toutes les questions liées à leurs droits et à leur vie quotidienne.

Au sein du gouvernement, la seule question qui préoccupait le Parti des Finlandais lorsqu'il négociait avec ses partenaires de coalition était celle de l'immigration. Ils voulaient que la politique migratoire finlandaise, déjà très restrictive, le devienne encore plus. Ils étaient prêts à sacrifier tout le reste : les travailleurs et les travailleuses, les personnes à faible revenu, les personnes qui ont besoin de services sociaux et de soins de santé. Une partie importante de la stratégie de lutte contre l'extrême droite consiste à mettre en avant cette expérience finlandaise.

L'extrême droite tire un grand profit du cynisme à l'égard de l'avenir. Elle entraîne l'atmosphère politique dans une direction où elle est si terrible que beaucoup de gens ne veulent plus se lancer dans la politique. Cela a un effet négatif et réel sur la démocratie, en particulier pour les personnes appartenant aux minorités.

L'autre enseignement que je tire des résultats des élections dans les pays nordiques est que pour contrer l'extrême droite, nous avons besoin d'une orientation politique rouge-verte qui crée de l'espoir. Nous devons montrer aux gens que nous sommes capables de répondre à la grande crise écologique qui affecte notre avenir à tous et à toutes, que nous n'avons pas perdu cette course, qu'il est possible de changer la situation.

L'autre élément crucial est la partie « rouge ». Aux niveaux européen et national, nous pouvons détourner l'attention des partis d'extrême droite en prenant au sérieux les questions sociales et en adoptant un programme progressiste pour s'attaquer au coût de la vie, au logement, aux droits des travailleurs, aux services

sociaux et aux soins de santé. Nous devons montrer que lorsque la gauche est au pouvoir, nous pouvons apporter des changements qui ont un impact sur la vie quotidienne des gens ordinaires.

CHRIS DITE : Les jeunes qui s'organisent en Finlande contre la guerre à Gaza ont récemment gagné sur certaines de leurs revendications. L'Alliance de Gauche a été une voix cohérente contre la guerre à Gaza et les profits que le Parti des Finlandais tire de la violence israélienne. Pensez-vous que la jeune génération est en train de faire évoluer le débat sur la Palestine ?

LI ANDERSSON : Absolument. Pour de nombreux jeunes électeurs et électrices en Finlande, Gaza est l'une des questions les plus importantes. D'après ce que j'ai compris, il en va de même dans les autres pays nordiques. Beaucoup de jeunes ont été choqués par le fait que le monde soit incapable d'arrêter la souffrance humaine à l'échelle de ce que nous avons vu à Gaza. Pour beaucoup de jeunes, le double standard est incompréhensible.

L'Alliance de Gauche a beaucoup parlé des implications que cela aura pour le soi-disant « bloc occidental » dans ses relations avec le Sud et le reste du monde. C'est une façon d'agir tellement illogique : d'abord exiger que tout le monde se joigne à la condamnation de la Russie, mais ensuite refuser de faire de même lorsqu'il s'agit d'Israël. De la même manière que nous devrions tous et toutes condamner l'invasion illégale de l'Ukraine par la Russie, nous devrions être en mesure de condamner les actions d'Israël à Gaza, qui constituent également une violation flagrante du droit international.

L'Alliance de Gauche a appelé à des sanctions contre Israël, ainsi qu'au gel de l'accord de libre-échange entre l'UE et Israël, afin de faire pression sur Israël pour qu'il cesse ses agissements.

CHRIS DITE : Au cours de votre campagne, vous avez plaidé en faveur d'une relance du débat sur les armes nucléaires en Finlande. L'année dernière, en tant que cheffe de parti, vous avez autorisé vos député.es à voter librement sur la question de l'adhésion à l'OTAN. Quelles sont les complexités du débat finlandais sur la guerre et la paix en Europe ?

LI ANDERSSON : Pour les Finlandais, où ils se trouvent, la guerre et la paix ne sont pas quelque chose de théorique. Dans toutes les familles, les gens ont connu la guerre il y a quelques générations. Nous avons également une armée de conscription générale, ce qui signifie que les citoyens ordinaires font leur service militaire. Ils savent que s'il devait y avoir une guerre, cela signifierait un engagement pour tout le monde. Ce n'est pas comme aux États-Unis, où seule la classe travailleuse paie le prix.

Pour ces raisons, la politique de sécurité mobilise un large éventail d'électeurs et d'électrices en Finlande. On peut le voir dans le soutien que la Finlande a apporté à l'Ukraine : beaucoup de Finlandais et Finlandaises s'identifient à la situation de ce pays sur la base de nos propres expériences historiques.

On peut également le voir dans l'évolution des attitudes vis-à-vis de l'adhésion à l'OTAN. Pour les Finlandais.es, le fait que notre voisin soit prêt à lancer une invasion à grande échelle d'un autre pays indépendant a vraiment frappé les esprits. L'opinion commune était que nous devions faire partie de quelque chose de plus grand que nous, afin de réduire la probabilité qu'une telle chose arrive à notre propre pays. C'est ce qui a amené nombre d'électeurs et électrices de gauche à changer d'attitude vis-à-vis de l'adhésion à l'OTAN. J'aurais aimé qu'il y ait une option européenne pour la Finlande afin d'obtenir cette garantie de sécurité, mais il n'y en avait pas vraiment.

Dans le même temps, l'opinion publique soutient fermement la lutte contre les armes nucléaires. La loi actuelle en Finlande interdit l'importation et le stockage d'armes nucléaires sur le territoire finlandais. Ne pas changer cette loi reste notre ligne de parti. En ce qui concerne la décision d'autoriser un vote libre sur l'adhésion à l'OTAN, nous avons vu à l'époque que les opinions étaient divisées au sein du parti, du groupe parlementaire et de notre base électorale. S'il existe réellement des divergences d'opinion au sein du parti, il est parfois plus judicieux de créer une atmosphère propice à un désaccord constructif, plutôt que d'obliger tout le monde à voter à l'unanimité.

CHRIS DITE : Vous êtes actuellement la personnalité politique la plus populaire de Finlande, mais vous avez démissionné de la direction du parti pour assumer votre rôle au Parlement européen. Cela place-t-il l'Alliance de Gauche dans une position délicate en vue des prochaines élections municipales ?

LI ANDERSSON : Non, je ne pense pas. Il est bon de changer de direction lorsque le parti est en bonne position. C'est toujours pire si vous devez partir parce qu'il y a eu une crise, ou que vous avez perdu une élection ou quelque chose comme ça.

Le nombre de membres de l'Alliance de Gauche n'a jamais été aussi élevé depuis quinze ans, et de nombreuses nouvelles personnes nous ont rejoints depuis le jour de l'élection. Dans les sondages nationaux,

nous sommes toujours plus haut que lors des dernières élections législatives. Nous avons beaucoup de très bons nouveaux parlementaires, mais nous avons aussi des parlementaires expérimentés qui siègent pour leur troisième ou quatrième mandat.

Nous avons été en mesure de maintenir notre soutien à ce niveau très élevé, et maintenant nous avons trois membres au Parlement européen. Nous avons la possibilité de participer aux débats au niveau européen, à une échelle beaucoup plus large que celle que nous avons connue jusqu'à présent. Bien entendu, nous pouvons également utiliser cette influence et ces ressources au niveau national en Finlande. Tout cela nous place en bonne position pour l'avenir.

*

Li Andersson est présidente de l'Alliance de Gauche finlandaise et membre du Parlement pour Finland Proper. Chris Dite est enseignant et libraire à Melbourne. Il est membre du syndicat Independent Education Union of Australia (IEU) et du syndicat des travailleurs du commerce de détail et de la restauration rapide (RAFFWU).

2 juillet par Chris DITE, Li ANDERSSON

Initialement publié par Jacobin.

Sources : Contretemps et CADTM

Amérique Latine en Résistance : tensions en Bolivie

Le 26 juin, la Bolivie a connu une période de tension à la suite d'une tentative de coup d'État qui a échoué. L'initiative était menée par le général Juan José Zuñiga, qui avait été démis, la veille, de ses fonctions de commandant de l'armée.

Pendant un peu moins de quatre heures, des chars de l'armée et des soldats armés, sous le commandement de Zuñiga, ont occupé la Plaza Murillo dans la capitale, La Paz; ils ont envahi le Palacio Quemado, palais présidentiel, où se trouvaient le président en exercice, Luis Arce, et son équipe ministérielle.

Le mouvement des corps armés a tout de suite ravivé le souvenir du coup d'État de 2019 qui avait renversé le gouvernement d'Evo Morales, ouvrant ainsi la voie à une année de dictature sanglante dirigée par Jeanine Áñez. Le Mouvement vers le socialisme devait revenir au pouvoir avec la victoire électorale d'Arce en octobre 2020.

Au cours de ces heures confuses, le général insurgé a commencé par affirmer que son insurrection visait à « restaurer la démocratie » dans la nation andine. Cependant, le coup d'État a rapidement perdu de son éclat. En effet, alors que plus aucune force militaire n'était venue rejoindre la tentative de Zuñiga, une foule avait commencé à se rassembler à l'extérieur de la place pour s'opposer au coup d'État.

Le général, de plus en plus isolé dans son char, commença à modifier ses exigences. En premier lieu, il demanda le renvoi de toute l'équipe ministérielle, puis seulement celle du ministre de la défense, et enfin il assura que son objectif était de libérer « tous les prisonniers politiques ». Cette liste comprenait Jeanine Áñez et Luis Fernando Camacho, un autre acteur clé du coup d'État de 2019. Le problème est que tant Áñez que Camacho s'étaient rendu compte que le coup d'État échouerait et qu'ils exprimèrent leur rejet par tweet.

L'isolement international a également été immédiat et énergique. Depuis certains dirigeants régionaux jusqu'à l'Organisation des États américains elle-même (rappelons-nous son rôle néfaste lors du coup d'État de 2019) ont publié des déclarations par lesquelles ils condamnaient cette tentative de renverser la démocratie par des chars d'assaut.

D'autre part, Arce a agi de manière décisive. Il a d'abord appelé à la mobilisation populaire. Ensuite, dans un moment qui a été filmé et qui a fait le tour du monde, il a affronté le général Zuñiga devant le palais présidentiel, puis il a nommé immédiatement, à la nouvelle direction des forces armées, José Sanchez comme nouveau commandant de l'armée.

Sanchez a immédiatement pris la parole et ordonné à tous les bataillons de rejoindre leurs casernes. Les forces militaires présentes sur la place Murillo se sont dispersées en quelques minutes. Zuñiga fut l'un des premiers à s'enfuir, mais il devait être finalement arrêté quelques heures plus tard. Dans les jours qui suivirent, 20 autres personnes furent arrêtées, dont l'ancien capitaine d'infanterie Miguel Angel Burgos et l'ancien commandant de l'armée de l'air, Javier Zegarra, ainsi que des militaires en activité, des retraités et des civils.

Après l'échec du coup d'État, Arce, le vice-président David Choquehuanca, et d'autres dirigeants ont pris la tête d'une mobilisation massive, mi-jubilatoire, mi-soulagée. Dans les jours qui ont suivi, des mobilisations ont également eu lieu dans diverses régions du pays, pour exprimer leur soutien au gouvernement et rejeter des initiatives violentes et antidémocratiques.

Le président bolivien n'a pas exclu la possibilité d'intérêts extérieurs, dans cette affaire, et qui impliqueraient les États-Unis, notamment en raison des intérêts économiques en jeu ; il a ordonné une « enquête complète » pour identifier les cerveaux et les personnes qui ont financé l'opération menée par Zuñiga.

Le coup d'État manqué du 26 juin a rappelé la nécessité d'une vigilance permanente à l'égard des forces de droite plus ou moins ouvertement alignées sur l'impérialisme. Les coups d'État ne sont pas une pratique du passé, et encore moins avec la montée de l'extrême droite sur le continent.

D'autre part, la tentative de coup d'État a fini par aggraver la fracture au sein de la gauche bolivienne. Les partisans de l'ancien président Evo Morales, qui a pris le contrôle du MAS, ont répandu la thèse, aussi infondée qu'irresponsable, selon laquelle Arce avait ordonné un « auto-coup d'État » pour accroître sa popularité. M. Morales n'a pas repris cette idée à son compte, mais il a laissé planer l'insinuation.

Les prochaines élections présidentielles, par lesquelles Evo souhaite revenir à la présidence, sont au cœur du conflit. Mais Arce a également montré les signes de sa volonté de se faire réélire, ce qui a suscité des conflits tant au sein du parti qu'au niveau institutionnel. Le Tribunal constitutionnel est encore en train d'étudier la possibilité pour Evo Morales de se présenter à nouveau à la présidence après avoir effectué deux mandats.

En fin de compte, cette guerre fratricide pourrait s'achever avec l'ouverture de la voie à la prise de pouvoir par la droite pour la première fois depuis 2006, si l'on exclut la période qui a suivi le coup d'État de 2019. Il serait tragique que cela se produise parce que deux des principaux leaders n'ont pas su faire passer l'intérêt du peuple avant leurs ambitions personnelles.

Jessica DOS SANTOS, Ricardo VAZ
25 juillet 2024

Traduit par Sylvie Carrasco.
Source : Investig'Action

Nos médias, la Catalogne de Puigdemont et les traditions antidémocratiques de l'État espagnol !

Il est vrai qu'on ne pourrait pas s'attendre à une meilleure couverture de la nouvelle affaire Puigdemont de la part des médias français. Car ça fait des décennies que la presse française de presque toute sensibilité politique, soit passe sous silence les événements souvent historiques qui agitent la Catalogne, soit les présente d'une manière qui ne mécontenterait pas les gouvernants de Madrid également de toute sensibilité, y inclue franquiste.

Alors, pour parler du bref retour à Barcelone de Carles Puigdemont, après 7 ans d'exil en Belgique, ils le présentent comme quelqu'un « qui fuit la justice » et pas comme un ex-président de Catalogne très démocratiquement élu par les Catalans et destitué de façon plus que antidémocratique et autoritaire par le pouvoir espagnoliste de Madrid. Et aussi, comme « recherché par la justice et la police de son pays » pour « malversations », oubliant d'habitude de dire que ces « malversations » concernent les frais d'organisation du référendum sur l'autodétermination des Catalans en 2017, considéré par les gouvernants de Madrid comme illégal et réprimé sauvagement comme tel par leur police.

Mais, ce n'est pas tout. Ils « oublient » aussi de dire que Carles Puigdemont jouit de l'immunité parlementaire car élu actuellement au Parlement (Generalitat) Catalan à la tête de son parti Junts per Catalunya, après avoir été député européen. Et surtout, ils « oublient » de rappeler que Puigdemont est amnistié par l'actuel gouvernement espagnol ensemble avec 400 Catalans ex-ministres, ex- présidents de la Generalitat, chefs des partis, députés, universitaires, écrivains, artistes, intellectuels et autres personnalités de première ordre. Et que cette amnistie a été validée par le vote de la majorité des parlementaires de l'État Espagnol ! Et enfin, ils « oublient » de dire que le mandat d'arrêt international émis par les juges de Madrid contre Puigdemont a été jugé nul, irrecevable et inacceptable par les justices belges et suisses, car en contradiction flagrante avec le droit international et les libertés démocratiques !

En somme, nos chers médias et leurs journalistes disent beaucoup de choses pour cacher l'essentiel : la vérité. Et dans le cas de Puigdemont et de sa Catalogne cette vérité s'appelle droit à l'autodétermination, droit des peuples à disposer d'eux mêmes, un droit fondamental et nullement inexistant car faisant partie du droit international depuis son inscription dans la Charte des Nations Unis en 1945 !

Évidemment, tout ça ne sont que des... arguties pour les gouvernants de Madrid qui n'ont jamais hésité de taxer de... « terroristes » et de condamner à des lourdes peines de prison ceux et celles qui se revendiquent très pacifiquement de ce droit des peuples à disposer d'eux mêmes. Ils le font ces 7 dernières années mais ils ont fait bien pire durant ces derniers quatre siècles. D'ailleurs, ils n'ont aucun problème de se revendiquer de cette « tradition » espagnoliste et de répéter régulièrement même de la tribune du Parlement de Madrid, que la suppression des velléités indépendantistes des Catalans requiert que Barcelone soit... bombardée une fois par demi-siècle !

C'est comme si rien n'avait changé dans cet État espagnol dont plus de 1 300 rues et places continuent de porter le nom de son dictateur fasciste Franco et de ses acolytes. Et c'est exactement cette continuité dans la barbarie de cet État espagnol qui explique en partie le pourquoi de son hystérie (répressive) anti-catalane. Car pratiquement tous les États ont des pages noires dans leurs histoires, mais il n'y a que l'État espagnol qui s'en déclare fier. Un État espagnol dont les rois, les juges, les évêques, les généraux et les partis politiques (même les socialistes du PSOE !) continuent de nier les responsabilités de leurs ancêtres dans le plus grand génocide de l'histoire de l'humanité, celui des peuples indigènes des Amériques, et continuent de prétendre – même devant les leaders latino-américains ! – que ces ancêtres n'ont fait que porter la... civilisation aux primitifs et autres barbares qui peuplaient le nouveau monde ! Un État espagnol qui revendique et même célèbre toujours son passé séculaire pourtant parsemé de crimes « fondateurs » depuis ceux commis contre les Arabes de Al Andalus et les Juifs expulsés d'Espagne, jusqu'à l'obscurantiste et tristement célèbre Inquisition et le siège de Barcelone en 1714 au terme duquel les troupes du roi Philippe V ont massacré sa population après l'avoir affamée. [1] Sans oublier évidemment le bain de sang dans lequel a été noyée « l'autre Espagne » républicaine, plébéienne et de gauche en 1936-1939, pour aboutir à la « transition » post-franquiste qui a vu l'établissement d'une démocratie façonnée et contrôlée par le vieux dictateur mort dans son lit et enterré avec tous les honneurs...

Voici donc pourquoi il y a dans l'Espagne du XXI^e siècle tant des généraux et autres militaires nostalgiques de Franco qui multiplient les appels en faveur des coups d'État qui rétabliraient l'ordre des cimetières « tout d'abord et en priorité en Catalogne ». Et voici pourquoi il y a tant des juges, surtout de haut rang, tout droit sortis des dessins de Goya, qui condamnent à la chaîne à des lourdes peines d'emprisonnement pour...« terrorisme » tout citoyen qui ose revendiquer ses droits démocratiques les plus élémentaires. Et enfin, voici pourquoi toutes ces manifestations antidémocratiques, autoritaires et obscurantistes sont systématiquement couvertes par les autorités politiques et religieuses qui font preuve d'un fanatisme et d'un acharnement qui rappelle celle de l'Inquisition !

Alors, nos médias et leurs patrons se trompent lourdement quand ils s'empressent de sonner la fin du « procès » indépendantiste catalan et d'enterrer – pour la énième fois ! – le mouvement populaire qui se bat pour l'autodétermination de ce pays au cœur de l'Europe. Ce mouvement de masse persiste et reste radical et déterminé malgré la répression féroce et malgré le désarroi provoqué par les luttes intestines, les trahisons et les compromissions de la plupart des partis dits indépendantistes. D'ailleurs, le fait que l'État espagnol emploie toujours les grands moyens pour le réprimer et va jusqu'à organiser une opération policière gigantesque et sans précédent « sur terre, dans les airs et la mer » pour arrêter son ex-président Carles Puigdemont, montre combien ce mouvement indépendantiste catalan reste fort et combien cet État espagnol dépourvu d'arguments, n'a que la violence comme seule réponse.

Notes

[1] Les dizaines de milliers de supporters de Barcelone rappellent ce funeste 1714 quand ils attendent la 17^e minute et 14 secondes de chaque match de leur équipe favorite au Camp Nou pour scander tous ensemble « I-Inde-Independencia »...

Yorgos MITRALIAS (CADTM)

Élections indiennes : la magie de Modi en question



Des agricultrices travaillent sur leurs parcelles de légumes près de la ville de Kullu, dans l'Himachal Pradesh, en 2011. Auparavant, la région était un important producteur de pommes, mais la hausse des températures a contraint presque tous les producteurs de pommes de la région à abandonner leur culture. © Neil Palmer (CIAT) – CC BY-SA 2.

Les formules politiques qui ont si bien fonctionné auparavant pour Narendra Modi se sont avérées moins efficaces cette année et son parti a perdu la majorité. Modi restera en poste, mais ses opposants seront plus confiants dans leur capacité à remettre en cause son programme hindutva [1].

Narendra Modi, le Premier ministre indien, a remporté un troisième mandat consécutif lors d'élections générales qui se sont révélées beaucoup plus serrées que prévu. La coalition au pouvoir, dominée par le BJP, l'Alliance démocratique nationale (NDA), a remporté 293 des 543 sièges de la chambre basse du parlement indien, la Lok Sabha, tandis que l'alliance INDIA de l'opposition, menée par le Parti du Congrès, a obtenu 234 sièges. La plupart des experts et une grande partie des médias pensaient que la marche effrénée de Modi se traduirait par une victoire facile, mais les résultats du scrutin ont prouvé le contraire.

Son ambitieux slogan « Ab ki baar, 400 paar » (« cette fois, plus de 400 », correspondant à son objectif d'emporter 400 élus) a lamentablement échoué, puisque le Bharatiya Janata Party a perdu sa majorité absolue et n'a remporté que 240 sièges à la Lok Sabha, contre 303 en 2019. Mais s'il y a un chiffre qui reflète l'aspect personnel de la chute de Modi, c'est la faible marge, de 152 513 voix – contre 471 000 en 2019 – par laquelle il a remporté son propre siège à Varanasi. Ce n'est pas seulement la marge qui s'est rétrécie : cette fois-ci, il a obtenu environ 62 000 voix de moins, même si le nombre total de voix dans la circonscription a augmenté d'environ 70 000, réduisant sa part de voix de 63,6 % à 54,2 %.

Le BJP n'ayant pas obtenu la majorité absolue, Modi sera contraint de s'appuyer sur des partenaires, un choc pour quelqu'un qui a l'habitude de jouir d'un pouvoir et d'une autorité sans entraves. Modi est tombé de son piédestal et sera sauvé par des partis régionaux comme Telugu Desam, Janata Dal (United), etc. Non seulement le paysage politique changera et Modi sera considérablement affaibli, mais il devra également faire face à une opposition rajeunie qui remettra en question son omniprésence dans la politique et la société indiennes.

Contexte socio-économique

Les élections se sont déroulées dans un contexte de crise socio-économique sans précédent, des inégalités, un chômage et une inflation élevés. Selon les données du CMIE, l'Inde possède un taux de chômage des jeunes parmi les plus élevés au monde, avec 45,4 % [2]. Le taux de chômage global est de 8 %, sans tenir compte des nombreux types de sous-emploi et de chômage caché dans un pays où près de 94 % de la main-d'œuvre est employée dans le secteur informel.

Alors que tous les discours dominants se concentrent sur la réalisation d'un taux de croissance élevé du PIB et d'une économie de 5 000 milliards de dollars d'ici 2028, rares sont ceux qui se demandent à qui profitera la course vers ces objectifs. Le gouvernement s'est engagé à porter la part du secteur manufacturier dans l'économie à 25 % d'ici 2025, mais en Inde, les investissements ont été principalement consacrés à la fabrication à forte intensité de capital [3], ce qui n'a pas permis de créer des emplois et d'autres perspectives de subsistance. Les unités à forte intensité de capital, qui font également partie de la chaîne d'approvisionnement mondiale, ont une contribution limitée à la création d'emplois dans le secteur manufacturier en raison des progrès technologiques et de l'automatisation. L'État indien soutient totalement ce secteur par le biais de régimes d'incitation liés à la production et d'autres politiques, au détriment des industries à forte intensité de main-d'œuvre.

Il n'est pas surprenant que la croissance de l'emploi stagne à 2 % depuis deux décennies et qu'il soit difficile d'absorber l'excédent de main-d'œuvre, à moins que le taux n'atteigne 4 à 5 %. La part des salaires dans le PIB étant en baisse, les inégalités ont atteint des niveaux records. Alors que le pays se classe au troisième rang des pays ayant le plus de milliardaires dans le monde, avec 271 milliardaires, 800 millions de personnes dépendent de la gratuité des céréales pour survivre. Leurs conditions d'existence, ainsi que celles d'une part importante de la classe moyenne, sont aggravées par des niveaux d'inflation élevés, en particulier par la hausse des prix des denrées alimentaires.

L'endettement des ménages indiens a atteint le niveau record de 39,1 % du produit intérieur brut (PIB). Cette situation est préoccupante car, malgré une croissance significative du PIB, l'endettement des ménages reste élevé et l'épargne faible. Les économistes ont attribué la forte baisse de l'épargne – alors que les niveaux d'endettement restent élevés – à la faiblesse des revenus et au ralentissement de la consommation dans l'économie.

La détresse rurale

L'Inde rurale n'a pas suivi le rythme de l'économie dans son ensemble. L'écart s'est creusé pendant la pandémie, lorsque la demande en biens et services en zone rurale a été gravement affectée par l'érosion du pouvoir d'achat, et les mauvaises conditions météorologiques l'ont encore affaibli. Au cœur de l'Inde intérieure, une crise silencieuse se déroule et en dit long sur les problèmes économiques qui affectent les communautés rurales dans tout le pays. La baisse des salaires réels, conjuguée à une inflation galopante, plonge l'Inde rurale dans un abîme de détresse financière. Cette détresse est l'histoire d'une souffrance tangible subie par des millions de personnes qui travaillent dur et qui luttent pour joindre les deux bouts.

Les chiffres dressent un tableau sombre : les salaires ruraux se sont contractés au cours de 25 des 27 derniers mois (jusqu'en avril 2024), atteignant une baisse stupéfiante de 3,1 % pour le seul mois de février. Cette érosion du pouvoir d'achat est exacerbée par une spirale inflationniste incessante, les produits de base étant de plus en plus hors de portée des ménages ruraux. De la lentille aux oignons, la hausse des prix des produits de première nécessité étrangle des budgets déjà serrés, laissant les familles devant des choix impossibles. Mais les répercussions vont bien au-delà de l'économie domestique. L'atonie de la consommation, illustrée par la stagnation des ventes de tracteurs et la baisse des achats de deux-roues, est le signe avant-coureur de problèmes systémiques plus profonds. Ces tendances reflètent non seulement les problèmes économiques de l'Inde rurale, mais aussi un malaise plus général dans l'économie rurale du pays. Alors que les tracteurs prennent la poussière, les roues du progrès s'arrêtent dans les communautés rurales, frustrant les aspirations et étouffant la croissance. En outre, la disparité entre les taux d'inflation ruraux et urbains souligne l'inégalité du fardeau supporté par les populations rurales. Alors que les zones urbaines peuvent résister aux pressions inflationnistes avec une relative facilité, les communautés rurales sont touchées de manière disproportionnée, avec des ressources limitées pour amortir la hausse des coûts. Cette disparité n'est pas simplement une question de statistiques économiques, mais le reflet des inégalités systémiques qui perpétuent l'appauvrissement des zones rurales.

La crise agricole

La crise agricole est le défi le plus pressant auquel l'Inde est confrontée. Cette crise comporte plusieurs niveaux et plusieurs facettes. Le secteur agricole est un aspect crucial de l'économie indienne, avec près de 60 % de la population travaillant dans l'agriculture et contribuant à hauteur de 18 % au PIB du pays. Il est assez bien établi que la crise agricole, telle que nous la connaissons aujourd'hui, s'est intensifiée au début des années 1990, alors que l'économie subissait des changements structurels. L'évolution de la néolibéralisation a également favorisé une réduction massive des subventions aux intrants agricoles. Avec la diminution des subventions aux intrants par l'État, en pourcentage du PIB, les prix des intrants ont fortement augmenté, bien que les prix à la production n'aient pas réagi en conséquence.

En Inde, les subventions aux intrants concernent principalement les engrais, l'électricité et l'irrigation. Le crédit agricole est considéré comme une subvention indirecte. Les subventions alimentaires sont également accordées par l'État. La crise agricole et la détresse agricole en Inde ont conduit à l'endettement rural. Même les nombreux rapports soumis au gouvernement sur les suicides d'agriculteurs ont clairement indiqué que l'endettement des ménages ruraux en était l'une des principales causes.

En 2021, l'enquête de l'Office national d'enquête par sondage (ONES) intitulée « Assessment of Farm Households and Farm and Livestock Holdings, 2019 » (Évaluation des ménages agricoles et des exploitations agricoles et d'élevage, 2019) a été publiée. Les données de l'enquête montrent qu'environ la moitié des ménages agricoles indiens sont endettés. Les données du Bureau national des statistiques estiment que dans toute l'Inde, de janvier à décembre 2019, 50,2 % des ménages étaient endettés. Il s'agit d'un chiffre colossal si l'on considère que le pays comptait 93 millions de ménages agricoles en 2019.

Déficit démocratique

Par ailleurs, la crise politique s'aggrave de jour en jour. Au cours de la dernière décennie, les Indiens ont assisté, impuissants, à l'emprisonnement de militants de la société civile, de journalistes, d'étudiants et de dissidents, à la capture institutionnelle, à la propagation de discours de haine et de violence contre les minorités musulmanes et chrétiennes, et à la suppression de toute forme d'opposition politique. L'année dernière, plus de 143 députés ont été suspendus afin d'éliminer toute dissidence au sein du Parlement. Leur seule transgression a été de demander un débat au parlement sur la violation de la sécurité par un gouvernement qui utilise le terme de « sécurité nationale » pour détenir des milliers de personnes à travers le pays. De nombreux membres de l'opposition ont estimé qu'une purge totale était en cours pour faire passer des projets de loi draconiens sans aucun débat digne de ce nom. Les procédures parlementaires ont également atteint des niveaux sans précédent, l'ensemble du budget ayant été adopté sans débat et la plupart des projets de loi ayant été adoptés sans vote enregistré.

Les agences d'investigation et d'autres institutions ont surtout été (mal) utilisées pour persécuter les dirigeants de l'opposition, y compris pour démanteler des partis rivaux. Le recul démocratique n'a jamais été aussi évident, les médias étant réprimés et les universités étant privées de leur fonction vitale qui est d'inculquer l'esprit critique aux étudiants. Les stratégies fascistes de prise de pouvoir, comme celles de leurs homologues mondiaux, consistent à éroder progressivement les institutions et les pratiques démocratiques jusqu'à ce qu'il ne reste plus que les élections comme référence démocratique symbolique. Le contrôle des médias par le Premier ministre Modi, les fonds considérables qu'il a consacrés à sa campagne et sa démagogie manifeste lui ont permis d'ignorer les véritables préoccupations des électeurs.

L'Inde est l'un des pays où les citoyens ont le moins d'attachement à la démocratie représentative. Une enquête réalisée par le centre de recherche américain Pew menée l'année dernière dans 24 pays a montré que l'enthousiasme pour la démocratie a diminué dans de nombreux pays depuis 2017, et près de 75 % des personnes interrogées affirment que les élus ne se soucient pas de ce que pensent les gens ordinaires. En Inde, ce sentiment est particulièrement fort. Seuls 36 % des Indiens pensent aujourd'hui que la démocratie est une bonne idée, contre 44 % il y a six ans, et un pourcentage stupéfiant révèle que 72 % des Indiens – le plus élevé de tous les pays étudiés – pensent qu'un régime militaire serait une bonne idée.

La forte déconnexion entre la population et la politique, qui engendre une telle apathie, met en évidence un énorme déficit démocratique et pourrait être considérée comme une mesure du déclin démocratique de l'Inde sous la direction de Modi. Les observateurs mondiaux de la démocratie considèrent l'Inde comme l'une des démocraties dont le déclin est le plus rapide. La Freedom House, basée à Washington, l'a qualifiée de « partiellement libre », tandis que l'Institut suédois pour les variétés de démocratie (V-Dem) la qualifie « d'autocratie électorale ». Dans son (dernier) « Rapport sur la démocratie 2024 », V-Dem a qualifié l'Inde de « l'une des pires autocraties ». Ces observateurs mondiaux ont noté que les dix années passées par Modi en tant que Premier ministre ont été marquées par une réduction sans précédent des libertés civiles, un rétrécissement de l'espace civique, la mainmise sur les institutions démocratiques et l'oppression des minorités indiennes, en particulier des 200 millions de musulmans, qui représentent environ 14 % de la population.

Les minorités religieuses du pays sont confrontées à une menace existentielle, étant constamment marginalisées et humiliées. Modi a ouvertement qualifié les musulmans « d'infiltrés » au cours de la campagne électorale actuelle, généralisant l'idée qu'ils sont indésirables dans le système politique. Un programme de radicalisation de masse mené par l'État – par le biais des médias sociaux, des médias grand public, des programmes scolaires, des paroles et des actions du gouvernement et des acteurs non gouvernementaux tels que les groupes d'autodéfense – a polarisé la société. Les institutions démocratiques indiennes sont systématiquement imprégnées de l'idéologie nationaliste hindoue et remplies de ses partisans.

Cette concentration extrême du pouvoir exécutif s'accompagne d'une concentration du pouvoir économique, le gouvernement Modi accordant des allègements fiscaux et des faveurs politiques aux grandes entreprises, qui, en retour, financent son autocratie naissante par de gros chèques. Un rapport judiciaire sur les détails d'un outil anonyme de financement de campagne appelé « obligations électorales » montre comment son parti amasse la part du lion des contributions des entreprises, souvent en échange de faveurs du gouvernement ou par le recours à la coercition. Une petite partie de la population a prospéré grâce à ces entreprises en plein essor, mais les inégalités se sont creusées.

La « magie de Modi »

La stratégie du BJP pour remporter les élections et obtenir ainsi l'aval du Parlement pour son projet fasciste repose sur la « magie de Modi ». Auparavant, le BJP avait exploité la ferveur ultranationaliste déclenchée par l'attaque de Pulwama [4] et l'opération éclair de Balakot pour remporter les élections de 2019. Cette fois, sans grande surprise, le joueur de flûte a joué la musique de la gouvernance stable, de la continuité du « développement », de mesures de bien-être efficaces et d'une amélioration de l'image mondiale de l'Inde. De plus, une combinaison de réalisations hypernationalistes – révoquer l'autonomie du Cachemire, construire le temple de Ram à Ayodhya et promulguer la loi discriminatoire sur la citoyenneté – a été choisie comme partition gagnante. La nouvelle loi sur la citoyenneté n'offre une voie rapide vers la naturalisation qu'aux immigrants non musulmans originaires d'Afghanistan, du Bangladesh et du Pakistan et installés avant le 31 décembre 2014. La loi exclut les musulmans, qui sont majoritaires dans ces trois pays.

En outre, les résultats obtenus par de nombreux États gouvernés par le BJP dans la mise en œuvre de lois renforçant les réglementations sur les mariages interconfessionnels et attaquant les minorités au nom de la protection des vaches étaient censés rapporter de gros dividendes. Mais le théâtre électoral a suivi un scénario différent. La répétition constante par les chaînes d'information de l'invincibilité du BJP n'a pas fonctionné non plus.

L'opposition a été prise dans les méandres du partage des sièges, les rivalités internes, les défections et l'absence d'un leader. En outre, elle a dû faire face aux ressources financières considérables du BJP, qui ont assuré une portée et une influence importantes à sa campagne. Les dépenses considérables du BJP, qui comprenaient un milliard de dollars américains provenant du programme de financement électoral, désormais illégal, étaient destinées à submerger l'électorat. Il a dépensé beaucoup plus pour les élections que tous les autres partis réunis. Cela a sapé les systèmes électoraux indiens, déjà peu démocratiques. Les résultats des élections ont toutefois permis de freiner la montée fasciste, mais momentanément.

Les causes du recul

La magie de Modi, la formule gagnante, semble avoir perdu de son éclat. La défaite cuisante du BJP en Uttar Pradesh, l'État du cœur de l'Hindi qui a été le laboratoire de la politique de l'Hindutva au cours des trois dernières décennies, a bouleversé l'histoire. Ce revers survient quelques mois seulement après la consécration très médiatisée du temple de Ram à Ayodhya, qui aurait eu comme objectif de polariser les sentiments religieux pendant les élections. Le BJP a perdu la circonscription de Faizabad, qui comprend Ayodhya, malgré une campagne intensive sur la question du temple de Ram.

Comment comprendre un tel résultat électoral face à un leader dont la cote de popularité a toujours été élevée ? S'agit-il simplement d'un phénomène de dédagisme ? Ou de l'influence des courants rejetant l'inflation, le chômage et les souffrances croissantes de la population d'une part, et des effets de la tentative du gouvernement d'imposer des mesures impopulaires telles que la réglementation agricole ou les réformes du droit du travail d'autre part ? Depuis longtemps le BJP a perdu toutes les élections basées sur le reflet des clivages de classes, alors que les élections basées sur des enjeux communaux et sur le chauvinisme ont favorisé son retour au pouvoir. Si nous examinons les élections précédentes dans les États, qui ne sont pas moins importantes, nous obtenons une meilleure image. Les revers du BJP au Karnataka, et auparavant au Madhya Pradesh, au Chattisgarh, au Rajasthan et dans d'autres États, montrent que le parti a été évincé du pouvoir parce qu'il n'a pas réussi à polariser l'opinion publique autour du communautarisme et du chauvinisme. Il a continué à le faire dans l'Uttar Pradesh jusqu'à aujourd'hui et, en conséquence, l'État a été le bastion le plus puissant du BJP dans le pays, le laboratoire le plus récent du fascisme indien.

Plusieurs facteurs semblent avoir ralenti sa progression au centre. La « magie de Modi » a surtout opéré lors des élections législatives, lorsqu'il s'est présenté comme un leader fort, capable d'assurer la sécurité politique et économique du pays. L'image d'un leader puissant et centralisateur, comme Hitler, a été méticuleusement cultivée. L'image d'un pouvoir centralisé, associée à un récit électoral national singulier, qui était autrefois le seul argument de vente de Modi, s'est avérée efficace en 2014 et en 2019. Cependant, l'absence d'un récit unificateur a provoqué une fragmentation importante, entraînant une provincialisation des préoccupations et des problèmes. L'élection a semblé être une somme de préoccupations centrées sur l'État, dans laquelle la « magie » a perdu une grande partie de son attrait.

En fait, le BJP n'a pas pu centraliser efficacement la question électorale en présentant Modi comme un lueur d'espoir pour le développement, car cela aurait pu ouvrir la boîte de Pandore compte tenu de la situation socio-économique actuelle. Avec l'inauguration du temple de Ram à sa disposition, il espérait surmonter les défis d'une coalition d'opposition faible. Si le slogan « plus de 400 » peut sembler arrogant, la vérité est qu'en l'absence de tout autre sujet convaincant, ce slogan a été soigneusement élaboré pour tout à la fois submerger les électeurs et créer un désarroi dans les rangs de l'opposition. Cela n'a pas fonctionné. L'opposition a fait campagne contre ce slogan, arguant que si le BJP remportait une victoire écrasante, il modifierait la Constitution. Si les musulmanes et les autres minorités religieuses ont été horrifiés par cette perspective, les intouchables (dalits) et les autres castes arriérées ont également craint que leurs réservations (quotas, NDLR) leur soient retirées. Le Congrès et les autres partis d'opposition ont habilement exploité la résistance du BJP au recensement des castes. Le recul des électeurs dalits et des OBC (Other Backward Classes) non-Yadav [5] a coûté cher au parti dans le nord de l'Inde.

La voie à suivre

Les masses sont apparues comme la force la plus puissante de ces élections. Les résultats montrent que le BJP a perdu 38 sièges dans des circonscriptions qui ont connu une participation active à la lutte des agriculteurs. Qu'il s'agisse des agriculteurs, des médecins ou des mouvements contre la loi sur la citoyenneté, tous ont une opinion polarisée sur le gouvernement du BJP. Alors qu'une grande partie de la société a activement défilé dans les rues, ignorant les sévères représailles, une partie encore plus importante a silencieusement suivi le mouvement et est passée à l'action dans les isoloirs. La main de fer de l'autocratie montrant apparemment des signes de faiblesse, on peut s'attendre à d'autres mouvements de ce type à l'avenir, étant donné la crise omniprésente qui nous engloutit.

Mais les manifestations spontanées suffiront-elles à vaincre les fascistes ? N'oublions pas que nous sommes confrontés à un adversaire puissant qui a la capacité de riposter, étant donné la montée mondiale de la droite. Il a été souligné précédemment que le BJP rebondit fortement après chaque revers électoral en raison de la forte présence du RSS [6] et de son réseau fasciste sur le terrain. La main de fer de l'autocratie montrant apparemment des signes de faiblesse, le développement d'autres mouvements de ce type est probable à l'avenir, étant donné la crise généralisée dans laquelle nous nous trouvons.

Nous avons besoin d'une stratégie clairement articulée, capable de créer un récit contre-hégémonique basé sur une vision transformatrice anticapitaliste forte, avec une composante démocratique importante. L'ironie est que la gauche devrait jouer un rôle central dans ce projet, mais elle n'est pas une force suffisamment

forte dans le paysage politique indien actuel, même si elle a été capable d'augmenter sa présence parlementaire de 6 à 9 députés. Pendant longtemps, elle s'est enlisée dans le parlementarisme, sans véritable stratégie et a perdu lentement mais sûrement ses électeurs sur le terrain. Le courant dominant de la gauche a subi une déformation petite-bourgeoise telle qu'il est incapable de gagner le soutien d'une quelconque partie des masses souffrant des crises multiples. Pour certaines parties de la gauche, la justification de leur alliance avec les partis bourgeois était que les élections actuelles n'étaient qu'une occasion de reprendre et de porter la bannière de la liberté démocratique bourgeoise qui a été jetée par-dessus bord.

Il est trop tôt pour tirer des conclusions définitives, car le BJP s'est vu refuser la majorité absolue, mais n'a pas été vaincu. Toute exagération des résultats de l'opposition pourrait nous entraîner sur une mauvaise voie politique. Toutefois, certains résultats du verdict de 2024 doivent être analysés avec soin. Il a non seulement remis en cause l'invincibilité hégémonique de Modi, mais il a également ramené le pays à un gouvernement de coalition après une décennie de contrôle par un parti unique. Un gouvernement fort, contrôlant totalement le parlement, ne serait pas de bon augure pour les intérêts de la classe ouvrière. Un gouvernement faible et instable dirigé par une alliance non-BJP ne ferait que restaurer la crédibilité perdue du BJP. Un gouvernement faible dirigé par le BJP et Modi ne paralyserait pas seulement l'establishment capitaliste dans son ensemble, mais détruirait encore davantage et complètement les restes carbonisés du BJP-Modi. Et cela ouvrira certainement des options pour la gauche et les mouvements sociaux. Nous avons besoin de toute urgence d'une nouvelle gauche capable de lutter contre l'hégémonie hindoue et de ne pas rompre avec le projet contre-transformateur de construction d'un socialisme démocratique.

Notes

[1] Idéologie hégémoniste indoue, notamment contre les musulmans dans les zones rurales.

[2] Centre for Monitoring Indian Economy Pvt. Ltd, « Youth unemployment shockingly high », Natasha Somayya K, 26 septembre 2023.

[3] L'intensité capitalistique mesure, pour une unité, les actifs nécessaires pour générer un revenu. Elle se calcule en rapportant des immobilisations corporelles brutes à l'effectif salarié en équivalents temps plein (ETP).

[4] L'attentat de Pulwama est un attentat-suicide islamiste au véhicule piégé survenu le 14 février 2019 dans le district de Pulwama, État du Jammu-et-Cachemire, en Inde. L'attaque, perpétrée par un membre de l'organisation pakistanaise Jaish-e-Mohammed, tue quarante-six membres de la Central Reserve Police Force. En représailles, le 26 février 2019, dans le district de Mansehra, au Pakistan, des Mirage 2000 Indiens frappent un camp d'entraînement de Jaish-e-Mohammed. Selon l'Inde, le camp est rasé tandis que le Pakistan annonce que la frappe n'a fait aucun dégât. Cette frappe en territoire pakistanais déclenche la confrontation indo-pakistanaise de 2019.

[5] Les Yādava désignent le regroupement de grandes communautés indiennes (Ahirs, Gauls, Gopis et Goalas) vivant de l'élevage. Historiquement, dans le sud de l'Awadh, dans les provinces du nord-ouest de l'Inde et dans la province de Bihar, des communautés aristocratiques (exemptes du travail manuel) s'étaient taillées de petites enclaves au sein de terres cultivées par les castes paysannes.

[6] certains de ses militants préféraient collaborer avec l'Empire et entrer dans l'armée afin de lutter contre les musulmans, perçus comme les principaux ennemis.

Sushovan DHAR, 13 août
CADTM Inde

Plainte contre X



Plainte contre X. © France-Soir, AFP

Soyons clairs. Clairs, nets et précis.

C'est acté. Thierry Breton prend son rôle de Herr « komissar » européen très au sérieux. Oui. Monsieur (Her) fait du zèle, et même des excès, notamment en termes de réduction de la liberté d'expression. Il a beau se dire « démocrate », s'il continue un peu plus en ce sens, sera-t-on étonné qu'une personne se risque à dire « *qu'il est à la liberté d'expression ce que "le Führer" fut à la liberté d'une certaine minorité* ». La liberté d'aller et venir, qu'il a transformée, pour eux, en « l'obligation d'aller et de ne jamais en revenir ». Six millions « d'internés » peuvent tragiquement en témoigner, hélas uniquement à titre posthume. Et, concernant Thierry Breton, ce serait donc six milliards d'internautes.

En effet, arroseur arrosé (malgré lui ?) ou retour de boomerang auquel il aurait dû s'attendre, Thierry Breton, commissaire européen au marché intérieur, a pris, le 12 août 2024, ce qui semble être une initiative personnelle qui s'est retournée contre lui (voir infra).

De manière, on ne peut davantage officielle, puisque sur du papier entête de l'Union européenne faisant état de sa fonction, Thierry Breton a envoyé une lettre à Elon Musk, patron de X (Twitter) lui demandant de censurer Donald Trump lors de leur prochaine interview.

Si-si ! Regardez : la voilà. Intégré dans un tweet accompagnateur sur X :

« Mes services seront extrêmement vigilants et n'hésiteront pas à utiliser tous les outils à leur disposition, dont des mesures d'urgence, si cela permet de protéger les citoyens européens de risques sérieux. »



EUROPEAN COMMISSION

Thierry Breton
Member of the Commission

Brussels, 12 August 2024

Dear Mr Musk,

I am writing to you in the context of recent events in the United Kingdom and in relation to the planned broadcast on your platform X of a live conversation between a US presidential candidate and yourself, which will also be accessible to users in the EU.

I understand that you are currently doing a stress test of the platform. In this context, I am compelled to remind you of the due diligence obligations set out in the Digital Services Act (DSA), as outlined in my previous letter. As the individual entity ultimately controlling a platform with over 300 million users worldwide, of which one third in the EU, that has been designated as a Very Large Online Platform, you have the legal obligation to ensure X's compliance with EU law and in particular the DSA in the EU.

This notably means ensuring, on one hand, that freedom of expression and of information, including media freedom and pluralism, are effectively protected and, on the other hand, that all proportionate and effective mitigation measures are put in place regarding the amplification of harmful content in connection with relevant events, including live streaming, which, if unaddressed, might increase the risk profile of X and generate detrimental effects on civic discourse and public security. This is important against the background of recent examples of public unrest brought about by the amplification of content that promotes hatred, disorder, incitement to violence, or certain instances of disinformation.

It also implies i) informing EU judicial and administrative authorities without undue delay on the measures taken to address their orders against content considered illegal, according to national and/ or EU law, ii) taking timely, diligent, non-arbitrary and objective action upon receipt of notices by users considering certain content illegal, iii) informing users concerning the measures taken upon receipt of the relevant notice, and iv) publicly reporting about content moderation measures.

In this respect, I note that the DSA obligations apply without exceptions or discrimination to the moderation of the whole user community and content of X (including yourself as a user with over 190 million followers) which is accessible to EU users and should be fulfilled in line with the risk-based approach of the DSA, which requires greater due diligence in case of a foreseeable increase of the risk profile.

As you know, formal proceedings are already ongoing against X under the DSA, notably in areas linked to the dissemination of illegal content and the effectiveness of the measures taken to combat disinformation.

As the relevant content is accessible to EU users and being amplified also in our jurisdiction, we cannot exclude potential spillovers in the EU. Therefore, we are monitoring the potential risks in the EU associated with the dissemination of content that may incite violence, hate and racism in conjunction with major political – or societal – events around the world, including debates and interviews in the context of elections.

Let me clarify that any negative effect of illegal content on X in the EU, which could be attributed to the ineffectiveness of the way in which X applies the relevant provisions of the DSA, may be relevant in the context of the ongoing proceedings and of the overall assessment of X's compliance with EU law. This is in line with what has already been done in the recent past, for example in relation to the repercussions and amplification of terrorist content or content that incites violence, hate and racism in the EU, such as in the context of the recent riots in the United Kingdom.

I therefore urge you to promptly ensure the effectiveness of your systems and to report measures taken to my team.

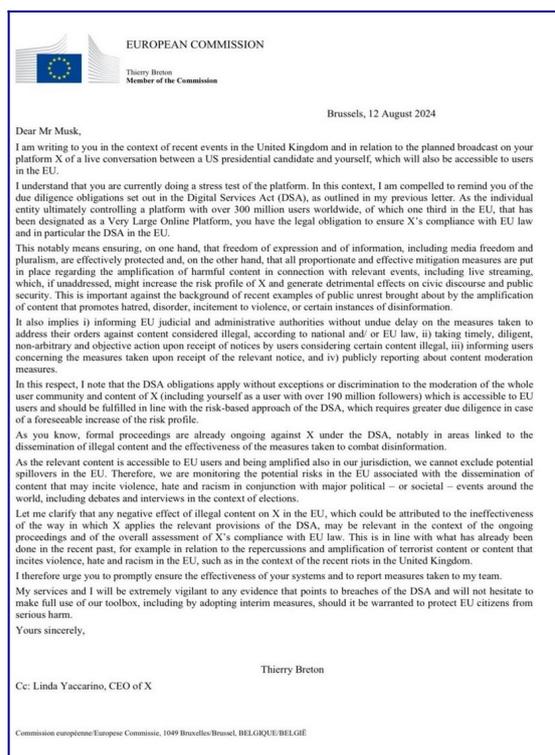
My services and I will be extremely vigilant to any evidence that points to breaches of the DSA and will not hesitate to make full use of our toolbox, including by adopting interim measures, should it be warranted to protect EU citizens from serious harm.

Yours sincerely,



Xavier Azalbert

.@ThierryBreton's letter is sent to @elonmusk who is <http://X.com>'s chairman Legally speaking such a letter should be sent to the CEO @lindayaX as since 2023 she is the CEO and musk the chairman and CTO. Unless as chairman Musk retained the relationship with... Voir plus : https://mobile.twitter.com/xazalbert/status/1823052981484626189?ref_src=twsrc^tfw|twcamp^tweetembed|twterm^1823052981484626189|twgr^6c7603ae4470b05bac743c71615e8efc1aa0d57b|twcon^sI_&ref_url=https%3A%2F%2Fwww.france-soir.fr%2Fopinions-editos%2Fplainte-contre-x



Disclose.tv
@disclosetv

JUST IN - EU bureaucrat Thierry Breton sent a mean letter to Elon Musk following the unrest in England.

NOTA : sur la forme, Frédéric Baldan a cependant bien remarqué que ce document n'avait pas le numéro habituel, qui permet de l'identifier comme un document officiel.

7:44 PM · 12 août 2024

En la personne de Thierry Breton, commissaire européen, l'Union européenne a *donc menacé Elon Musk de poursuites contre X*, s'il n'empêchait pas la diffusion de ce que Thierry Breton et sa patronne, Ursula Von der Leyen, jugent comme des « fake news ». À savoir toute affirmation un tant soit peu contraire à leur « véritéTM » le narratif décidé en haut lieu qui contient les composantes woke nécessaires et propagé par les médias mainstream subventionnés. Ce message auquel, nous, citoyens, sommes priés d'adhérer sous peine d'être considérés comme de « mauvais citoyens » et avec la menace d'être étiquetés complotistes, extrême droite ou autres messagers toxiques, taxés de désinformer. Croyez-moi : je connais la question ! Par exemple, la remise en cause de la version officielle s'agissant de la covid, du virus de la variole du singe et de la vaccination obligatoire, ou critiquer le positionnement de l'Union européenne sur la guerre en Ukraine. Ou pire ! L'affirmation que Brigitte Macron serait un homme, comme « Michelle » Obama, « l'épouse » de Barak, alors que c'est totalement faux, évidemment.

Diable ! Si son « épouse » était un homme, Barak Obama l'aurait dit, et Emmanuel Macron pareil.

Quel est l'intérêt d'un homme politique de mentir à ce sujet ? Au même titre que sur d'autres sujets tels que l'origine du virus, l'efficacité du vaccin, la soi-disant non-efficacité des traitements précoces, etc, le réchauffement climatique et tous ces thèmes, qui permettent de maintenir la population informée dans le sens souhaité. Le but étant de contrôler les messages en les distillant sous forme de croyances, plutôt que d'assister les personnes, les aider à faire usage de l'esprit critique et à se confronter au réel.

C'est de cette manière-ci de faire de l'information, taxée d'être du complotisme par le pouvoir, qu'ont été démontrées, prouvées, les interférences dans les élections, telle celle de Cambridge Analytica, qui utilisait les données de Meta pour manipuler les élections. Facebook a accepté de payer 725 millions de dollars

dans le cadre de ce scandale. La Cour suprême vient d'ailleurs d'autoriser un appel pour éviter à Méta un procès lié au scandale Cambridge Analytica. Et, que dire du fait que Google et Meta, ont accepté de censurer des informations qui ne correspondaient pas « *aux règles de la communauté* » définies en accord avec qui ? Les « *autorités approuvées* » (sic). Et aussi le fait que ces deux sociétés ont censuré des photos sur la tentative d'assassinat sur Donald Trump en minimisant le narratif. Ou bien que dire sur la décision visant Google, coupable de comportement monopolistique illégal sur la recherche en ligne que le géant contrôlé à 90 %. Le DOJ (département de justice) considérerait même casser Google en plusieurs entreprises dans une loi anti trust tel qu'avait été le cas pour Microsoft entre 1994 et 1997. Mais, « *Yes of course !* », tout cela n'intéresse en rien Thierry Breton et Ursula Von der Leyen.

Tout d'abord, parce que, ça se passe aux États-Unis, ils vont pouvoir ne pas s'en préoccuper. Prétexter que l'Union européenne doit s'interdire de s'immiscer dans la campagne présidentielle US. Le deux poids deux mesures dans sa version, avec d'un côté la politique de l'autruche, comme ici, quand ça les arrange. Et, de l'autre côté, jouer au gendarme, au juge et au bourreau, en violation manifeste de cette interdiction d'immixtion, quand c'est cette option qui sert le mieux leur cause. Une cause à la solde de laquelle sont acquis les membres de la Commission européenne, Présidente en tête. Ils s'en cachent pas. Ils le disent eux-mêmes, publiquement. Non. On ne va pas se préoccuper des informations sur Barak Obama, même s'il est hautement plausible qu'il a pu avoir un rôle actif dans la décision de Joe Biden de ne pas se représenter pour un second mandat, et même s'il est détenteur d'un bien triste record : celui du Président des États-Unis qui a mené le plus de guerres durant sa gouvernance.

Ensuite, Thierry Breton et Ursula von der Leyen sont des exemples en termes de déclarations sur leurs faits et actes. Évidemment, Thierry Breton s'est véritablement épris du Sénégal. C'est donc également vrai que ce n'est absolument pas par intérêt fiscal qu'il a pris la nationalité sénégalaise. Si-si ! Au sein de la Commission européenne siège un Sénégalais. Quelle illustration fabuleuse, avouons-le, d'une transformation de la Françafrique colonialiste de naguère, en une coopération authentique et équitable !

De même pour l'obligation d'informer les citoyens qui pèse sur Ursula von der Leyen et sur le PPE (Parti Populaire Européen), que Madame fait l'objet d'une plainte pénale pour corruption, usurpation de titres devant le juge Fresnay à Liège. Une plainte portée par plus de 1 000 plaignants, dont Frédéric Baldan, la Hongrie et la Pologne. Ce n'est absolument pas exprès qu'Ursula von der Leyen et le PPE ont omis de ne PAS en informer les citoyens. Surtout pas lors de la réélection de celle-ci. C'est une omission fortuite. « *À l'insu de leur plein gré* », façon Richard Virenque, donc, ou façon Bernard Tapie dans l'affaire « OM-VA » : le mensonge, il a dit l'avoir sorti « de bonne foi ».

Alors ! Heureusement pour Barak Obama, Donald Trump a mis personnellement fin à « la » rumeur la plus importante. Celle sur une éventuelle falsification de son acte de naissance (1). Aussi, n'oublions pas qu'Obama est « un gentil » : il a eu le prix Nobel de la Paix ! (2) Non parce que, qu'est-ce que cela aurait été, sinon, ça avait été « un méchant » ?

Et bien, Thierry Breton, c'est pareil. La preuve. Certains ont beau dire que Thierry Breton a franchi la ligne blanche, il a reçu le soutien d'une Ursula Von der Leyen, qui est une gentille, elle aussi, sinon elle n'aurait pas été réélue Présidente de la Commission européenne, le 18 juillet 2024, à bulletins secrets et sans moyens de contrôle. Donc, forcément sans aucune tricherie. Bon, un soutien uniquement formel, du bout des lèvres et par porte-parole interposée, d'accord. Mais, enfin, n'est-ce pas la fonction d'un porte-parole, de parler à la place de la personne ou de l'entité qui s'exprime par sa voix ?

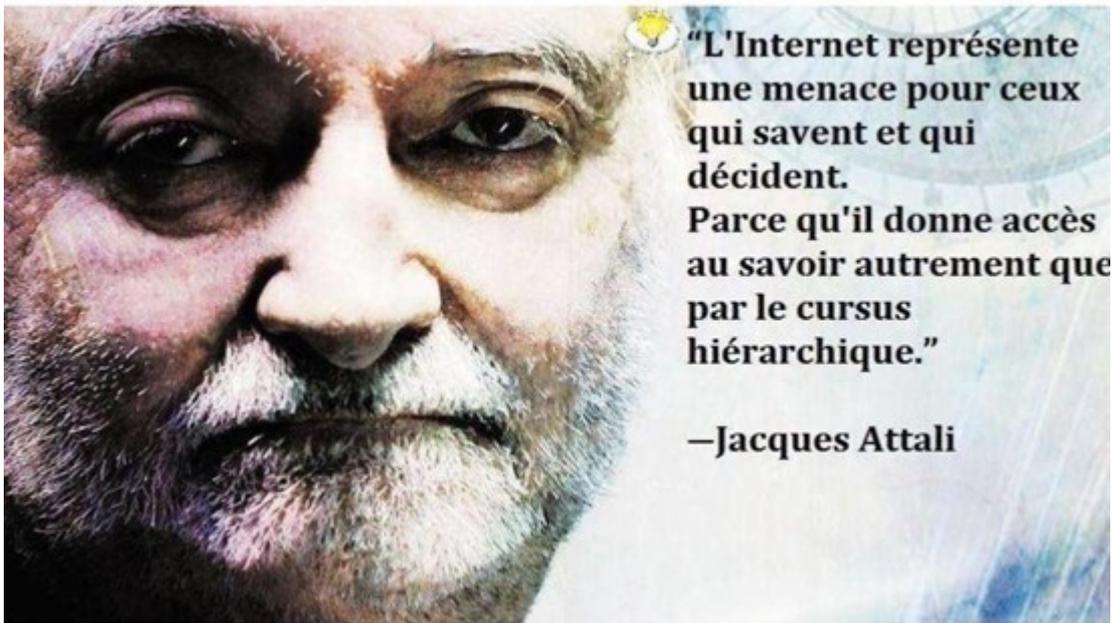
Voici ce qu'elle a déclaré, le lendemain du drame, à une journaliste qui lui demandait des précisions sur le contexte dans lequel a été envoyé le courrier :

« *Thierry Breton a la compétence d'écrire de lui-même aux entreprises, en vertu de sa responsabilité de faire appliquer de Digital Service Act (DSA). Mais le moment choisi pour l'envoi de cette lettre et son contenu n'ont été ni coordonnés ni validés avec la présidente Ursula von der Leyen.* »

Cependant, Thierry Breton a reçu le soutien d'Agnès Pannier-Runacher. La ministre démissionnaire, mais toujours en fonctions, visiblement, elle, carrément, a volé au soutien du poulain de son patron, Emmanuel Macron, un soutien vif, direct et immédiat : « *L'Union européenne agit pour protéger les Européens et les Français. Merci @ThierryBreton de ne pas trembler face aux géants du numériques pour faire respecter la loi et nos valeurs fondamentales.* »

C'est normal. Logique, tout du moins. Si c'est Thierry Breton qu'Emmanuel Macron a « proposé » (comprenez « imposé ») comme commissaire européen, c'est parce qu'il savait qu'il ferait le taf. Qu'il se montrerait zélé à l'extrême dans le combat acharné, sans merci et où tous les coups sont donc permis, que l'Union européenne en général, et la France en particulier, ont décidé de mener « en faveur de la vérité » ! C'est-à-dire en ayant, comme susdit cette notion bien à eux (rigoureusement contraire à la liberté d'expression), de ce qu'est une « fake-news. »

Ce n'est pas le mentor d'Emmanuel Macron (3), Jacques Attali, qui me contredira :



Dans ces conditions, qu'importe que le 2 juillet 2012, Thierry Breton, alors ministre de l'Économie, ait fait l'objet de plusieurs enquêtes judiciaires. Qu'importe que les 27 et 28 juin 2005, des perquisitions ont eu lieu dans des affaires impliquant Vivendi, Thomson, et Rhodia, dans lesquelles il était visé. Qu'importe aussi qu'à cette occasion la gauche française ait dénoncé un conflit d'intérêt, car l'Autorité des marchés financiers, qui enquêtait aussi, était sous sa supervision.



Tribune Populaire

Thierry Breton veut s'attaquer à notre liberté d'expression sur X, alors ressortons les archives. Le 2 juillet 2012, Thierry Breton, alors ministre de l'Économie, faisait l'objet de plusieurs enquêtes judiciaires. Les 27 et 28 juin 2005, des perquisitions avaient eu lieu dans... Voir plus : https://mobile.twitter.com/TribunePop23/status/1823374264948367787?ref_src=twsrc^tfw|twcamp^tweetembed|twterm^1823374264948367787|twgr^6c7603ae4470b05bac743c71615e8efc1aa0d57b|twcon^sI_&ref_url=https%3A%2F%2Fwww.france-soir.fr%2Fopinions-editos%2Fplainte-contre-x

5:01 PM · 13 août 2024

Tout cela n'est qu'un détail de l'Histoire. Un détail sans importance qui dès lors ne peut nullement être considéré valablement comme entachant la probité de Thierry Breton d'un quelconque doute. Voilà. Ceci ayant été dûment dit, voici maintenant, comme promis, mon avis sur la question.

Je commence par Thierry Breton et la lettre en question :

Thierry Breton savait très bien que cette lettre ferait le tour du monde en quelques heures.

Il a donc réussi à faire connaître son bras de fer, avec l'intelligence collective et les défenseurs de la liberté d'expression qui utilisent X comme dernière plate-forme libre.

Ce qu'il n'a pas réalisé, c'est que dans sa quête de pouvoir, il y aurait un effet « Streisand. » Qu'il serait le dindon de la farce. Qu'il recevrait des messages très sérieux et inquiétants, sur sa tentative autoritaire d'interférer avec la liberté d'expression, ainsi qu'avec une interview attendue par des millions de personnes.

Ce n'est pas une bataille à la David contre Goliath, c'est une bataille pour la liberté d'expression : un droit fondamental.

Thierry Breton saura à ses dépens ce qu'est le premier amendement. Car il a oublié qu'en France, nos ancêtres se sont battus pour la Déclaration des droits de l'homme.

John McEnroe a dit un jour « Vous ne pouvez pas être sérieux, vous êtes une honte pour l'humanité. » En fait, les mêmes mots s'appliquent ici :

« Vous êtes une honte non seulement pour la Constitution française, la Déclaration des droits de l'homme, mais aussi pour tous ceux qui luttent pour la liberté d'expression sur cette planète. Et, vous prenez le risque de créer de graves dommages aux relations entre l'Europe et les États-Unis. »

@ThierryBreton Vous devriez vous retirer. #ThierryBretonStandDown



Xavier Azalbert

.@ThierryBreton knew full well this letter would go around the world within hours. So he got round one, raising awareness of his strong arm with collective intelligence & free speech defenders that uses X as the last free platform. What he did not realise is that in his... Voir plus : https://mobile.twitter.com/xazalbert/status/1823089255750471969?ref_src=twsrc^tfw|twcamp^tweetembed|twterm^1823089255750471969|twgr^6c7603ae4470b05bac743c71615e8efc1aa0d57b|twcon^s1_&ref_url=https%3A%2F%2Fwww.france-soir.fr%2Fopinions-editions%2Fplainte-contre-x



Elon Musk



@elonmusk

To be honest, I really wanted to respond with this Tropic Thunder meme, but I would NEVER do something so rude & irresponsible!

Dernière modification : 10:08 PM · 12 août 2024

Quant à Agnès Runacher, voici ce que j'ai rétorqué, au message (celui que j'ai reproduit plus haut) par lequel elle a volé au soutien de Thierry Breton.

« Dites Madame, @AgnèsRunacher confirmez-vous vos propos alors que @ThierryBreton semble avoir agi seul sans l'aval des autres commissaires ? Est-ce cela votre notion d'agir dans l'intérêt des citoyens et de les protéger en ne respectant pas les règles que vous exigez, et surtout en faisant prendre un risque d'une immixtion dans des élections étrangères ? Cette affaire fait passer l'Europe pour une terre fascisante, qui oublie justement les valeurs fondamentales de la liberté d'expression. En ce faisant, vous vous protégez vous-même et vos pairs, qui n'ont que leurs intérêts à défendre. »

Et, toc ! Ce n'est pas une théorie du complot, c'est la réalité. »



Xavier Azalbert

Dites madame, @AgnèsRunacher confirmez vous vos propos alors que @ThierryBreton semble avoir agi seul sans l'aval des autres commissaires ? Est cela votre notion d'agir dans l'intérêt des citoyens et de les protéger en ne respectant pas les règles que vous exigez et surtout en...

Agnès Pannier-Runacher

@AgnèsRunacher

L'Union européenne agit pour protéger les Européens et les Français. Merci @ThierryBreton de ne pas trembler face aux géants du numériques pour faire respecter la loi et nos valeurs fondamentales.

10:16 PM · 13 août 2024

Et, puisqu'il faut, paraît-il une fin, je laisse la parole à une personne. C'est sûr, qu'elle aurait été frappée de censure (« à hauteur de la pertinence de ses propos ») par les comparses de Thierry Breton, Ursula Von der Leyen, Emmanuel Macron et Cie, s'il avait officié, sous la censure telle que celle concrétisée à ce jour par la Commission européenne. J'ai nommé Monsieur (!) Albert Jacquard, cité ici par Helmholtz Watson qui par la même occasion citait Michel Serres.



Helmholtz Watson
@WatsonHelmholtz

"Je ne dis pas : il y a des fous dangereux au pouvoir, et un seul suffirait, je dis bien : il n'y a, au pouvoir, que des fous dangereux.
Tous jouent au même jeu, et cachent à l'humanité qu'ils aménagent sa mort. Sans hasard. Scientifiquement."
Michel Serres, 1974.

La morale de l'histoire, l'interview de Donald Trump par Elon Musk a bien eu lieu et est probablement celle qui a été la plus regardée, dépassant le milliard de connexions. Rien n'empêchera l'intelligence collective et le bon sens de prévaloir. La devise de la Belgique tient toujours et encore face aux dérives autoritaires : *l'union fait la force*.

<https://twitter.com/i/status/1823570571700945231>

1) de ce crime fédéral, se seraient également rendus, elles, en tant que complices, les personnes qui auraient concouru à la production et à l'enregistrement de cet acte de naissance falsifié, et tous les officiers ministériels (notamment les juges de la Cour Suprême US) qui ont validé la candidature et l'élection de Barak Obama, alors qu'ils auraient eu le devoir et pleinement la possibilité de constater le caractère fallacieux de cet acte de naissance, et donc d'en faire état et de le sanctionner.

2) le recordman du nombre de guerres s'est vu délivrer le prix Nobel de la Paix, en 2009, je cite : « *pour ses efforts extraordinaires en faveur du renforcement de la diplomatie et de la coopération internationales entre les peuples.* »

3) Jacques Attali est également le mentor de François Hollande et Nicolas Sarkozy, et il fut aussi celui de François Mitterrand. Jacques Chirac, non : le mari de Bernadette ne le portait pas en estime. Et en 1974, ce n'est pas Valéry Giscard d'Estaing qui a eu Jacques Attali pour mentor, c'est l'inverse. Oui. C'est Giscard qui a mis le pied à l'étrier à Attali. Il l'a formé pour que le relais se fasse ensuite avec une gouvernance de Mitterrand pendant deux septennats, qui, en réalité, est intervenue 100 % dans la lignée de la politique menée par Giscard et selon ses plans. Dont des nationalisations ordonnées par Mitterrand grâce auxquels leurs copains se sont goinfrés sur le dos du contribuable. Puis pareil après sous Sarkozy et Macron, avec les privatisations au bénéfice des mêmes copains.

Xavier AZALBERT, France-Soir
Publié le 14 août 2024

Sabotage contre la SNCF : « Le réseau ferroviaire est extrêmement vulnérable »

Plusieurs lignes à grande vitesse du réseau ferré français ont été sabotées dans la nuit du 25 au 26 juillet, veille du début des Jeux olympiques. « On n'a jamais vu ça sur le continent européen », dit Michel Quidort, de la Fnaut.

À quelques heures du lancement des Jeux olympiques de Paris, le réseau ferroviaire français est en vrac. Depuis l'aube du vendredi 26 juillet, la circulation est fortement perturbée dans les gares parisiennes sur certaines lignes de TGV. Les axes Atlantique, Est et Nord ne devraient pas retrouver leur fonctionnement normal avant la fin du week-end. 800 000 voyageurs sont affectés.

Une situation provoquée par des incendies volontaires – le ministère des Transports parle d'« *actes de malveillance coordonnés* » –, dont on ignore encore la source. Selon la SNCF, une tentative de dégradation supplémentaire aurait été déjouée sur la ligne à grande vitesse allant vers le Sud-Est. Ces incidents mettent en lumière « *l'extrême vulnérabilité* » de nos lignes, selon Michel Quidort, vice-président de la Fédération nationale des associations d'usagers des transports (Fnaut) et président de la Fédération européenne des passagers.

Reporterre – Comment une attaque d'une telle ampleur est-elle possible ?

Michel Quidort – Le réseau ferroviaire est, dans une certaine mesure, extrêmement vulnérable. Il suffit de couper d'une manière ou d'une autre les connexions électriques et électroniques – par exemple en mettant le feu pour perturber la signalisation, les procédures de sécurité et les informations qui circulent à destination des conducteurs de train et des gens qui, dans les postes de contrôle, commandent les itinéraires avec les aiguillages et font circuler le réseau.

Il est très difficile de surveiller en permanence les 30 000 kilomètres de ligne ferroviaire du territoire français. On peut mettre 60 000 policiers, gendarmes et militaires à Paris pour protéger la cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques, mais on ne peut pas être partout pour surveiller ce qu'il se passe sur l'ensemble du réseau ferroviaire, compte tenu de son étendue...

Une perturbation similaire a-t-elle déjà eu lieu ?

À ma connaissance, on n'a jamais vu ça sur le continent européen. Il n'y a eu qu'un seul évènement comparable, il y a quelques années. L'incendie d'un poste de contrôle, qui commandait tous les itinéraires depuis la gare Montparnasse, avait très fortement perturbé le trafic vers l'ouest et le sud-ouest. Mais c'était purement accidentel, et seulement sur un point particulier du réseau à grande vitesse.

Là, cette perturbation émane certainement de gens qui savent quelles opérations faire pour générer un maximum de nuisances. Ce ne sont pas des gens qui sortent éméchés d'une boîte de nuit à 2 heures du matin. Des câbles ont été sectionnés à hauteur d'Arras, où il y a une grosse bifurcation de la ligne LGV vers le nord, donc à un endroit névralgique.

Comment en est-on arrivé là ? Le réseau est-il plus fragile qu'avant ?

Non, ça n'a rien à voir avec la vétusté. On parle de lignes à grande vitesse assez récentes, ou qui ont fait l'objet de renouvellements. Ce sont des technologies modernes, de l'électronique, de la fibre optique. On a des capacités numériques extrêmement importantes, mais par ailleurs extrêmement vulnérables, puisque c'est par ces canaux que transitent toutes les informations nécessaires à la circulation, à la sécurité des trains et des voyageurs.

Cet évènement va sans doute interpellier les pouvoirs publics et la SNCF, notamment SNCF Réseau qui est en charge de la gestion et de l'entretien du réseau ferroviaire et de la signalisation. Il y a déjà des efforts de surveillance qui sont faits. La SNCF utilise notamment des drones pour surveiller les lignes. Les lignes TGV sont déjà clôturées pour des raisons de sécurité. Mais avec une paire de cisailles, quelqu'un de mal intentionné peut très bien passer cette barrière.

Les informations sur l'origine et les auteurs de cette perturbation seront très précieux en termes de prévention d'actes malveillants ultérieurs. Il faut attendre les résultats de l'enquête. Est-ce que c'est une action concertée d'un État hostile ? Est-ce que on a affaire à un groupuscule français ou étranger qui a voulu marquer les choses ? Pour le moment, on n'en sait rien.



5G : « Le sabotage a toujours fait partie des luttes sociales et écologiques »

Hortense CHAUVIN
26 juillet 2024 (Reporterre)

Appel à désarmer l'empire Bolloré !

Depuis trop longtemps, rien ne semble ralentir la course infernale de l'ogre Vincent Bolloré. Rachetant médias et maisons d'éditions, ce milliardaire réactionnaire assoie lentement mais sûrement un contrôle sur les paroles et les esprits. Des dizaines de collectifs et d'associations appellent à la riposte.

Alors que l'Arcom étudie ce lundi 15 juillet la réattribution des fréquences TNT pour la chaîne Cnews, une centaine d'organisations syndicales, antiracistes, féministes et écologistes lancent une campagne d'action contre le groupe Bolloré. Si l'on peut se réjouir provisoirement que le Rassemblement National n'ait finalement pas réussi à l'emporter lors de ces élections, celui-ci compte bien poursuivre sa conquête des territoires et des imaginaires. Nous devons, sans attendre de prochaines échéances électorales, unir nos forces contre les vecteurs de fascisation de la société.

Nous appelons en ce sens à mener partout bataille contre Bolloré : parce que c'est un acteur du ravage écologique, de l'exploitation néo-coloniale mais aussi parce qu'il est devenu en quelques années un levier majeur de la conquête du pouvoir par l'extrême droite.

Bolloré, directeur de la propagande

Bolloré met un ensemble toujours plus grand de médias de masse à disposition d'une politique ouvertement raciste. Sur des chaînes, les Éric Zemmour, Pascal Praud et autres commentateurs radicalisés disent qu'ils œuvrent pour une mission « civilisationnelle ». Leur projet est clair : nourrir le fantasme d'une nation pure en organisant la grande remigration.

Ce projet glaçant suit un plan précis dont Bolloré est devenu l'aiguille et le fil à coudre. Qui Éric Ciotti va-t-il voir avant d'appeler à l'alliance du RN et de LR ? Qui met Cnews, Europe 1 et Hanouna au service de cette « union des droites » ? Vincent Bolloré. C'est une question d'habitude pour le milliardaire déjà mis en cause pour la manipulation de plusieurs scrutins présidentiels en Afrique.

Bolloré est en guerre pour l'hégémonie culturelle, la conquête des imaginaires et la fabrique du consentement au pire.

Au-delà du déluge xénophobe, la bollosphère fait chaque jour la promotion de discours sexistes et homophobes légitimant les violences contre les femmes et les personnes LGBTQI+. Elle alimente la négation de la crise climatique et oeuvre sans relâche à ce qu'il ne soit pas fait obstacle à ceux qui tirent profit de la dévastation écologique. Bolloré est en guerre pour l'hégémonie culturelle, la conquête des imaginaires et la fabrique du consentement au pire. Si le RN est passé tout prêt de gagner les élections et prendre le pouvoir, c'est en partie son œuvre. Il est la cheville ouvrière de l'union des droites, de l'alliance objective entre le bloc libéral et le bloc néo-fasciste. Cette alliance colle parfaitement à ses intérêts de classe et à ses convictions politiques.

Bolloré, un empire industriel climaticide, néo-colonial et sécuritaire

Pour tirer les ficelles, il faut s'en donner les moyens. Avant de se révéler propagandiste en chef, Bolloré est bien un capitaine d'industrie. Il dirige un groupe international aux multiples filières dont les activités se divisent en plusieurs branches.

- La plus connue est la branche « communication » avec Vivendi et Universal. En 20 ans, Bolloré a patiemment construit sa machine à communiquer et façonner les esprits. Journaux gratuits, institut de sondage, groupes publicitaires, puis chaînes de télévisions, radios, magazines et maisons d'édition. Avec la brutale prise de contrôle de Canal + et Europe 1, les licenciements massifs à I-Télé et la montée de CNews, ce puissant appareil s'est mis de plus en plus ouvertement au service des idées les plus réactionnaires. Les sanctions financières de l'ARCOM, (instance de régulation de l'espace audiovisuel), suite aux appels à la haine, aux visées monopolistiques, et à la partialité des médias du groupe se multiplient, mais n'ont fait jusqu'alors ni chaud ni froid à Bolloré. Il possédera aussi bientôt l'édition de la moitié des livres de poche et plus de 70% des livres scolaires du pays. L'impact possible sur ce secteur en cas de ministre de l'éducation d'extrême droite est tout simplement alarmant.
- La branche historique est la branche industrielle, qui se concentre autour de Bolloré Energy, qui détient plusieurs dépôts pétroliers, vend du fuel domestique, et de Blue qui rassemble des activités liées aux flux de déplacements et de données. Il est sans surprise un acteur majeur de diverses entreprises qui ont pour point commun le développement et l'automatisation des moyens de surveillance en tous genres : automatisation du contrôle d'accès et de la gestion des flux (Automatic

Systems), sécurisation de l'espace public (Indestat), puces RFID et tracking (Track & Trace), conseil en numérique au service de la ville connectée (Polyconseil)...

- Sa branche logistique en a fait un des poids lourds du fret aérien, maritime et routier mondial, organisant le transport de marchandises aux dépens des productions locales, des conditions de travail comme du climat. La vente récente de ce pôle à CMA CGM patrons pour leur part de BFM-TV et RMC, a offert à Bolloré les moyens d'influencer considérablement la politique française.
- Enfin, une grande partie des profits de Bolloré se fait depuis sa branche « agricole ». Il a bâti sa fortune sur la culture et la vente de tabac en Afrique. Outre ses domaines viticoles de prestige en France, il est le second actionnaire de la holding luxembourgeoise Socfin qui contrôle environ 390 000 ha de concessions de palmiers à huile et d'hévéa en Afrique et en Asie. Déforestation, spoliation des terres, mauvais traitement des populations riveraines, conditions de travail inhumaines, etc. Malgré la procédure judiciaire en cours pour ces violations répétées des droits humains sur ses plantations, malgré la reconnaissance formelle de ces violations par diverses institutions financières, malgré des missions d'évaluation commanditées par Socfin auprès de la Earthworm Foundation pour « réfuter ces accusations » mais qui n'ont pu que constater et prendre acte de la réalité de ces violations, Socfin n'en continue pas moins de prospérer en toute impunité.

Bolloré est de tous les ravages. C'est un groupe fondé sur un système colonial qui perpétue sciemment des pratiques esclavagistes. C'est un industriel qui fait son profit des logiques extractivistes les plus dévastatrices. C'est un expropriateur de terres. Un patron menant pour ses employé·es de violentes politiques de casse sociale et de terreur managériale. Son empire est tentaculaire. Mais pour ceux qui estiment qu'il est temps d'y mettre fin, cela signifie une chose. Il est possible de nous rassembler en un large front à la fois syndical, social, écologiste, féministe, décolonial, antifasciste et international.

Désarmer le groupe Bolloré

Ses dernières années, sur le terrain des luttes écologiques, des campagnes d'actions internationales contre des industriels comme Lafarge-Hocim ou Total ont vu le jour. Des collectifs antifascistes, présents dans de nombreuses villes, quartiers populaires et territoires ruraux, mènent une résistance de terrain. Les derniers mouvements sociaux ont démontré qu'un syndicalisme combatif existe toujours.

De larges mobilisations féministes et LGBTQI+ prennent les rues. Des mouvements dévalidistes nous appellent à substituer une culture du soin au culte de la force. De mouvements antiracistes et décoloniaux luttent au quotidien dans les quartiers populaires. Des réseaux de solidarité œuvrent à maintenir des territoires d'accueil pour les personnes exilées. Bolloré est une menace pour nous toutes. Mais ensemble, nous sommes fort·es d'une immense expérience de lutte. Nous appelons donc à une campagne commune – dans les prochaines semaines, mois et années – pour démanteler l'empire Bolloré.

Alors qu'il bâillonne la critique de ses activités dans ses propres médias, nous appelons à enquêter minutieusement sur son empire, à regrouper des témoignages, à ce que des infos fuient en son sein et à les regrouper, à afficher partout ses crimes, dans les rues, sur les réseaux et dans ses entreprises.

Son agenda politique s'attaque aux vies de millions de personnes. Nous y répondrons dorénavant par des mobilisations, de masse ou décentralisées, qui pointent le groupe et l'impactent concrètement.

Bolloré ne s'incruste pas seulement dans nos cerveaux, il est souvent présent matériellement – avec ses bureaux et entrepôts – à côté de chez nous. De multiples actions sont possibles si nous les menons ensemble. Bloquons ses plateaux télévisés, occupons ses dépôts pétroliers, soutenons les luttes syndicales à l'intérieur de ses entreprises et médias, vendangeons ses vignes, redistribuons son fuel domestique à ceux qui galèrent à se chauffer, traquons le traceur, tissons des alliances internationales, organisons des boycotts, virons ses chaînes de la TNT et soutenons la création et l'assise de contre-pouvoirs médiatiques puissants !

L'extrême droite croît sous perfusion de Bolloré, ensemble coupons-lui les vivres !

Signataires de l'appel

Action Justice Climat

Action Non-Violente COP21 (ANV-COP21)

Action antifasciste paris – banlieue

Alternatiba

Anti-Tech Resistance

Association Handi-Social

Attac France

Avis de Tempête

BLOOM

Collectif Vietnam Dioxine

Contre-attaque

Decolonial Film Festival

Extinction Rebellion France

fédération SUD-Rail

Front de la jeunesse en lutte

Ingénieurs Sans Frontières France

Le Printemps du CARE

Les Soulèvements de la terre

Makery.info
 Palestine Action France
 PEPS (pour une écologie populaire et sociale)
 ReAct Transnational
 Riposte Alimentaire
 Scientifiques en rébellion
 SNJ Cgt
 SNJ-CGT
 Survie
 Terres de luttes
 Union Syndicale Solidaires
 Vous N'êtes Pas Seuls (VNPS)
Locaux :
 Action Antifasciste Deux Sevres
 Action Antifasciste La Roche-Banlieue et Bastyon de
 Résistance
 Action Antifasciste Tolosa
 Alerte Pesticides Haute Gironde
 Assemblée Populaire d'Auxerre
 Association L'Offensive
 ATTAC 17 (Association locale de Charente Mari-
 time)
 Attac 33
 Attac 85 et GP2i (Grands Projets Irrresponsables et
 Imposés)
 Bibliothèque Fahrenheit 451
 CNT 34 ESS
 CNT-STAF29
 CNT66
 CNT ETPICS66
 Collectif Alsace des luttes paysannes et citoyennes
 Collectif Bassines Non Merci 79
 Collectif transitions périgord noir
 Cristal
 Émancipation 17
 Groupe la sociale fédération anarchiste de rennes
 Je dis en scène !
 L'Antivol
 La Carmagnole (Montpellier)
 La Gang de La Boisselière
 Mort aux rats !
 Nous Toutes 35 Rennes
 Sainté Debout
 Section Antifasciste Montreuil Bagnolet & Alentours
 (SAMBA 93)
 Stop Fessenheim
 SUD Education 17
 UNION LOCALE CGT NANTES
 UNION syndicale Solidaires 44
 Université Populaire Pour La Terre Tours
 Vie Pays Environnement
**Comités locaux des Soulèvements de la
 terre :**
 Comité SDT 89

Comité SDT An Oriant
 Comité SDT Annecy (74)
 Comité SDT Bruxelles
 Comité SDT Chalon sur Saône &+ (71)
 Comité SDT Corrèze
 Comité SDT Corrèze
 Comité SDT Creusois 23
 Comité SDT de l'Allier (03) – l'Allier se soulève
 Comité SDT Doué-Montreuil Bellay
 Comité SDT du Layon
 Comité SDT du Pays de Redon
 Comité SDT Forez
 Comité SDT Gers
 Comité SDT Grenoblois
 Comité SDT IDF
 Comité SDT Indre 44
 Comité SDT Irwazh
 Comité SDT Kerne Quimper
 Comité SDT Lillois
 Comité SDT Limoges
 Comité SDT Local alsacien
 Comité SDT Loire 49
 Comité SDT Mayenne
 Comité SDT Montpellier
 Comité SDT Nantes
 Comité SDT Nevers (58)
 Comité SDT Paris Sud
 Comité SDT Pontarlier
 Comité SDT Quimperlé-Concarneau
 Comité SDT Rennais
 Comité SDT Rochelais
 Comité SDT Romans
 Comité SDT Saint Nazaire. Estuaire
 Comité SDT Saumur
 Comité SDT St Cere
 Comité SDT Sud 77
 Comité SDT Sud Vilaine
 Comité SDT Sud-Grésivaudan-Royans-Vercors
 Comité SDT Tours
Groupe locaux d'Extinction Rebellion :
 Extinction Rebellion Angers
 Extinction Rebellion Aude
 Extinction Rebellion Auxerre
 Extinction Rebellion Chambéry
 Extinction Rebellion Grenoble
 Extinction Rebellion Mont Blanc
 Extinction Rebellion Montagne Noire
 Extinction Rebellion Quimper
 Extinction Rebellion Strasbourg
 Extinction Rebellion Poitiers
 Extinction Rebellion Foix et alentours

COLLECTIF, 15 juillet 2024

Quelques commentaires après la prestation des petits partis ce jeudi 6 juin lors de la rencontre organisée par Kairos

Au vu de la situation présente, j'estime que nous sommes dans une situation totalement surréaliste. Nous le savons depuis l'opération Covid, nous avons en face de nous des gens parfaitement déterminés et prêts à tout. La caste politique est très bien organisée, contrairement même à certaines apparences qui nous laisseraient penser à de la désinvolture ou de la bêtise. Cela peut être considéré comme un piège subtil parfaitement mis au point par une ingénierie sociale très raffinée. Mais vous allez vite vous rendre compte que le monde politique est totalement clos et hermétique à toute réforme du système. Oui, les portes sont closes. Il faut s'en rendre compte, nous avons véritablement à faire à une mafia, et j'ai rarement vu une mafia accepter de partager un territoire, aussi petit qu'il soit, et une part de son butin.

En Belgique, quel que soit le niveau de pouvoir, fédéral ou régional, les rares intrus qui ont réussi à se glisser dans les arènes parlementaires ont vite déchanté, leur possibilité d'action étant réduite à sa plus simple expression. La censure des médias à leur encontre est totale et leur visibilité est nulle. Ainsi, pour relayer une opinion différente de la norme, mission principale qui incombe à un mandataire d'opposition, la tâche s'avère donc très pénible. En outre, je voudrais vous rendre attentifs au fait que les élections auxquelles la population est généralement conviée représentent le renouvellement du pouvoir législatif. Or, la réalité de ce dernier, son réel pouvoir d'action, est désormais réduit à la portion congrue. Dès lors, il est nécessaire de relativiser les choses. Le renouvellement des assemblées n'a guère d'impact sur la conduite des affaires de l'État. Le réel pouvoir ne se situe plus dans les travées de ces assemblées tant fédérales que régionales. Même l'exécutif, nos gouvernements donc, voit son pouvoir de décision détourné, dans les faits. Les décisions sont prises à l'abri dans d'autres cénacles. J'en veux pour preuve l'aveu de la députée et ancienne ministre Catherine Fonck (ex-CDH, aujourd'hui les Engagés). Dans une interview récente, elle explique sa décision de ne plus se représenter, en raison d'une forme de dégoût, et avoue que la politique belge se décide entre une petite vingtaine de personnes se trouvant dans les staffs ou le top management des partis traditionnels. Une petit nombre de personnes qui décident de tout, hors assemblée. Qui plus est, ces décideurs nationaux ne sont en fait que les relais d'instances supérieures internationales. Ce ne sont que les gérants de franchises locales, de filiales de puissances principalement économiques et financières. Même à l'échelon européen, otanesque voire onusien, ces instances sont occupées par des représentants, des fondés de pouvoir, des fonctionnaires subalternes qui appliquent les décisions et vont dans le sens désirés par les réels décideurs, qui se retrouvent dans les mondes économique et financier. Le pouvoir politique tient dans la main du pouvoir économique.

Ce paysage politique que je dépeins là nous oblige à relativiser les enjeux de ces élections. Par conséquent, je suis sidéré par votre réaction face à ces élections. Vous avez été attirés par celles-ci comme des papillons par la lumière. Par conséquent, vos disputes, vos chamailleries s'avèrent ridicules et totalement déplacées. Encore une fois, les egos surdimensionnés ont prévalu. Je n'ose imaginer quelles sont les ambitions intimes auxquelles certains d'entre vous ont sans doute rêvé. L'attrayant salaire de 6 000€ d'un député, la gloriole de pouvoir monter aux perchoirs pour poser sa petite question à la caste politicienne. Tout cela relève d'une extrême puérilité et de fantasmes dont je ne souhaite pas connaître les sous-jacents psychologiques. Résultat des courses, les résistants, les révoltés, les indignés partent au combat en ordre dispersé. Triste spectacle dont la caste doit certainement se gausser. Pour des enjeux, nous l'avons vu, somme toute modestes, vous n'avez pas pu vous entendre et vous réunir sous la même liste. Division des listes, donc division des voix. Puisque vous vous retrouvez face à un même électorat. Autant dire que dimanche soir, les voix de ces électeurs ont été dispersées à la façon d'un puzzle. Avec pour conséquence logique et mathématique de n'avoir aucun élu pour la résistance. Bravo les gars ! Je trouve cela très regrettable de ne pas avoir pu vous entendre, ne fût-ce que sur un programme minimum, dans le cadre d'un cartel par exemple. Alors que, je le répète, les enjeux étaient modestes et ne devaient pas entraîner de bouleversement majeur dans le paysage politique belge francophone. Unis, vous auriez peut-être même pu récolter les 5 000 signatures nécessaires pour présenter une liste européenne.

Dès lors, je vous interroge. Qu'allez-vous faire le lundi matin, après la « gueule de bois » du dimanche soir, lorsque vous découvrirez vos résultats à la télévision ? Ne serait-ce pas le temps de se réveiller ? D'abandonner vos rêves illusoires et de revenir à la réalité ? Ne serait-il pas temps de ravalier sa fierté et de se

réunir autour d'une table ? Pour quoi faire ? Peut-être pour discuter des véritables enjeux, c'est-à-dire là où les citoyens peuvent réellement marquer leurs empreintes et créer un réel rapport de forces. Je le répète, le système politique vit en vase clos. On ne pourra pas le changer de l'intérieur. Je le redis, c'est le pouvoir économique qui domine le politique, qui le chapeaute. Mais ce pouvoir, aussi puissant qu'il soit, a aussi un talon d'Achille, et nous pouvons appuyer, en tant que citoyens, là où ça fait mal. Ce pouvoir économique, aussi puissant qu'il soit, notamment en matière de poids financier, reste affaire d'entreprises. Les BlackRock, les Vanguard, les J. P. Morgan, aussi énormes qu'elles soient, restent des entreprises qui dépendent de leur chiffre d'affaires. Si, tout à coup, les citoyens du monde entier décidaient de ne plus boire de coca, Coca-Cola serait dans le rouge et en grande difficulté. C'est leur talon d'Achille. Là se trouve le levier.

En même temps, je l'ai évoqué personnellement dans plusieurs émissions économiques chez *Kairos*, nous assistons actuellement à une guerre économique sans précédent. Nos PME, nos petites entreprises en prennent plein la gueule. Il faut voir le nombre de faillites. Nous vivons un phénomène de concentration majeur. Les grands groupes, les multinationales, les fonds spéculatifs détruisent notre tissu socio-économique. Avec l'aide des instances internationales non élues, comme la Commission européenne, qui ne sont rien d'autre que des relais de ces puissances financières. Par nos choix de consommation, par notre action sur le plan local, notamment communal, nous pouvons agir. Nous pouvons aussi agir en mettant en place une contre-société plus humaine, plus respectueuse, plus confraternelle. Ouvrir des coopératives, des écoles alternatives, soutenir une agriculture différente, défendre une alternative médicale plus holistique. Tout cela, mes chers amis, c'est aussi faire de la politique et c'est peut-être plus efficace encore que de se présenter aux élections et (a)voir sa bouille sur des affiches collées sur des panneaux. Vous voyez, il y a du pain sur la planche. C'est en se réappropriant l'économie que l'on peut aboutir à réenchanter le politique. C'est comme cela que nous avons les moyens réels de faire bouger les choses. Et rien ne nous empêche, le soir ou le week-end, après avoir fait tourner les coopératives et les projets alternatifs, de se réunir à nouveau pour ébaucher un nouveau modèle politique pour demain. Dans le cadre notamment d'un atelier constituant, à l'instar de ce que prône l'infatigable militant qu'est Étienne Chouard ou la remarquable juriste qu'est Valérie Bugault.

Bernard VAN DAMME (Kairospresse.be)
Publié le 28 juin 2024

« Notre leader, ce gladiateur »

Donald Trump prendra-t-il sa revanche ?

L'irruption de Mme Kamala Harris dans la campagne présidentielle américaine ne garantit pas pour autant l'échec de son rival républicain. Les critiques dirigées contre lui ont perdu leur impact d'autrefois. Il s'appuie sur un électorat qui voit en lui le champion d'un peuple que méprise une élite progressiste. Et sur un parti uni qui le célèbre quoi qu'il dise et quoi qu'il fasse.

L'ancien président Donald Trump déteste les coups de théâtre dont il n'est pas l'auteur. Surtout s'ils lui font perdre de l'argent : « *Nous avons dépensé 100 millions de dollars pour combattre Joe le Tordu. Et tout à coup, ils décident de le retirer et de mettre quelqu'un d'autre à sa place.* »

Ce ne fut pas la seule surprise de l'été. En moins d'un mois, entre le 27 juin et le 21 juillet, un débat télévisé entre les deux principaux adversaires « révéla » l'extrême fatigue du président Joseph Biden ; M. Trump échappa à une tentative d'assassinat ; les caciques du Parti démocrate imposèrent à leur candidat officiel, qui avait remporté toutes les élections primaires, de retirer sa candidature au profit de sa vice-présidente, dont les sondages estimaient pourtant à l'époque qu'elle était plus impopulaire que lui. Mais cela aussi allait changer en quelques heures. Mme Kamala Harris était jugée opportuniste et insincère ; elle devint radieuse et joyeuse. Les démocrates se rappelèrent alors que l'hymne de leur parti, hérité du New Deal, était *Happy Days Are Here Again* (« Les jours heureux sont de retour »).

Du 15 au 18 juillet, le paradis fut cependant le domaine exclusif de leurs adversaires, réunis en convention à Milwaukee, dans le Wisconsin. Le *New York Times*, devenu un quotidien militant du Parti démocrate, analysait alors tristement la situation : « Des républicains unis derrière Trump, des requins autour de Biden ». L'ancien président, non content d'avoir écrabouillé son successeur lors d'un débat que celui-ci avait pourtant réclamé, avait en effet réussi à faire oublier ses condamnations judiciaires en survivant, le 13 juillet, à un attentat. Ensanglanté, il s'était relevé et, le poing levé sur fond de ciel bleu et de drapeau américain, il avait scandé « *fight, fight, fight* ». Déjà peu porté à la modestie et extrêmement attentif au choc des images, le nouveau combattant suprême de la droite américaine escomptait donc que tout au long de la convention de son parti les militants se prosternerait devant lui. Ce qu'ils firent.

Huit ans plus tôt, M. Trump avait injurié la femme de M. Ted Cruz, son concurrent républicain d'alors, en la jugeant laide et vendue à la banque Goldman Sachs. Pour arranger les choses, il prétendit aussi que le père du sénateur texan avait trempé dans l'assassinat de John Kennedy. M. Cruz notifia aux délégués le pardon définitif de telles offenses en articulant les premiers mots de son discours de Milwaukee avec une solennité théâtrale : « *Dieu bénisse Donald J. Trump !* » En règle générale, le candidat victorieux n'assiste pas aux premières journées de la convention afin de faire une entrée dramatique peu avant d'accepter son investiture. Rien de tel avec M. Trump, à qui aucune règle ne s'applique. Il fut présent chaque soir, oreille bandée, pour déguster les éloges qu'on lui servait. Y compris ceux d'au moins cinq membres de sa famille. L'attentat auquel il venait d'échapper avait parfait son personnage de persécuté – par les démocrates, par les médias, par le fisc, par la justice, et à présent par ce tireur étrange dont il avait été si mal protégé.

Le récit général en découlait : alors que M. Trump aurait pu profiter de sa fortune et se consacrer à sa famille, il avait choisi, au risque du sacrifice, de veiller au destin de ses concitoyens. Et, protégé par Dieu, il continuait à se battre pour « *Make America Great Again* » (MAGA, son sigle fétiche). Directrice de sa campagne victorieuse de 2016, Mme Kellyanne Conway insiste sur l'abnégation de son ancien patron : « *C'est un milliardaire qui pourrait jouer au golf tous les jours sur un complexe qui lui appartient. Il n'avait pas besoin d'être président, mais nous, nous avons besoin de lui.* » M. Eric Trump résume à son tour le sacerdoce de son père : « *Il a décidé de renoncer au confort d'un empire financier. Il savait qu'il y aurait un prix énorme à payer.* »

En choisissant le sénateur de l'Ohio James David (« J. D. ») Vance comme colistier, M. Trump a-t-il désigné son héritier afin que la métamorphose qu'il a imposée au Parti républicain lui survive ? C'est ce que craint le *Wall Street Journal* : « *Vance est comme Trump favorable à des frontières plus hermétiques, à une politique étrangère plus isolationniste et à une intervention de l'État dans l'économie. Il a repris le message anti-establishment de Trump et, dans son discours de Milwaukee, il a pourfendu Wall Street.* » M. Trump s'est carrément vanté d'avoir débarrassé son parti des « *cinglés, des néocons, des mondialistes, des fanatiques de l'ouverture des frontières et des imbéciles* ».

Les a-t-il purgés ou se sont-ils convertis ? Lorsque nous l'interrogeons à quelques pas de la tribune de la convention, M. Jovante Teague, délégué de Floride, admet sans hésiter : « *J'aimais beaucoup les Bush,*

George W. et son frère Jeb [ancien gouverneur de l'État, que M. Trump a écrasé lors des primaires de 2016]. « *W.* » a été l'un de nos meilleurs présidents. Mais l'Irak était une mauvaise guerre, Bush a fait ce qu'il a pu avec les cartes dont il disposait. » M. Teague est désormais acquis à la politique d'« America First », que défendent avec ardeur MM. Trump et Vance : « *En Ukraine on a fait tout notre possible. On a donné beaucoup et on n'a pas obtenu grand-chose.* »

Mobiliser le prolétariat blanc méprisé par les élites culturelles

Quelques jours plus tard en Alabama, M. Perry Hooper nous décrit sa propre épiphanie politique. Intarisable autant qu'enthousiaste, il a participé à sept conventions républicaines. La première en 1984 à l'âge de 24 ans. Son héros d'alors se nommait Ronald Reagan. Puis il a suivi les Bush, père et fils, John McCain, M. Mitt Romney. Tous ont refusé par la suite de soutenir M. Trump, y compris contre Mme Hillary Clinton ou M. Biden. M. Hooper évite de les critiquer, mais il prédit un raz de marée électoral à son nouveau champion, qu'il a rencontré plusieurs fois depuis sa conversion politique. Elle date de 2016 quand une de ses relations d'affaires lui a recommandé de lire *The Art of a Deal* (L'Art de la négociation), le best-seller du promoteur new-yorkais d'alors. Quelques années plus tard, M. Hooper parrainera une résolution du Parlement de l'Alabama proclamant que « *Donald J. Trump était le meilleur président de l'histoire des États-Unis* ». Comment justifier un tel choix alors qu'un panel d'historiens estiment qu'il fut le pire ? Il détaille : « *L'immigration, l'économie, le mur, la réduction des réglementations, les traités de paix, les accords Abraham sur le Proche-Orient, les trois juges nommés à la Cour suprême.* » Il ajoute, ému : « *Rien ne compte davantage pour lui que le travailleur américain. Ce n'est pas un républicain de l'establishment. C'est un conservateur populiste. Il est milliardaire, mais quand il allait à son bureau à 5 h 30 du matin, la première personne qu'il voyait balayait la rue ou travaillait dans le sous-sol d'un bâtiment qu'il venait de faire construire. Et pendant plus d'une demi-heure il s'asseyait pour discuter avec lui.* » En ce moment, M. Hooper, avocat et lobbyiste, lève des fonds pour la campagne de « *Donald J. Trump* ».

Les républicains en sont certains : les Américains ne détestent pas les riches quand ceux-ci leur parlent simplement sans leur faire la leçon (1). Ils préféreront donc toujours un promoteur immobilier hâbleur à un professeur d'université sermonneur. Ce pari anti-intellectuel opposé à l'attachement des démocrates aux experts et à l'« économie de la connaissance » illumine désormais les statistiques électorales. En 1980, 76 des 100 comtés où vivaient la plus forte proportion de diplômés du supérieur votaient Reagan. En 2020, 84 de ces 100 comtés ont choisi M. Biden (2).

Le poids des diplômés ne cessant d'augmenter dans la population, tout comme celui des personnes d'origine étrangère, des stratèges républicains ont recommandé que leur parti courtise davantage les classes moyennes instruites, en particulier les femmes, et qu'il modère ses envolées antimigrants. Une telle orientation contrariait toutes les préférences de M. Trump, qui a donc choisi de faire le contraire. C'est-à-dire de mobiliser le prolétariat blanc (surtout masculin) dégoûté de la politique en pourfendant à la fois le « *carriage américain* » (provoqué par la désindustrialisation, le libre-échange), l'immigration (que M. Trump associe à la criminalité, au trafic de drogue, mais aussi à une pression à la baisse sur les salaires), les « *guerres sans fin* » (que réclament les journalistes, les think tanks néoconservateurs, mais également les progressistes toujours impatients de jouer aux redresseurs de torts à l'étranger puisque ce sont des prolétaires qui se font trouer la peau). Les experts et les intellectuels figurent également dans sa ligne de mire, à la fois parce qu'ils sont jugés responsables de ces choix calamiteux (mondialisation, immigration, guerres) et en raison des puits sans fond de mépris qu'ils déversent sur les « *déplorables* » et les minables qui contestent leur hégémonie. Laquelle conduirait aussi au dynamitage des « *valeurs traditionnelles* » au nom d'un « *politiquement correct* » que des féministes, des journalistes et des artistes ont décidé d'infliger à la société tout entière, enfants compris. Voilà le portrait chinois du Parti démocrate tel que les républicains le perçoivent et le combattent.

Le problème de ce tableau d'une Amérique décadente et transformée en « *république bananière* » sauf quand M. Trump en tient le gouvernail, c'est qu'on le connaît par cœur. Depuis huit ans il a forcément perdu de sa fraîcheur. Or son auteur tient à ce récit apocalyptique qu'il égrène de meeting en meeting dans des péroraisons sans fin dont la seule ligne directrice paraît être la célébration de son génie ou de son bilan de président. « *Son discours à la convention était trop long ?* [Quatre-vingt-douze minutes, un record historique.] *D'accord avec vous, mais... Donald Trump est Donald Trump. Et je ne vais rien mettre en cause de ce qu'il fait* », tranche M. Hooper.

« Les démocrates détestent les Américains normaux »

Depuis que sa campagne patine, on a suggéré au candidat républicain d'être plus positif, de faire des propositions, de cesser de prétendre que M^{me} Harris était « *stupide* », « *folle* », ou que sa manière de rire témoignait de ses « *gros problèmes* ». Mme Ann Bennett, militante républicaine endurcie comme son mari Kevin, appréhende le comportement de son candidat : « *J'ai bien peur que Trump fiche tout en l'air. Il devrait*

s'exprimer correctement, pas insulter Kamala. » Peine perdue, l'ancien président a déjà répondu : « Je suis qui je suis. »

De fait, ceux qui veulent identifier son coach ou son pygmalion perdent leur temps. Les médias démocrates et la presse européenne qui s'en inspire ont récemment consacré une avalanche d'articles à un programme de neuf cents pages, le Projet 2025, élaboré à son intention par un think tank ultraconservateur, la Heritage Foundation. M. Trump, qui ne l'avait évidemment ni lu ni parcouru, a instantanément désavoué ses auteurs et fait savoir qu'ils ne joueraient aucun rôle dans son éventuelle administration. *« Trump ne s'intéresse pas aux détails d'une politique quelconque, précise Mme Bennett. Il tient des propos généraux dans des meetings, voit comment le public réagit puis ce que la télévision en dit. Quant à ses thèmes de campagne, ils ne découlent pas des sondages car il ne les prend en compte que s'ils concernent sa popularité et ses chances. »*

Un exemple semble le confirmer. En juin 2023, lors d'un meeting en Caroline du Nord, M. Trump signale parmi mille autres choses qu'il interdira aux *« hommes de participer à des compétitions sportives féminines »*, un sujet alors mis en avant par un de ses concurrents. Et puis, presque instantanément, il informe la foule de son retour d'expérience : *« Je parle de réduire les impôts, les gens applaudissent à peine. Je parle des transgenres et tout le monde s'enflamme. Qui l'aurait imaginé ? Il y a cinq ans, vous ne saviez même pas de quoi il s'agissait. »* Le thème constitue désormais une des marottes du candidat. Ou comment régler la conduite de la guerre culturelle à l'aune de l'applaudimètre.



Bus des partisans de Donald Trump avec des slogans contre l'avortement et en faveur d'Israël.

Face à la candidate démocrate, le « ticket » républicain, entièrement masculin, paraît avoir fait une croix sur l'autre moitié de l'électorat. Policiers, prêtres et catcheurs ont ainsi tenu la vedette lors de la convention de Milwaukee. Le troisième soir, M. Trump fait son entrée au son de *It's a Man's, Man's, Man's World*, un titre bien choisi pour l'occasion (même si la chanson de James Brown n'a rien à voir avec un éloge de la masculinité). Le jour suivant, pour chauffer la salle avant son discours, le candidat républicain a fait appel à Hulk Hogan, un catcheur célèbre auréolé de plusieurs titres de champion du monde, également connu pour son rôle dans *Rocky III*. Clou de la convention, Hogan en résumera le propos mieux que la plupart des interventions : *« Quand je suis venu ce soir, il y avait tant d'énergie dans cette salle que je me suis cru à Madison Square Garden au moment de remporter un autre titre mondial. Ici avec notre leader, mon héros, ce gladiateur, nous allons rassembler l'Amérique. »* De ses deux mains il déchire alors le milieu de son tee-shirt aux couleurs du drapeau américain pour en laisser apparaître un autre avec les noms de Trump et de Vance. La salle hurle son bonheur. *« Je suis ici ce soir parce que je veux que le monde sache que Donald Trump est un vrai héros américain. La dernière fois que j'étais sur scène, je saignais comme un porc lorsque j'ai gagné le titre mondial, devant Donald Trump. Avec son retour à la Maison Blanche l'Amérique va gagner à nouveau. J'ai connu des gars durs et laissez-moi vous dire, mes frères, que Donald Trump est le plus dur de tous. Enquêtes, impeachments, procès, ils lui ont tout fait et il est toujours debout à leur botter les fesses. »*

Le choix de M. Vance comme candidat à la vice-présidence ne risque pas d'arrondir les angles de ce machisme décomplexé qui colle à la peau du Parti républicain et de son candidat. Car autant M. Trump est incontrôlable et parle sans réfléchir, autant les propos reprochés à son colistier expriment un courant intellectuel structuré, puissant, qui se radicalise. En 2021, encouragé par son intervieweur Tucker Carlson, extrêmement populaire dans les cercles conservateurs et libertariens, M. Vance a imputé une partie des problèmes des États-Unis à *« un groupe de vieilles filles vivant avec leurs chats. Leur existence les rend malheureuses et elles aimeraient que le pays le soit aussi. Si vous regardez Kamala Harris, Pete Buttigieg, Alexandria Ocasio-Cortez, l'avenir du Parti démocrate dépend de gens qui n'ont pas d'enfants. (...) Ils détestent les Américains normaux qui ont choisi d'avoir une famille »*.

Auteur à succès d'un ouvrage relatant son enfance prolétarienne dans les Appalaches, converti au catholicisme, opposé à l'avortement, M. Vance incarne une Amérique inquiète des transformations de la famille – M. Buttigieg, le ministre des transports, et son mari ont adopté des jumeaux quelques jours après cet entretien –, de la baisse de la fertilité et du taux de fécondité, de la progression des femmes sur un marché du travail où les emplois ouvriers (masculins) disparaissent. Les couples n'ont plus autant d'enfants, et ceux-ci manquent de frères, de sœurs, de cousins pour rompre leur isolement. Comme pour signaler que le problème démographique ne concerne pas autant les Hispaniques ou les Afro-Américains, Carlson résume : « *Les Blancs sont haïs. Ils se détestent eux-mêmes. Ils ne se reproduisent plus. Ils disparaissent.* »

Les républicains ont toutefois compris que, dans ce registre du déclin des familles traditionnelles, le combat contre l'avortement n'est plus porteur pour eux depuis qu'une décision impopulaire de la Cour suprême a permis à dix-huit États de l'interdire presque entièrement ou, ce qui revient souvent au même, de ne l'autoriser qu'avant la sixième semaine de grossesse. Et l'autre ressort habituel dans la panoplie des guerres culturelles, le mariage gay, est largement accepté. La droite américaine mène donc campagne contre les transsexuels : les écoles qui encourageraient cette transition, les États qui n'en informeraient pas les parents, les sports qui permettraient à des hommes biologiques de concourir dans des épreuves féminines. Autant de signes à ses yeux d'une décadence américaine que seule une réélection de M. Trump endiguerait, peut-être.

L'identité du sauveur vertueux devrait surprendre mais, comme le pasteur de l'Église baptiste d'Opelika (Alabama) l'a rappelé en juillet dernier lors de son office dominical, « *vous marchez où Jésus vous dit de marcher même si vous ne comprenez pas où vous allez* ». Un peu plus tard, un des théologiens présents ajoute en guise de précision : « *Dieu utilise des faux prophètes pour accomplir le bien.* » M. Trump ? Comprenez qui pourra puisque ce jour-là la seule référence faite à l'actualité concernait la cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques à Paris le vendredi précédent : une « *débâcle visuelle* » et un « *blasphème* » d'après le pasteur.

M. Trump est revenu en Caroline du Nord le 14 août dernier, non pas pour parler des transgenres mais pour détailler son programme économique. Et chacun a vite compris que le choix de ce discours thématique ne venait pas de lui : « *Nous allons parler d'une chose appelée l'économie. Ils ont voulu que je fasse un discours sur l'économie, quelque chose d'un peu intellectuel. Alors aujourd'hui on est tous des intellectuels.* » Pas très longtemps. S'éloignant de son texte préparé, lu comme une corvée, il en revient à ses sujets préférés : l'immigration, bien sûr, mais aussi les « *durs* » en Russie, en Chine et en Iran qui le respectaient quand il était président, ce qui préservait le monde des guerres qui ont éclaté partout depuis qu'il ne l'est plus. Une fois encore un discours long, confus, et une opération de communication ratée. « *Trump est un président formidable et un très mauvais candidat* », se désole Mme Bennett.

« **Je me suis très bien entendu avec Kim Jong-un** »

L'économie n'est plus un thème qui l'inspire depuis que le président Biden, reprenant les idées de son prédécesseur, a marié une stratégie commerciale protectionniste à une politique industrielle de grands travaux. Car lui a agi : plan de relance de 1 900 milliards de dollars, 1 000 milliards supplémentaires de dépenses d'infrastructures. Mieux, pour une fois les catégories populaires ont profité de ces politiques publiques qui ont privilégié des productions et des salariés américains. M. Biden est même allé jusqu'à préciser : « *Nous n'avons pas besoin que tout le monde ait un diplôme universitaire. C'est bien si vous en avez un, et nous vous aiderons à l'obtenir. Cependant, ce n'est plus une condition pour décrocher un emploi qui paie correctement.* » Faute de pouvoir continuer à pourfendre un chômage massif, des traités de libre-échange et des délocalisations, M. Trump privilégie donc à présent le thème d'une inflation en forte progression. Il détaille inlassablement le prix de l'essence, du bacon (qu'il dit ne plus pouvoir se payer...) et des assurances. S'éloignant de l'orthodoxie républicaine, il évoque à peine la question de la dette, ne parle pas de relever l'âge de la retraite et promet de protéger les programmes d'aide sociale – sauf naturellement pour les étrangers.

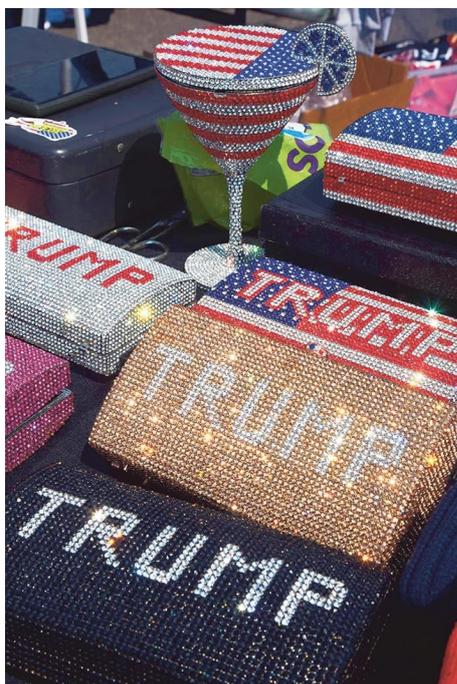
La politique extérieure constitue néanmoins le domaine où son OPA sur le Parti républicain est la plus spectaculaire (3). La rupture avec le néoconservatisme saute aux yeux lors de la convention de Milwaukee. Alors qu'en 2002 le président George W. Bush avait dénoncé un « *axe du mal* » comprenant trois États, dont la Corée du Nord, accusés de « *menacer la paix dans le monde en cherchant à posséder des armes de destruction massive* », M. Trump n'hésite pas à déclarer : « *Je me suis très bien entendu avec Kim Jong-un et nous avons arrêté les missiles partant de Corée du Nord. En ce moment, il roule un peu les mécaniques. Mais quand on reviendra [à la Maison Blanche], je m'entendrai avec lui. Il aimerait aussi que je revienne. Je pense que je lui manque si vous voulez savoir la vérité.* » Un président des États-Unis dont le dirigeant du Parti communiste nord-coréen attend le retour avec impatience, l'idée eût autrefois glacé des militants républicains. Là rien de tel, certains délégués affichent même leur hilarité.

Membre de l'Association des femmes républicaines, Mme Sue Ann Balch fonde même son espoir d'une détente internationale sur deux caractéristiques personnelles, pas nécessairement admirables, de l'ancien président : « *Trump est narcissique. Il ne s'intéresse qu'à lui. Si c'est bon pour Trump, c'est bon pour l'Amérique. Or les guerres ne sont pas une bonne affaire pour le business de l'immobilier, des hôtels, casinos et restaurants. Et puis, la majorité des gouvernants de la planète est très masculine et respecte un mâle alpha. Poutine aussi. Il n'aurait donc jamais envahi l'Ukraine si Trump était resté au pouvoir.* » Il y a huit ans, les démocrates redoutaient qu'une victoire républicaine menace la paix mondiale. Or M. Trump n'a déclenché aucune guerre lorsqu'il occupait la Maison Blanche. La chose n'est pas si courante.

« Trump se bat tellement pour nous qu'ils veulent l'incarcérer »

Cela n'empêche pas les colporteurs de paniques de continuer à occuper le haut du pavé. D'un cycle électoral à l'autre, on ne peut que constater la place croissante des réseaux sociaux, des petits films de propagande que chaque partisan vous envoie dès que vous discutez une de ses affirmations. Car l'adversaire est toujours l'ennemi intérieur. Les démocrates sont « *plus dangereux que les Russes et les Chinois* », prétend M. Trump dans un entretien complice avec Elon Musk le 12 août dernier. En mai 2023, M. Cruz interrogea Sean Hannity, un journaliste de Fox News à sa dévotion : « *Imaginez que vous ayez pour objectif de détruire l'Amérique. Qu'auriez-vous fait différemment de Joe Biden ?* » Réponse de Hannity : « *Rien. Et j'ai très peur que la Chine le voie. La Russie le voit, l'Iran le voit.* »

Comme l'explique la sociologue Arlie Hochschild, les républicains présentent tout ce qui a été « perdu » comme quelque chose qui leur a été « volé » : les élections, la grandeur de l'Amérique, la masculinité d'autrefois (4). Selon eux, en persécutant M. Trump, qui pourrait redresser la barre, les démocrates s'emploient à le « voler » lui aussi, à son peuple. Mais loin de l'affaiblir, ses 91 inculpations ont assuré ses victoires lors des primaires. « *Il s'est tellement battu pour nous qu'ils essaient littéralement de l'incarcérer* », s'exclama à l'époque un de ses conseillers les plus enflammés. Interrogée sur les chances de son candidat, Mme Balch doute d'ailleurs qu'on le laisse gagner : « *Je ne crois pas qu'il y arrivera. On va avoir une autre pandémie et ils s'en serviront pour nous enfermer, nous obliger à voter par correspondance, avec des problèmes d'ordinateur et ces gens qui contrôlent nos machines.* » Les républicains aiment leur candidat, mais ils détestent surtout ses adversaires.



© Lauren Miller - www.laurenmillerphoto.com

Lesquels le leur rendent bien. Au point qu'on sourirait presque quand Mme Clinton exhorte ses amis démocrates à ne pas sous-estimer le danger Trump. Aucun risque de son côté. Par exemple elle « *ne serait pas surprise* » si Carlson, « *membre de la cinquième colonne de Vladimir Poutine* », était payé par les Russes. De son côté l'ancienne présidente de la Chambre des représentants Nancy Pelosi a prétendu en

janvier dernier que les manifestants réclamant un cessez-le-feu à Gaza étaient « *directement liés à la Russie* » et qu'ils relayaient eux aussi le « *message de M. Poutine* ». Avant de réclamer que la police fédérale enquête sur leur compte. Moscou continue à faire perdre la tête aux démocrates. Lorsque nous montrons à un courtier à New York une affichette républicaine « *Trump = force ; Biden = faiblesse* », il réplique sans hésiter : « *Trump = Poutine ; Biden = démocratie* ».

Or la démocratie serait menacée puisque, selon Mme Clinton et sa chambre d'écho médiatique, le retour de M. Trump à la Maison Blanche sonnerait le glas des élections libres aux États-Unis. L'assaut du 6 janvier 2021 contre le Capitole est passé par là. Pour empêcher qu'il ne devienne, comme le putsch d'Adolf Hitler dans une brasserie de Munich en 1923, un fiasco fondateur, une répétition générale, presque tous les moyens sont bons. Pourtant rien ne dit que ce type d'analogie historique, omniprésent dans les cercles cultivés, emporte la conviction de l'électorat flottant sans doute plus sensible à son pouvoir d'achat, que l'inflation a entamé ces trois dernières années. Il se souvient peut-être aussi que M. Trump a déjà été président sans que les États-Unis et leurs contre-pouvoirs locaux et judiciaires soient engloutis. Néanmoins les comparaisons du type Trump égale Hitler ancrent un peu plus les républicains dans le sentiment de leur persécution. M^{me} Annie Eckrich, déléguée de l'Indiana qui travaille dans une agence immobilière, nous rapporte ainsi, très surprise, le propos d'une de ses clientes : « *Si j'avais su que vous souteniez Trump, je ne serais pas passée par vous pour acheter ma maison.* »

On ne compte plus les propos incendiaires de l'ancien président qui alimentent ce climat et sur lesquels se précipitent ses adversaires, trop heureux de signaler leur vertu en surjouant leur peur. Les migrants qui « *empoisonnent le sang de notre pays* », les « *communistes, marxistes, fascistes et les voyous de la gauche radicale qui vivent comme de la vermine* ». Toutefois, puisque les démocrates prétendent qu'il affabule en permanence, qu'« *il est un menteur pathologique* », ce qui n'est pas faux, pourquoi prennent-ils pour argent comptant ce qu'il dit quand il fulmine ?

La présence épuisante de M. Trump dans la vie politique dissimule à un tel point certaines transformations de la société américaine – l'érosion des libertés publiques et l'épreuve du Covid-19 par exemple – qu'elles n'occupent guère de place dans le débat présidentiel. Ainsi, la censure préalable et la surveillance policière se sont banalisées au prétexte du combat contre la désinformation et le terrorisme intérieur. La pandémie a rendu aveuglant l'inégal accès à l'école, aux réseaux numériques, au système de santé publique, en même temps qu'elle a accru le discrédit des experts, des médias, des gouvernants.

« *Les démocrates ont détruit notre confiance en notre État.* » A priori ce propos de Mme Bennett n'aurait rien de surprenant venant d'une républicaine. À ceci près qu'elle ne pourfend pas seulement, comme du temps de Reagan, les impôts, les réglementations ou les aides sociales, mais la justice, la police et la collusion entre les services de renseignement et les oligopoles de l'information. Quand la machinerie répressive de l'État traquait les subversifs de gauche et enfermait sans jugement les « *combattants ennemis* » à Guantánamo, les républicains ne lui mesuraient pas leur crédit. Il s'est effondré depuis que la censure et la répression ont visé les partisans de M. Trump. M. Kevin Bennett, le mari d'Ann, est certes très remonté contre le système judiciaire qui a persécuté l'ancien président et qui, selon lui, n'a pas instruit les cas de fraude électorale. Mais il s'inquiète aussi de la brutalité de la police fédérale. « *Je démantèlerais le FBI, nous avoue-t-il. Depuis John Edgar Hoover, il a trop de pouvoir. Et les gens croient de moins en moins ce qu'il nous a dit à propos des assassinats de John Kennedy, de Bobby Kennedy, de Martin Luther King. Au fond l'ADN du FBI est problématique depuis le départ.* »

Il relate alors le cas de Bryan Malinowski, tué par des agents fédéraux en mars dernier. Ils ont surgi un matin chez lui en démolissant sa porte d'entrée et l'ont tué à son réveil d'une balle dans la tête dès qu'il a sorti une arme à feu. On fait alors observer à M. Bennett que le FBI a liquidé nombre de Black Panthers en usant de la même technique, parfois dans leur lit. Il n'en disconvient pas. La « *militarisation de la police* » l'inquiète à présent tout comme la reconduction régulière des lois antiterroristes votées après le 11-Septembre (Patriot Act) à l'initiative d'un président républicain. Il admet même que, grisé par le pouvoir, M. Trump « *pourrait devenir un tyran* », mais il parie que non, que la tentative d'assassinat l'a assagi. Cela ne se voit pas encore...

Pour l'ancien président, le Covid-19 a détruit l'économie brillante qu'il avait construite et a permis la généralisation du vote par correspondance générateur des fraudes qui l'ont chassé de la Maison Blanche. La plupart des républicains portent un regard moins paranoïaque sur une épreuve ayant provoqué 1 200 000 morts, record mondial, avec l'un des taux de décès les plus élevés de la planète. Beaucoup gardent le souvenir d'une société en décomposition où chacun faisait face comme il pouvait. Mme Tracy West pilote un des districts scolaires les plus pauvres de l'Alabama, un État déjà en bas de classement pour le revenu des familles. Elle est élue et républicaine. Son district regroupe quatorze comtés, très majoritairement ruraux, et 100 000 élèves. Lorsque la pandémie s'est déclarée, nous explique-t-elle, « *impossible pour nous de demander simplement à chacun de rester chez lui. Quand vous êtes pauvre, ce n'est pas une option. Beau-*

coup d'enfants qui dépendaient de nos repas gratuits auraient été affamés. Avec le concours des Églises, des associations, des banques alimentaires, nous avons donc trouvé un moyen pour que les parents qui n'étaient plus ravitaillés puissent récupérer quelques litres de lait, une miche de pain, des œufs ».

Compte tenu de l'absence de réseau dans nombre de ces comtés, le même type de débrouille s'est appliquée à l'instruction aussi longtemps que les écoles furent fermées : *« Nous avons acheté et installé des hot spots Wi-Fi dans les bus afin que les élèves puissent télécharger le contenu de leurs cours. Les voitures se garaient juste à côté, ou alors le bus venait près du domicile. »* Ensuite, les élèves pouvaient travailler sans connexion. Plus ou moins bien. Avec une tablette qu'on leur avait prêtée quand ils n'avaient pas d'ordinateur. Une seule par famille.

Ni M. Trump ni Mme Harris ne pensent que des récits de ce genre concernent l'enjeu qui les oppose. Chacun se soucie plutôt des pronostics des sondages. Pourtant, en 2020, leurs erreurs ont été considérables, sans précédent depuis 1980.

Ce ne sera pas la seule raison de redouter le jour du dépouillement. Car qui imagine que M. Trump admettrait la victoire des démocrates ? *« Ces gens veulent tricher, ils trichent, et franchement c'est la seule chose qu'ils font bien »*, prétend-il régulièrement. Il ne quittera pas la scène aussi vite que l'homme qui lui a succédé à la Maison Blanche.

Serge HALIMI (Monde diplomatique, septembre 2024)

(1) Lire « Stratagème de la droite américaine, mobiliser le peuple contre les intellectuels », *Le Monde diplomatique*, mai 2006.

(2) Aaron Zitner et Dante Chinni, « How the 2020 election deepened America's white-collar/blue-collar split », *The Wall Street Journal*, New York, 24 novembre 2020.

(3) Lire « L'Ukraine s'invite dans l'élection américaine », *Le Monde diplomatique*, août 2023.

(4) Lire Arlie Russell Hochschild, « Anatomie d'une colère de droite », *Le Monde diplomatique*, août 2018.

Bande dessinée

Moi, Albert Arié, égyptien, juif et communiste

Né en 1930 et mort en 2021 au Caire, Albert Arié a accompagné l'histoire de l'Égypte, des derniers feux de la monarchie à l'arrivée au pouvoir des officiers libres sous la conduite de Gamal Abdel Nasser, de l'occupation des Britanniques à l'évacuation de leurs troupes, de la nationalisation de la Compagnie du canal de Suez en 1956 aux mesures socialistes adoptées par le Raïs.

Égyptien de nationalité, français de cœur, internationaliste de conviction, juif de confession, il refusera toujours de quitter son pays, encore plus de s'installer en Israël. Il participe dès son plus jeune âge, aux luttes pour l'indépendance nationale et la justice sociale. Il le paiera au prix fort : onze années passées en prison

MOI, ALBERT ARIÉ, ÉGYPTIEN, JUIF ET COMMUNISTE

Texte : Alain Gresh
Dessin : Hélène Aldeguer

Je suis né au Caire mais j'aurais pu tout aussi bien naître en Turquie, en France ou en Russie.

mes grands-parents maternels
ODESSA
BUCAREST
mes grands-parents paternels migrent depuis l'ESPAGNE
CONSTANTINOPLE

L'inauguration du canal de Suez en 1869 fait de l'Égypte un pôle d'attraction pour des milliers de personnes comme mes parents et leurs parents avant eux qui émigrent vers Le Caire et Alexandrie.

En 1923, mon père Jacques choisira la nationalité égyptienne, une décision illégitime, les étrangers bénéficiant de tous les privilèges.

J'ai suivi les cours du lycée français du Caire de 1936 à 1947. Entre nous il n'y eut jamais de barrière due à la religion. J'ignore jusqu'à ce jour quelle était la religion de certains de mes camarades de classe.

Malgré ma mère qui répétait "tu as école demain, ne veille pas", j'écoutais tous les soirs Radio Londres. Bien que très jeune, j'ai vécu la seconde guerre mondiale pendant six ans dans mon esprit et ma chair.

"Les Français parlent aux Français."

"Ce 31 janvier 1943, le maréchal Paulus signe la capitulation allemande à Stalingrad."

Ma génération est venue au monde par les canons de Stalingrad.

Le centre du Caire était un havre cosmopolite peuplé de personnes de tous les pays d'Europe, sous la houlette de l'occupant britannique.

Le 26 février 1946 au matin, je me rends chez mon ami Roger

Le Comité national des ouvriers et des étudiants appelle à se rassembler sur la place Ismailia!

Il faut qu'on descende rejoindre nos camarades!

Pas question que vous y participiez!

Après ce qu'il s'est passé sur le pont Abbas! Vous restez à la maison!

Viens, on va aller sur la terrasse! On voit la place depuis là-haut!

Parfait, on pourra suivre la manifestation!

Le 21 février, le pont avait été ouvert et des étudiants précipités dans le Nil...

Regarde! La place est remplie de monde!

Ils vont passer devant la caserne britannique de Qasr Al-Nil...

À BAS L'ANGLETERRE!

Toute cette foule... C'est parce que les Anglais refusent de retirer toutes leurs troupes...

Les soldats britanniques tirent sur la foule et font de nombreux morts.

Désormais je m'identifierai totalement au peuple égyptien.

La tentation sioniste, concrétisée par un voyage en Palestine, aura été de courte durée.

D'ailleurs, je n'avais aucune sympathie pour le climat nationaliste et chauvin qui y régnait et pour une langue qui m'était inconnue.





La double page telle que publiée dans le mensuel.

Hélène Aldeguer, Dessinatrice

Alain Gresh, Journaliste, directeur des journaux en ligne OrientXXI.info et AfriqueXXI.info.

Un crash pour le moins suspect... et horrible !



Un crash pour le moins suspect... et horrible ! © DR

En effet, d'après l'Agence nationale de l'aviation civile brésilienne, l'appareil qui s'est écrasé, vendredi 9 août 2024, au Brésil, à Vinhedo, à l'ouest du Paraná, avec 62 personnes à son bord (passagers et membres d'équipage), volait depuis 2010 et « respectait toutes les normes en vigueur ». Le contact a été perdu avec l'avion à 13 h 21 heure locale soit 18 h 21 heure française.

Le Centre d'investigation et de prévention des accidents aéronautiques du Brésil (Cenipa) a ouvert une enquête, et a entrepris l'analyse des deux boîtes noires. Il prévoit de publier *un rapport préliminaire sur l'accident* « dans un délai estimé de 30 jours », a annoncé l'Armée de l'air brésilienne (FAB). Donc, attendons. En outre, selon Marcel Moura, directeur des opérations de Voepass, l'appareil avait fait l'objet « d'opérations de maintenance de routine la nuit précédente », et avait quitté la ville de Ribeirão Preto (dans l'État de São Paulo) « sans aucun problème technique. » Et, selon l'Armée brésilienne, « l'avion n'a pas déclaré affronter des conditions météorologiques adverses », c'est-à-dire pas de gel (j'y reviens plus bas).

Parmi les victimes figurent huit médecins qui se rendaient à São Paulo pour un colloque d'oncologie, des scientifiques dont quatre enseignants, dont des médecins de l'université du Paraná. Certains de ces scientifiques travaillent sur des recherches ou des méthodes alternatives de traitement du cancer peu coûteuses, à savoir totalement à l'opposé des traitements des multinationales leaders sur le marché du cancer, un secteur éminemment juteux. Car, il est en énorme croissance. L'OMS prévoit une augmentation de 77 % d'ici à 2050 (estimation de 35 millions de cas en 2050 versus 20 millions en 2022). En France, dans son rapport sur l'application de la loi de finance 2024 sur la Sécurité sociale et dans la section médicaments anticancéreux, la Cour des comptes indique : « en 2020, 433 136 nouveaux cas de cancer ont été diagnostiqués en France, portant à 3,4 millions le nombre de patients soignés chaque année. Le cancer est la première cause de décès en France (169 910 en 2022). Le cancer est la pathologie la plus onéreuse pour l'assurance maladie : son coût s'élevait à 22,5 Md€ en 2021, soit 12,1 % des dépenses d'assurance maladie. Les dépenses de médicaments innovants anti-cancéreux délivrés à l'hôpital et inscrits sur la « liste en sus » 247 ont connu une forte augmentation : elles représentaient 3,3 Md€ en 2018 et 5,9 Md€ en 2022. » Ce qui porte le coût moyen annuel d'un traitement anticancéreux à 14 580 euros.

C'est donc le secteur le plus lucratif d'un marché, la santé, sur lequel Big Pharma compte continuer de régner en maître absolu. Le cancer, c'est de l'or en barre pour ces trusts. C'est mieux que le sida. C'est un secteur phare et pour eux, le cancer, c'est « le top du top. » Le marché devrait atteindre 300 milliards de dollars d'ici à 2026. Un marché aussi juteux que celui des « vaccins » anti-covid grâce auxquels, le canard boiteux qu'était devenu Pfizer (car empêtré dans de sordides affaires de corruption), lui, s'est refait une santé, comble du paradoxe, en jouant avec celle des autres, les centaines de millions de personnes, qui, merci Ursula Von der Leyen et Cie, se sont fait injecter cette thérapie. Aujourd'hui certains n'hésitent pas à la qualifier « d'arme biologique » de destruction passive.

Des « spécialistes » ont émis l'hypothèse qu'« une formation de gel » sur les ailes de l'avion, aurait pu provoquer l'accident. C'est ce qui est la version officielle actuelle. Au même titre que j'ai toujours eu du mal à croire au narratif officiel de la rencontre improbable entre un pangolin et une chauve-souris pour donner

naissance au Sars-Cov2, étant donné les activités de recherches au laboratoire P4 de Wuhan financées par les États-Unis et la France, je réserverai mon jugement sur la cause de cette catastrophe en attendant les diverses données factuelles, et le rapport d'enquête.

Pardi !

Si les « spécialistes » en question, sont du même acabit que ceux qui nous ont assuré, garanti, certifié que les « vaccins » anti-covid étaient efficaces à 100 %, et absolument sans aucun risque pour la santé, permettez-moi d'avoir un doute. De plus je rappelle que le Brésil est un pays où les plantes médicinales et leurs usages sont très importants. Le boldo, le quebra pedra, jambu, crajiru, les genres phyllanthus, le geraniin, aux multiples propriétés, qui inhibe l'entrée du SARS-Cov2, autant de plantes aux propriétés anti-oxydantes, anticancéreuses peu connues en Europe dont les brevets sont rachetés par les laboratoires pour ne pas les exploiter ou empêcher leur exploitation. Une manière de protéger les brevets sur des molécules de synthèse plus coûteuses à développer que l'on vendra aux régulateurs à des prix astronomiques pour le patient et le système de santé. Tout cela n'est pas du complotisme, de la théorie du complot. C'est la réalité.

Comme tous les autres avions de ligne occidentaux, les avions d'ATR, constructeur franco-italien fabricant de l'avion qui s'est écrasé, sont équipés d'un transpondeur. Un transpondeur est une sorte de GPS qui indique la position de l'avion en permanence, de jour comme de nuit, au sol ou en l'air. C'est donc ce qui permet d'éviter que deux avions n'entrent en collision sur le tarmac ou dans les airs (rappelons pour cela le terrible accident de Tenerife le 27 mars 1977 où deux Boeing 747 rentrèrent en collision sur la piste dont les causes sont multiples y compris sur la non-présence d'un radar au sol expliquant la position des avions à la tour de contrôle). Un autre exemple de la notion de transpondeur réside dans les téléphones portables ou dans les voitures, ce qui permet en cas de vol de le géolocaliser.

Cependant, ce qui est utilisé pour la localisation d'un appareil ou d'un autre, autorise aussi un contrôle ou une prise de contrôle. Et, entre des mains maléfiques, cela peut contribuer à faire entrer en collision des avions entre eux. Pour ce faire, il suffirait d'en modifier à distance, par erreur ou de manière maléfique, le logiciel du transpondeur, pour que l'avion perde sa localisation. Ne sachant plus où il se trouve dans un espace tridimensionnel, cela peut ainsi entraîner la possibilité d'une catastrophe à tel endroit, prédéfini. N'oublions jamais le revers de la médaille de tous ces outils technologiques. Bien utilisés ce sont des outils fantastiques, entre de mauvaises mains, cela devient des armes.

C'est aussi simple que cela. Cela date du tout début des années 2000. Précisément lorsque Thomson CSF a été liquidé au profit des Américains, notamment, donc, la division transpondeur (merci Jacques Chirac, président de la République, merci Lionel Jospin, Premier Ministre et merci Laurent Fabius, ministre de l'Économie, consignataires du décret qui a procédé à ce dépeçage). Depuis, la totalité des Airbus et Boeing sont équipés de ce système. Dès lors, c'est très facile, de porter atteinte à une personne, il suffit qu'elle prenne l'avion. À ce titre, ces informations étant rendues publiques, de nombreuses personnes se sont amusées à suivre les vols privés des milliardaires, mettant ainsi en question leur contribution négative à la réduction d'émission de CO² !

C'est pour cette raison que, comme d'autres personnalités, Recep Tayyip Erdogan, le Président turc, utilise exclusivement des avions russes, qui eux ne sont pas équipés de transpondeur. Derechef, histoire de minimiser les risques d'une collision « accidentelle » avec un avion qui lui en est équipé, ces personnalités ajoutent à cette mesure de prudence de base, celle de ne rendre accessibles l'horaire et l'itinéraire de leurs déplacements par avion... qu'au dernier moment.

Un Brésilien qui aurait dû être un des passagers de l'avion qui s'est écrasé ce vendredi s'étant trompé de porte d'embarquement est l'unique survivant du drame. L'avion demeure le moyen de transport le plus sûr au monde.

NOTA : la vidéo dans ce tweet est présentée comme étant celle de Leonardo Ferreira, oncologue indiqué mort dans cet accident, alors qu'en fait, il est toujours vivant. C'est un autre médecin brésilien, homonyme à lui, qui perdu la vie dans cet accident d'avion : José Roberto Leonel Ferreira. C'est un des huit médecins qui ont péri dans le crash qui se rendait à un colloque d'oncologie à Sao Paolo.



Mont montre des photos des occupants de l'avion qui s'est écrasé à Vinhedo — Photo: Playback/TV Globo

Xavier AZALBERT, France-Soir
Publié le 16 août 2024 - 15:15

Explication d'un crash (suite) - les avis des aviateurs. © DR

À la suite de l'accident de l'avion au Brésil, de nombreuses thèses et hypothèses ont fleuri sur les réseaux sociaux. Les aviateurs sont parmi les plus rigoureux en termes de science, et de retour d'expérience. Ils ont appris à ne pas se mentir, *et surtout à tout remettre en cause, y compris leurs propres erreurs et celles de leurs pairs*. On aimerait que cela fût pareil dans le monde médical et politique, avec un retour d'expérience complet sur la gestion de la crise sanitaire. Si les avions volaient avec les « process » utilisés par les politiques, n'y-a-t-il pas longtemps que la confiance dans le transport aérien aurait été perdue ? Dans cet article, je vais donc faire état de l'approche rigoureuse dont m'ont fait part des pilotes, instructeurs, ingénieurs de l'aviation ou de l'armement volant.

Un parallèle avec la crise sanitaire

J'avais eu l'occasion d'interviewer plusieurs navigants lors de l'obligation vaccinale, qui s'étaient interrogés sur les conséquences d'une telle contrainte sur la sécurité des passagers. Ils avaient interpellé leurs autorités de tutelle. L'EASA au niveau européen, l'agence nationale de l'aviation civile en France, pour savoir quels tests avaient été effectués, quelles données avaient été obtenues sur les thérapies que certaines compagnies imposaient à leur personnel navigant. Aucune réponse ne leur a été donnée.

C'est cela qui paraît le plus inquiétant, pour un commandant de bord responsable de la sécurité des passagers par délégation d'autorité. Quand le maître à bord n'obtient pas les réponses à ses questions, c'est à lui qu'incombe l'ultime responsabilité. Dès qu'une pièce est changée sur un avion, ou une ligne de code dans les programmeurs, ces éléments doivent faire l'objet de nombreux tests avant d'être « fit for flying » : approuvés pour voler.

Il semble donc tout à fait logique de s'interroger sur les thérapies injectables, afin de continuer de garantir la sécurité des passagers, et surtout d'appliquer des procédures, ces procédures strictes et factuelles qui *ont permis de faire du transport aérien le moyen de transport le plus sûr au monde*.

Alors tant que les politiques et les médecins ne s'en mêlent pas, on devrait encore voler en sécurité. Certes, la science liée au transport aérien, repose avant tout sur une science « dure », où la résistance des matériaux et leurs combinaisons sont bien comprises des navigateurs. Ils ont leur propre vie (et celles des passagers) entre leurs mains, et donc *ils ont l'obligation morale de ne pas se mentir*. Tout ceci pour notre plus grand bien.

L'hypothèse d'un « accident » prend de l'ampleur. Et pour cause !

Revenons au crash terrible qui s'est passé vendredi dernier dans la banlieue de Sao Paolo. Lorsque j'ai appris cette catastrophe, j'ai interpellé des navigants pour comprendre la partie « mécanique » et « rationnelle » des possibles causes d'un tel accident. Sur internet, toutes les thèses fleurissent. Surtout quand on sait que parmi les passagers, certains se rendaient à une conférence sur l'oncologie, à Sao Paolo. Un terreau essentiel pour que l'on puisse laisser libre cours à toutes les thèses, dont certaines ont été rapportées dans le livre de Claire Séverac page 279-280 (1) (Merci Lionel Labosse pour ce rappel).

Les huit médecins qui ont péri dans le crash se rendaient à une conférence sur l'oncologie à Sao Paolo. Sur internet, on peut lire que certains se seraient engagés publiquement à « *publier des preuves, reliant l'ARNm aux très nombreux cas de "turbo-cancers" qui sont constatés dans tous les pays où il a été procédé, en masse, sur la population, à une vaccination "anti-covid". À savoir qu'il s'agirait donc bel et bien, en cette occurrence, non pas d'un "vaccin", mais d'une arme de destruction massive. Ils dénonçaient notamment l'épidémie dévastatrice de cas de cancer du col de l'utérus à travers le monde.* » Sur cela, coté médical, rien de vraiment très factuel à ce jour. Aucun de mes contacts médicaux au Brésil n'a été en mesure de confirmer ou d'infirmer ces informations, informations qui doivent donc rester à l'état d'hypothèse spéculative, et ne peuvent pas expliquer les causes mécaniques qui ont fait qu'un avion est tombé du ciel. L'émotion est grande parmi les proches des victimes. Je vous laisse découvrir ce que l'on peut entendre ou lire à ce sujet (2), sachant que dans toutes analyses il y a des conditions nécessaires et suffisantes ! Les conditions suffisantes ne font pas toujours bon ménage avec de telles tragédies.

Voilà l'interprétation analytique d'un pilote expérimenté

Regardons l'interprétation d'un pilote expérimenté sur 777 et ancien pilote d'avion de chasse. Il préfère rester anonyme... et on le comprend. Finalement, on ne voit que rarement la tête des pilotes puisqu'ils sont le plus souvent dans le cockpit à assurer le vol. Je vous rapporte donc la totalité de son raisonnement.

« Oui, Xavier. Bonsoir, c'est François. Je vais te donner mes impressions. Je te recommande d'être prudent, quand même, sur les suppositions, même si effectivement, cet accident peut paraître suspect. Sur la version officielle qui se désigne, les éléments que j'ai pu avoir, il y en a qui sont crédibles.

- *Pour commencer, il faut savoir qu'il y a trois types de givrages : faibles, modérés et forts. D'après ce que j'ai pu obtenir comme information, l'avion est rentré dans une zone où était signalé du givrage fort : entre le niveau 120 et le niveau 210. Et le niveau de croisière était au niveau 170. Ça, c'est tout à fait possible, même si les températures au Brésil sont de 19 degrés. La température baissant de 2 degrés par 1 000 pieds, si on est au niveau 170, il faut enlever 34 degrés à 19 : ça fait moins 15. Donc la température extérieure est de moins 15 degrés Or, les zones de givrage les plus fortes sont, on va dire, entre 0 moins 5 et moins 15. Donc c'est tout à fait possible. L'avion était dans les nuages avec une forte nébulosité.*
- *L'ATR 42 ou 72, comme tous les turbopropulseurs qui ont des ailes à plat, sont plus sensibles au givrage. Ils vont moins vite et ils ont des niveaux de vol où il y a le plus souvent le givrage. Ces niveaux-là, entre le 150 et le 250, sont des niveaux où le givrage est fort.*
- *Ce qui est très surprenant, c'est que cet avion s'est craché en vrille. Cela veut dire qu'il y a une asymétrie. Qu'il y ait, à la fois un décrochage, c'est-à-dire que les ailes ne portent plus, avec une asymétrie. Ainsi l'avion ne vole plus droit, et il tourne en spirale. Pour cela, il y a plusieurs raisons. Généralement, pour partir dans une vrille, l'équipage doit vraiment y mettre du sien. Autrement dit qu'il faut qu'il envoie des signaux de commandes contradictoires entre le lacet et le roulis.*
- *Étant dans des conditions givrantes fortes, il y a effectivement une procédure sur ATR qui existe, qui leur demande de sortir des conditions assez rapidement. Ainsi l'équipage doit réagir. Il ne doit pas rester sans rien faire. Soit, il y a du givrage et le système d'antigivrage ne fonctionne pas bien, ce qui fait qu'il y a une accumulation de givre plus sur une aile que sur l'autre, ce qui va faire pencher l'avion d'un côté, et, s'il décroche, il peut partir en vrille. Mais il faudrait aussi que le système de dégivrage ne fonctionne pas de manière symétrique, ce qui est quand même assez rare. Donc, c'est un cumul de choses. La chose aussi qui est possible et qu'il ne faut pas exclure, c'est que s'il rentre en zone de givrage fort, il se peut qu'il y ait un blocage de commande. C'est-à-dire que si de la glace arrive à s'accumuler au niveau des ailerons ou au niveau du gouvernail (gouverne de direction), les commandes sont givrées et gelées. Et c'est là qu'effectivement, dans le cas d'un décrochage, les pilotes ne peuvent plus s'en sortir.*
- *Dans la zone, il y avait bien un Sigmet (signal météo) qui avait été publié. C'est la note envoyée par les autorités qui préviennent, consultés par les pilotes et qui permettent d'informer les équipages que, dans cet endroit-là il y a une zone de givrage fort. (Je n'ai pas pu vérifier, si c'était un fake ou pas). Nous, en réacteur, on en prend connaissance. Mais ce n'est pas très grave, parce qu'on traverse de manière transitoire ces zones. En revanche, effectivement, pour un turbopropulseur comme l'ATR 42/72, c'est essentiel. Cet avion n'est pas fait pour voler, on va dire « de manière continue en conditions de givrage sévère ». D'ailleurs, aucun avion n'est certifié pour voler dans de telles conditions.*
- *L'hypothèse du givrage fort, avec pas forcément une bonne réaction de l'équipage (qui doit appliquer une procédure et qui ne l'a pas forcément bien appliquée), qui ne serait pas descendu suffisam-*

ment vite, et qui n'aurait pas fait le nécessaire pour sortir de ces conditions assez rapidement... ça peut effectivement se terminer en drame.

- Cependant, une vrille, c'est extrêmement rare. Et ça n'est possible que de manière intentionnelle, à savoir l'équipage qui veut mettre l'avion en vrille délibérément. Et encore, des fois, il essaye, mais il n'y arrive pas. Quand cela intervient, le plus souvent, c'est parce qu'il y a un blocage de commande.
- Sur « *crash-aérien.News* », des pilotes échangent sur cet accident. Visiblement, le 11 mars 2024, cet ATR avec l'immatriculation « *Le Papa Sierra, Victor Papa Bravo* », aurait connu des problèmes hydrauliques, et un choc arrière, lors de l'atterrissage sur la piste 10, à l'aéroport de Salvador, au Brésil. L'avion a été immobilisé pendant quatre mois pour réparations. Ce dommage structurel sur la queue me fait penser que l'organe sensible, pour tout ce qui est vrille, c'est surtout aussi la dérive et la gouverne de direction. Un défaut ou une fragilité à ce niveau-là, c'est comme ça qu'un avion peut partir en vrille. »

Sur le site de France-Soir, j'ai reçu un message d'un instructeur

Un autre ingénieur, pilote, instructeur nous a écrit sur le site de France-Soir suite à la lecture du premier article, nous apportant les éléments suivants, remettant en cause l'hypothèse sur les transpondeurs émise dans mon édito précédent.

« *Bonjour Monsieur Azalbert...*

- *un transpondeur ne sert pas à indiquer la position de l'avion au pilote. C'est un équipement simple qui répond aux interrogations d'un radar au sol, et permet à ce radar de déterminer la position de l'avion. Le transpondeur transmet aussi l'altitude de l'avion, car il est couplé à une capsule barométrique. Les transpondeurs actuels « mode S », transmettent, en plus d'un code à 4 chiffres, l'immatriculation de l'avion ou le numéro du vol.*
- *Un transpondeur ne contient pas de GPS. S'il est connecté à un GPS, il peut transmettre la position de l'avion fournie par le GPS. Un transpondeur ne doit pas être coupé, sinon l'ATC (contrôle aérien) ne peut suivre l'avion ni le guider. Dans ce cas, cet avion peut être détecté par des radars militaires (radars primaires) qui feront aussitôt décoller la chasse.*
- *Un transpondeur peut être paramétré en atelier. Il n'existe aucun moyen de modifier son logiciel en vol, ce qui ne servirait à rien.*
- *La fonction anticollision est réalisée par le TCAS, qui analyse les réponses des transpondeurs du voisinage aux interrogations du radar secondaire. Il peut aussi signaler à d'autres TCAS sa manœuvre d'évitement. Cet équipement ne peut pas être modifié en vol. On ne voit pas ce qui peut le perturber, sauf en brouillant les radars secondaires (acte de guerre).*
- *C'est le GPS qui donne la position d'un avion de ligne. Mais il existe d'autres moyens : Radionavigation (VOR-DME), centrale inertielle, navigation à vue, guidage par l'ATC. Un avion ne tombe pas parce qu'il a un problème de GPS.*
- *Le GPS est uniquement un récepteur qui reçoit les signaux codés de nombreux satellites (12 ou plus). L'équipement vérifie l'intégrité des informations reçues. La base de données intégrée doit être mise à jour régulièrement. Il n'y a pas de moyen de modifier le logiciel en vol. Un GPS peut être brouillé localement. Il existe aussi des moyens militaires complexes pour simuler des satellites, ce qui donnera une fausse position. Ces moyens sont utilisables localement pour protéger une cible de bombes guidées par GPS.*
- *L'ATR est tombé en vrille. C'est rare pour un avion de ligne qui est conçu pour éviter la vrille, mais pas forcément pour en sortir. La vrille est déclenchée par un décrochage en vol dissymétrique. C'est une faute de pilotage.*
- *Cela peut arriver avec des pilotes automatiques un peu anciens, si on laisse l'avion en montée sans surveillance. Le givrage de l'aile peut aussi, en déformant le profil, entraîner un décrochage éventuellement dissymétrique, si les pilotes ne font pas attention.*
- *Le givrage est un phénomène banal pour les avions de ligne qui volent dans les nuages à des températures négatives. Tous ces avions sont équipés de systèmes de dégivrage des ailes, des hélices, des moteurs, des pare-brise... et des tubes de Pitot (mesure de vitesse). Un pilote ne signale pas forcément qu'il givre. Il le signalera peut-être s'il est en détresse, à cause d'un problème. Mais l'expérience montre que les pilotes signalent rarement leur situation avant de se crasher. »*

Les fakes news des « vols d'information » mal dérisqués

Un point fort satisfaisant, outre l'information, est que l'intelligence collective et l'échange permettent d'apporter aux lecteurs les éléments nécessaires pour se forger une opinion. J'avais bien écrit dans mon édito précédent, que l'hypothèse du givrage était privilégiée. Cependant, j'attendais plus d'éléments factuels avant

d'en tirer une conclusion. J'ai donc eu hier un échange de plus d'une heure avec ce pilote instructeur des plus intéressants, qui nous mena à évoquer l'approche de gestion du risque de l'information que nous avons employée chez France-Soir. Elle se rapproche du monde aérien, puisque nous ne cherchons pas à avoir raison, mais à minimiser le risque d'avoir tort. Dans les faits, on teste la résistance de l'information à ses éléments mécaniques, comme on ferait en mécanique avec la résistance des matériaux. Une fausse information peut s'apparenter à un vol aérien lors duquel le pilote de l'information n'a pas bien fait sa checklist de vérification avant l'envol, et prend donc un risque. Un risque de déviances, en l'occurrence la notion de réplication de l'information, en reprenant la dépêche de l'AFP sans avoir vérifié autant que faire se peut l'authenticité des éléments d'information dont elle fait état.

Effectivement, les deux explications ci-dessus semblent crédibles. Néanmoins, le spoofing existe en aviation, pour des raisons de sécurité, notamment dans les zones non cartographiées par GPS. Il convient dès lors d'attendre les résultats de l'enquête de l'armée brésilienne sur les causes exactes de ce drame.

Xavier AZALBERT, France-Soir
Publié le 13 août 2024

(1) « Dans les cinq mois suivant les attentats du 11 septembre, marquant un véritable tournant dans la conduite de la politique mondiale, c'est-à-dire entre novembre 2001 et février 2002, onze microbiologistes de renommée internationale sont morts mystérieusement. Ces chercheurs n'appartenaient pas à une nationalité particulière, mais ils avaient un dénominateur commun : celui d'être à la pointe de l'étude des virus, de la biologie cellulaire, des séquences de l'ADN258. Un peu avant ces décès, le 4 octobre 2001, le vol 1812 de la compagnie Siberian Airlines voyageant de Tel-Aviv à Novossibirsk, fut abattu au-dessus de la mer Noire par un missile ukrainien solaire, « perdu », avec cinq microbiologistes parmi les passagers. Comme le vol MH 17 de la Malaysian Airlines, qui est tombé jeudi 17 juillet 2014, dans l'Est de l'Ukraine, avec à son bord au moins six spécialistes du SIDA, dont l'éminent chercheur néerlandais Joep Lange. Ils se rendaient à Melbourne pour la conférence mondiale AIDS 2014 ? Ou bien encore le vol MH370, toujours de la Malaysian Airlines, disparu dans l'océan Indien le 8 mars 2014, et qui comptait parmi ses passagers vingt membres hautement qualifiés de la société américaine Freescale Semiconductor. Elle venait de lancer « un nouveau gadget de guerre électronique pour les systèmes de radars militaires » ? Pendant que la guerre des sanctions contre Poutine, décidée par l'Union européenne et les États-Unis faisait rage, un article de Russia Today nous apprenait que, quatre jours après la disparition du vol, un brevet d'une incroyable micropuce KL-03261 était approuvé par le Bureau américain des brevets et des marques de commerce, et partagé en cinq tranches de 20 % pour chaque titulaire. Quatre étaient des Chinois employés de Freescale qui étaient dans l'avion, et le cinquième titulaire était la société Freescale elle-même. Enfin, un article du dépôt spécifiait que si un titulaire venait à mourir, ses parts n'iraient pas à ses héritiers, mais seraient partagées équitablement entre les titulaires restants ! Le dernier et unique titulaire vivant du brevet est donc Freescale Semiconductor. Et à qui appartient cette entreprise ? À Jacob Rothschild, via la banque d'investissement Blackstone. »

(2) D'après l'animateur de « The people's voice » <https://x.com/tpvsean/status/1820111342293983451>, l'inventeur du « vaccin » covid d'Oxford, Sir John Bell, professeur émérite Outre-Manche s'il en est, aurait « tiré la sonnette d'alarme sur le véritable agenda de l'élite derrière les injections » (je cite) :

« Le vaccin covid a été conçu pour stériliser les masses et dépeupler le monde. »



Lucie Pinson et Julien Lefournier : « Il est important de repolitiser la finance »



Photos : Fred Lahache

*« Obligations vertes », « produits durables », « fonds responsables »... En France, depuis quelques années, le jargon de la finance se pare de vert. Pourtant, il suffit de creuser un peu pour se rendre compte de son aspect superficiel. L'ex-financier Julien Lefournier en fait la démonstration dans l'ouvrage *L'Illusion de la finance verte* (éditions de l'Atelier, 2021). De son côté, Lucie Pinson, de l'association Reclaim Finance, a fait de la transformation de la finance, et notamment de la lutte contre le financement des nouveaux projets d'extraction fossile, son cheval de bataille. Rencontre avec deux fins connaisseurs des ruses du monde de la finance.*

Les expressions « finance verte » ou « finance durable » sonnent creux, car on ne sait pas très bien à quoi elles font référence. Qu'est-ce qui les différencie de la finance classique ?

Lucie Pinson Un peu plus de greenwashing ! Je pense que le terme a le mérite de souligner qu'il y a un problème avec la finance telle quelle. Cette expression est souvent utilisée pour désigner des produits créés avec comme objectif de financer des projets dits « verts ». Elle a été popularisée avec l'idée qu'il ne faut pas s'inquiéter : les acteurs financiers vont apporter par eux-mêmes les solutions à la catastrophe climatique en développant de nouveaux produits financiers capables d'opérer la transition.

Or, si ces projets ne viennent que s'ajouter à la finance dominante, ils n'apportent aucune solution. Si on fait plus de vert tout en continuant à financer les énergies fossiles, à la fin, nous aurons une augmentation des émissions de gaz à effet de serre. C'est d'ailleurs ce qui se produit : la 15^e édition du rapport *Banking on climate chaos* révèle que les grandes banques françaises ont accordé près de 67 milliards de dollars à l'expansion des énergies fossiles entre 2021 et 2023, avec en tête le pétrole et le gaz.

Julien Lefournier Pour moi, le fait même de parler de finance verte est déjà un échec. Car lorsqu'on parle de finance verte, on ne parle pas de finance, car la finance est un système global. En 2007, la Banque européenne d'investissement (BEI) a émis une première obligation visant à financer des projets liés à la protection du climat. L'année suivante, en 2008, la Banque mondiale a émis le premier « *green bond* » ou obligation verte. Comme le financement obligataire a été une grande partie de ma vie professionnelle, j'ai été tout de suite très intéressé.

Or j'ai découvert que ce titre était totalement creux. Si je résume : une obligation verte, c'est juste une obligation. La différence est dans l'appellation. D'ailleurs, avant l'accord de Paris, les obligations vertes n'intéressaient personne, ce qui est significatif. Quand un produit est pertinent pour un financier, en général, tout le monde se précipite pour le copier. En ce qui concerne les obligations vertes, si l'on regarde le nombre d'émissions à partir de 2008, on constate qu'il n'y a eu aucun intérêt des financiers. Cette façade est devenue par la suite un moyen de communication désirable.

Obligation

Une obligation est un titre émis par une entreprise (ou un État) pour emprunter sur les marchés financiers. En d'autres termes, il s'agit d'une dette avec un intérêt pour celui qui achète, jusqu'au remboursement total.

En 2015, Mark Carney, ancien gouverneur de la Banque d'Angleterre, théorise la « tragédie des horizons » : il souligne le conflit entre le long terme des risques climatiques et la focalisation à court terme des marchés financiers. Pourtant, l'Agence internationale de l'énergie (AIE) prévient que dans un scénario à + 1,5 °C, les revenus pétro-gaziers des grandes économies productrices pourraient chuter de 90 % d'ici à 2050...

J.L. C'est bien là le problème. Nous ne sommes pas dans un scénario à +1,5 °C, mais plutôt dans une tendance à +3 °C. La plupart des gens font du risque des actifs échoués l'alpha et l'oméga de la rationalité financière car ils interprètent mal le concept introduit par Mark Carney. Je m'explique : dans son discours de 2015, Mark Carney explique que, sous l'hypothèse d'une transition énergétique, les actifs liés aux énergies fossiles deviendront échoués. Mais cette conclusion n'est valable que si l'hypothèse se réalise ! Ce n'est pas parce que nous enclenchons la transition que nous créons des actifs échoués, c'est parce que nous échouons volontairement nos actifs fossiles – en fermant une centrale thermique à charbon, par exemple – que nous engageons la transition. Et, pour l'instant, ce n'est pas le cas. En 2015, Carney alerte sur ce problème mais ne propose aucune solution concrète.

À l'époque, Mark Carney est gouverneur de la Banque d'Angleterre. Il met en place ce qu'on appelle des *stress tests* climatiques. Les *stress tests* traditionnels consistent à donner un grand coup de pied dans une banque pour voir si elle tient debout après un choc financier. Dans le cas où elle s'effondre, le régulateur propose de consolider ses fondations en augmentant ses fonds propres. Un tel outil est inapproprié pour éviter les risques climatiques. Il ne prend pas en considération le caractère progressif du bouleversement du climat ; la température monte dixième de degré par dixième de degré... En pensant que les marchés vont trouver, par eux-mêmes, une solution à la crise climatique, nous sommes donc au cœur de la mythologie de l'efficience des marchés financiers.

Or, la boussole des marchés financiers, c'est le couple risque-rendement, et celui-ci ne guide pas naturellement vers un financement comme celui des énergies renouvelables. Nous restons en fait dans l'impasse du « passager clandestin ». Dans ce scénario, chacun espère profiter des efforts des autres sans contribuer. Je ne paie pas mon billet, je suis donc un passager clandestin, et le train démarre car les autres paient. Le problème est que, concernant un bien collectif comme le climat, tout le monde adopte le même raisonnement, et donc, le train ne part pas !

Actifs échoués

Un actif échoué est un actif dévalorisé financièrement par une contrainte extérieure, comme une loi, des obstacles physiques ou technologiques.

L'effet du passager clandestin

Dans l'ouvrage *La Logique de l'action collective* (1965), l'économiste états-unien Mancur Olson soulève un paradoxe : si les individus peuvent tirer individuellement des bénéfices de l'action collective sans en supporter les coûts, cela nuit à l'action collective. Or, si tout le monde choisit ce raisonnement, aucune action collective n'est possible... Dans le cas d'une grève, par exemple, un individu peut bénéficier des résultats d'une action collective sans y prendre part et être un free rider ou « passager clandestin ».

L.P. Quand Mark Carney fait son discours, il n'appelle pas les acteurs financiers à agir pour protéger les populations déjà affectées par les dérèglements climatiques, mais à agir pour protéger leur rentabilité future. Il identifie trois types de risques climatiques auxquels les entreprises sont exposées : les risques physiques (catastrophes climatiques), les risques juridiques (litiges liés aux dommages climatiques) et les risques de transition (dépréciation des actifs fossiles). Carney avertit que, dans un monde qui se réchauffe, les affaires deviendront de plus en plus difficiles et donc que les acteurs financiers ont un intérêt à agir. Ce n'est pas étonnant qu'il tienne ce discours face à des assureurs qui sont en première ligne des impacts du dérèglement climatique.

Sauf qu'en plus d'être contestable éthiquement, l'approche par le risque suppose, d'une part, que les acteurs financiers soient à même d'appréhender précisément les risques financiers auxquels le dérèglement climatique les expose (ce qui n'est pas le cas) et, d'autre part, que les risques identifiés sur le long terme soient assez puissants pour motiver une action immédiate des acteurs financiers. Or, pour reprendre l'exemple des assureurs, face aux risques climatiques – qu'ils ont identifiés dès 1973 –, ils préfèrent augmenter leurs prix et ne plus assurer les zones les plus à risque que de renoncer aux énergies fossiles, encore très lucratives. L'objectif est donc de passer entre les gouttes du dérèglement climatique, et non de le prévenir.

Quel rôle pourraient jouer les régulateurs financiers tels que la Banque centrale ou l'Autorité des marchés financiers (AMF) ?

L.P. Les banques centrales ont la responsabilité de penser la stabilité du secteur financier sur le long terme. Leur second mandat consiste à participer aux objectifs de l'Union européenne, parmi lesquels figure la lutte contre le dérèglement climatique. Donc, non seulement elles ont la capacité d'influencer le comportement des acteurs financiers, mais c'est leur devoir de soumettre leur politique monétaire aux objectifs climatiques. En revanche, l'approche par le risque financier ne va pas nécessairement permettre de mettre en place des mesures d'évitement. Un exemple avec le charbon.

Les acteurs financiers ont d'abord considéré le changement climatique comme un risque pour leurs investissements. En estimant le charbon comme un secteur de plus en plus risqué, ils ont décidé de ne plus financer les entreprises dont les activités dépendaient à plus de 50 % du charbon. Mais près de 300 entreprises ne dépendent qu'à 20 % ou moins du charbon et développent tout de même des projets de centrale ou de mine. Si elles ne sont pas risquées financièrement, chacun de leurs nouveaux projets en lien avec le charbon est une aberration écologique qui menace nos chances d'éviter une catastrophe climatique.

« Il faut qu'il y ait plus d'éducation à la finance. Car si l'on veut faire advenir des transformations réglementaires, il faut un rapport de force. Et pour l'engager, il faut qu'il y ait une mobilisation sociale, que ces sujets deviennent une préoccupation. »

J.L. Y a-t-il la moindre politique pertinente de la Banque centrale européenne (BCE) ? Non. Pourtant, la BCE a un vrai rôle à jouer : elle est un investisseur majeur du marché. Pendant la crise de 2008, elle détenait 50 % des titres de certains États. Elle a donc une puissance de frappe considérable ! Or, son discours se concentre principalement sur le risque financier et l'inflation – qui sont les impératifs de son mandat. Toujours l'approche par le risque, donc, qui est inopérante... Carney parlait aussi du risque physique portant sur les actifs. Entre le risque de transition et le risque physique, malheureusement, les financiers choisissent le risque physique, matérialisé plus tard et auquel ils espèrent échapper, car le risque de transition coûte cher tout de suite. Le think tank International Institute for Sustainable Development (IISD) a estimé à près de 340 milliards de dollars le montant nécessaire pour dédommager les investisseurs si nous devons arrêter tous les projets pétro-gaziers en développement... Alors, qui paie ?

Dans *L'Illusion de la finance verte*, on lit qu'une possibilité serait de faire adopter par l'UE une politique climatique qui s'imposerait aux États membres avec la même force que la politique concurrentielle ou monétaire...

L.P. Pour l'instant, nous n'avons fait que de la transparence et du *reporting*, en pensant que les acteurs financiers agiront une fois l'information obtenue, ce qui est un leurre. La priorité est donc d'instaurer des réglementations normatives qui façonnent le comportement des acteurs financiers. Par exemple, une réglementation qui les obligerait à mettre en place un plan de transition aligné avec un scénario de +1,5 °C, fondé sur les données actuelles de la science. Il y a aujourd'hui les prémisses d'une telle réglementation au sein de l'Union européenne, mais il va falloir aller plus loin et s'assurer que les autorités de supervision, comme l'AMF et l'ACPR en France¹, aient les moyens de contrôler le contenu et l'application de ces plans. Une autre réglementation normative serait d'interdire tout simplement de financer les actifs incompatibles avec une trajectoire à +1,5 °C, comme de nouveaux projets fossiles. De la même manière qu'en 2035, il sera interdit aux constructeurs automobiles de vendre des voitures à moteur thermique.

J.L. Les pays peuvent aussi dissuader les banques qui investissent dans les énergies fossiles en les régulant directement. En Europe, on s'est fatigués à mettre en place une taxonomie verte européenne qui, au final, ne sert pas à grand-chose. Mesurer c'est comprendre mais comprendre ce n'est pas agir ! Un autre levier, c'est la fiscalité. On sait très bien attirer l'investissement, avec des ristournes d'impôts, par exemple. D'ailleurs, si les énergies renouvelables sont rentables, c'est parce que la France les finance en partie avec de l'argent public².

Un exemple frappant de greenwashing est l'extension de l'aéroport de Hong Kong, financé par BNP Paribas avec une obligation verte en janvier 2022...

L.P. Les obligations représentent au maximum 2 % des encours (la valeur totale des investissements gérés par une institution à un moment donné, ndr), donc, pour moi, ce n'est pas le sujet central. Mais en pointant ce cas-là, nous voulions dénoncer la hausse des extensions d'aéroports avec l'étiquette « verte », juste parce qu'il s'agissait de bâtiments basse consommation. Avec Reclaim Finance, nous avons épluché les fonds d'assurance-vie et d'épargne salariale prétendument durables. Parmi eux, 70 % ont investi dans des entreprises qui développent de nouveaux projets d'énergie fossile. Cela questionne l'intégrité de l'action climatique et le rôle des régulateurs. L'Autorité des marchés financiers doit pourtant s'assurer qu'il n'y ait pas de marketing trompeur ou d'allégations aux marchés, mais elle ne remplit pas son rôle.

J.L. Des journalistes ont passé plus d'un an et demi à démontrer qu'une obligation verte émise par Michelin et structurée par BNP Paribas était, en réalité, une opération de greenwashing³. Pour justifier ce titre « vert », la société a rasé une forêt tropicale pour replanter des arbres et prétendre porter un projet écologique. Mais mon sujet, en tant que financier, ce n'est pas le projet en lui-même, c'est demander si l'outil « obligation verte » modifie d'une manière ou d'une autre la dynamique financière d'allocation d'actifs vers des projets vraiment durables. La réponse est non. Les financiers ne mettent rien de concret sur la table en contrepartie et n'offrent pas la moindre baisse du coût de financement à l'emprunteur.

Combien de temps cette supercherie de la finance verte va-t-elle encore durer selon vous ?

J.L. En France, les acteurs financiers et l'État continuent de promouvoir activement ces investissements. Dans le monde anglo-saxon, il y a des signes de fatigue sur l'investissement ESG⁴ – qui est un concept marketing proche. Le patron de BlackRock, Larry Fink, a d'ailleurs dit qu'il n'utiliserait plus jamais le sigle « ESG ». En Europe, le règlement SFDR (*Sustainable finance disclosure regulation*)⁵ est plutôt une farce. Les critères utilisés pour qualifier certains fonds d'investissement de « durables » n'arrêtent pas de varier. Alors que le monde anglo-saxon est entré dans une phase de relative clarification, en Europe on raconte toujours à la population qu'elle va sauver la planète en plaçant son argent dans ces fonds durables.

L.P. La finance se retrouve souvent dans des médias spécialisés ; on la traite comme un sujet à laisser aux mains des experts économiques, financiers ou politiques, en prétextant qu'elle serait trop technique et qu'il aurait une rationalité économique et financière qui la rendrait neutre. Pourtant, la finance est très politique : la situation actuelle est le résultat des financements, des investissements ou des couvertures d'assurance passées, donc elle porte une part de responsabilité conséquente dans les maux de nos sociétés, que ce soit les inégalités, la guerre aux pauvres ou encore la pollution environnementale. Il est donc important de la re-politiser. Pour ce faire, il faut qu'il y ait plus d'éducation à la finance. Car si l'on veut faire advenir des transformations réglementaires, il faut un rapport de force. Et pour l'engager, il faut qu'il y ait une mobilisation sociale, que ces sujets deviennent une préoccupation. La transformation de nos économies passera donc par le levier financier à condition qu'on se le réapproprie.

Léa DANG, rédactrice, publié le 19 août 2024 (Socialter)

Lucie Pinson

Lucie Pinson est la fondatrice et directrice générale de l'ONG Reclaim Finance, créée en mars 2020 avec comme objectif de stopper les investissements des institutions financières dans les nouveaux projets d'exploitation d'énergie fossile. En 2020, elle reçoit le prestigieux prix Goldman pour l'environnement pour avoir réussi à faire renoncer trois banques françaises à leur investissement massif dans le charbon.

Julien Lefournier

Aujourd'hui consultant indépendant, Julien Lefournier a travaillé pendant 25 ans dans les marchés financiers. Après avoir quitter le trading et les salles de marchés, il publie avec l'économiste Alain Grandjean un ouvrage qui fait date *L'illusion de la finance verte* (éditions de l'Atelier, 2021), dans lequel il démontre avec une grande précision en quoi la « finance verte » est un mythe tenace entretenu par les institutions financières.

1. L'Autorité des marchés financiers (AMF) et l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) sont des institutions administratives indépendantes chargées de la supervision des banques et des assurances françaises.
2. Voir page 116 du livre *L'illusion de la finance verte* : « Concernant les énergies renouvelables, un rapport de la Cour des comptes sorti en 2018 avait fait grand bruit en évoquant un chiffre de 121 milliards d'euros d'argent public pour leur soutien, un soutien de fait au bénéfice des producteurs d'électricité d'origine éolienne et photovoltaïque. »
3. « Comment Michelin et son partenaire indonésien ont contourné les règles sur les obligations vertes », Emanuela Barbiroglia, Stefano Valentino, *Voxeurop*, novembre 2022.
4. L'investissement ESG (environnemental, social, gouvernance) est un investissement financier qui respecterait des critères en lien avec son appellation. Ces critères n'ont pas de définition officielle et ne sont pas contraignants pour les investisseurs.
5. Le règlement SFDR (*Sustainable finance disclosure regulation*) est un règlement européen qui vise à renforcer la transparence des acteurs financiers en Europe.